ARCHIVES ET COMMUNISME(S): L'AVANT-GUERRE (1919-1943)

NOUVEAUX OUTILS, NOUVELLES ARCHIVES

Archives et communisme(s) : l'avant-guerre (1919-1943)

Nouveaux outils, nouvelles archives

Sylvie Le Clec'h, Christian Oppetit et Serge Wolikow (dir.)

DOI : 10.4000/books.pan.602

Éditeur : Publications des Archives nationales

Lieu d'édition : Pierrefitte-sur-Seine

Année d'édition : 2016

Date de mise en ligne : 24 février 2016

Collection : Actes

ISBN électronique : 9782821868120

<http://books.openedition.org>

Référence électronique

LE CLEC'H, Sylvie (dir.) ; OPPETIT, Christian (dir.) ; et WOLIKOW, Serge (dir.). *Archives et communisme(s) : l'avant-guerre (1919-1943) : Nouveaux outils, nouvelles archives*. Nouvelle édition [en ligne]. Pierrefitte-sur-Seine : Publications des Archives nationales, 2016 (généralisé le 10 septembre 2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pan/602>>. ISBN : 9782821868120. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pan.602>.

Ce document a été généré automatiquement le 10 septembre 2020.

© Publications des Archives nationales, 2016

Conditions d'utilisation :

<http://www.openedition.org/6540>

La publication de la journée de 2009 consacrée aux archives de l'Internationale communiste cherche à faire un point sur les outils archivistiques et sur les travaux en cours sur le mouvement communiste, à l'occasion de l'ouverture au public de la base de données des archives de l'Internationale communiste, grâce au projet « Incomka » (International committee for Computerization of Comintern Archives) (1998-2004), d'abord rattaché au Conseil international des Archives et financé par le Conseil de l'Europe, dans le cadre d'une politique générale d'aide aux nouvelles démocraties et de soutien aux démarches de transparence en matière d'accès aux sources d'archives

Le projet Incomka visait à numériser tous les inventaires des fonds de l'Internationale communiste conservés à Moscou et 5 % des fonds d'archives (un million de pages), soit les documents les plus significatifs, et à restituer l'ensemble sous forme d'une base de données et de consultation.

La journée d'étude de 2009 proposait, d'une part, de faire le bilan de l'expérience, en montrant le contexte administratif et historique de la constitution des fonds d'archives mis à disposition du public via Incomka, et d'évoquer d'autres projets d'exposition de sources menés par les services d'archives français ; d'autre part, de présenter des exemples de travaux menés à partir de ces sources.

SYLVIE LE CLEC'H

Conservateur général du patrimoine, responsable du site de Fontainebleau des Archives nationales

CHRISTIAN OPPETIT

Conservateur général du patrimoine, responsable de la section XXe siècle des Archives nationales

SERGE WOLIKOW

Professeur à l'université de Bourgogne, directeur de la Maison des sciences de l'Homme de Dijon

SOMMAIRE

Les archives comme « arme de la classe ouvrière »

Utiliser et comprendre les fonds du Komintern (base Incomka) et les fonds rapatriés de Moscou à la lumière de l'histoire des archives en URSS

Sophie Coeuré

Un réseau institutionnel complexe

Conception des archives et destin des documents. Une collecte « opérationnelle »

Un traitement politique et secret : la violence faite aux fonds d'archives

L'accès aux archives, passé et présent

Les fonds du Parti communiste français déposés aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis

Pascal Carreau

Le corpus des archives d'entre-deux-guerres dans le fonds du PCF

Le public et les sujets de recherche

De nouveaux instruments de recherche

Les archives de la Sûreté nationale : disparité des lieux de conservation, continuité des fonds ?

Émilie Charrier et Damien Richard

Éclairage sur les institutions : la mise en place d'une surveillance

Le Parti communiste sous l'œil de la police administrative depuis 1920

Cohérence des fonds : temps, types, thèmes

La préfecture de Police face aux mouvements communistes en région parisienne (1916-1944)

Françoise Gicquel

Le service des archives de la préfecture de Police

Les principaux fonds sur l'histoire des communismes entre 1915 et 1944

Le contenu de ces archives

De la minorité de guerre au premier communisme français : construire l'histoire et les archives de la scission de Tours

Romain Ducoulombier

L'historiographie du premier communisme français

Le communisme et la longue durée de l'histoire du mouvement ouvrier

Un bolchevisme à la française

La crise de la conscience du socialisme français, 1914-1918

La minorité au crible

Les sources du premier communisme français

Conclusion

Une édition régionale de L'Humanité : L'Humanité du Midi (décembre 1923-novembre 1925)

Alexandre Courban

Pourquoi une édition régionale de L'Humanité ?

Projet de l'édition de L'Humanité du Midi

Aperçu du contenu et de la rédaction de L'Humanité du Midi

Conclusion

Paroles de « défaitistes » : communistes, pacifistes et protestataires durant la « drôle de guerre »

Gilles Morin

Les sources et leur utilisation

La justice, révélateur d'une société populaire troublée : les limites du consentement à la guerre

Le défaitisme communiste

Le PCF, du pacte Laval-Staline aux pactes germano-soviétiques

Les thématiques d'un discours défaitiste révolutionnaire

Réactions populaires et répression politique

Les éditions du Komintern, 1919-1943

Une Babel éditoriale

Marie-Cécile Bouju

Les éditions du Komintern au service d'une culture politique unique, 1919-1934

Le *Redizdat*, de l'ouverture à la disparition, 1934-1943

Une structure méconnue : la Bibliothèque

Communisme et antifascisme (1922-1935) : l'apport d'archives croisées

Gilles Vergnon

1922-1926, le rôle majeur des communistes dans l'acculturation de l'antifascisme en France

Quand l'antifascisme fait société : quelle place pour les communistes ?

NOTE DE L'ÉDITEUR

Ce volume publie les actes de la journée d'étude tenue aux Archives nationales (hôtel de Soubise) le 11 juin 2009, coorganisée avec la Maison des sciences de l'Homme de Dijon.

Les archives comme « arme de la classe ouvrière »

Utiliser et comprendre les fonds du Komintern (base Incomka) et les fonds rapatriés de Moscou à la lumière de l'histoire des archives en URSS

Sophie Cœuré

- 1 À la fois sources et objets d'histoire, les archives sont observées depuis quelques années avec d'autant plus d'attention critique que leur contenu concerne des moments du passé dont la mémoire n'est pas apaisée. L'histoire politique, administrative et culturelle des institutions d'archives fait ainsi désormais partie intégrante de la réflexion sur le communisme soviétique, tant à l'échelle de l'Union des républiques socialistes soviétiques [URSS] qu'à celle des démocraties populaires ou des partis communistes nationaux. Cette communication souhaite contribuer à montrer comment la connaissance d'une gestion documentaire liée à un projet politique permet de mieux comprendre, donc de mieux utiliser, trois grands types de fonds d'archives : les archives du parti communiste bolchevik et celles du Komintern, partiellement numérisées dans la base *Incomka*, et les fonds français « trophées de guerre » concernant le communisme français, traités en URSS entre 1946 et les années 1960 et restitués dans les années 1990-2000.

Un réseau institutionnel complexe

- 2 Depuis l'oukase fondateur de Pierre le Grand en 1712, l'histoire longue des archives impériales¹ avait été marquée en Russie par l'héritage d'une culture de l'écrit et de sa conservation bureaucratique. La tension entre la centralisation des actes à la Cour, signe de pouvoir, et leur dispersion entre les ministères, voire leur privatisation, s'était faite plus forte encore que celle qui marquait la France de la monarchie moderne. Vivace tout au long du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, la réflexion professionnelle des archivistes avait abouti à la création de l'Union des archivistes russes, dite « Sojuz RAD », en 1917. Sans surprise, le cycle de révolution et de guerre civile que connut la Russie à partir de février 1917 fut marqué par des destructions, qu'elles aient été involontaires au cours des combats, ou volontaires pour mieux signifier la mort de

l'ancien régime. Mais les archivistes de l'empire ainsi que les intellectuels proches des nouveaux gouvernements se mobilisaient dans le même temps pour sauver les papiers et recueillir les documents produits par les révolutions². Ainsi Trotski arrêta-t-il *manu militari* le pillage des archives anciennes du Kremlin.

- 3 Une sensibilité nouvelle aux archives caractérisait les dirigeants bolcheviks. L'héritage contradictoire des luttes clandestines menées en Russie et dans l'émigration conduisait au culte du secret, au cloisonnement et à la destruction des traces, mais aussi au souci de conserver, pour assurer la continuité militante et pour témoigner, quand viendrait le moment inéluctable de l'avènement d'une société socialiste. L'histoire et les archives participaient de la construction des représentations du monde par le parti marxiste, porteur d'une vision de l'histoire tournée vers un avenir déterminé et appuyée sur une conception « scientifique » de l'analyse des sociétés. Dès le début du XX^e siècle, à Genève ou à Berlin, les sociaux-démocrates russes collectèrent et préservèrent les archives et les publications de leur mouvement. Enfin, le souci d'une pédagogie de la pensée socialiste et de l'histoire destinée au plus grand nombre marqua profondément la réflexion bolchevique sur le rôle des archives. Après la révolution d'Octobre, le Soviet des commissaires du peuple confia à un petit groupe d'experts, bien informés des modèles archivistiques européens, le soin de réfléchir à une future législation. On peut souligner notamment le rôle d'Anatoli Lunatcharski, commissaire du peuple à l'Instruction publique, du militant et théoricien marxiste David Riazanov, des historiens Alexandre Lappo-Danilevski, président de l'Union des archivistes jusqu'à sa mort, de faim et de froid, à Petrograd en 1919, et Mikhaïl Pokrovski, médiéviste, marxiste convaincu, membre de longue date du parti bolchevik.
- 4 Le décret « Sur la réorganisation et la centralisation des archives dans la République de Russie », signé par Lénine le 1^{er} juin 1918, constituait un « Fonds unique d'archives d'État » [EGAF] et établissait les grands principes de conservation des archives, de centralisation et d'interdiction de destruction. Le réseau institutionnel bâti dans les années 1920, dont le premier directeur fut Pokrovski, allait être calqué sur la structure de la République socialiste fédérative soviétique de Russie [RSFSR], puis de l'URSS. Des fonds fédéraux étaient créés - Archives historiques avant 1917, Archives centrales « de la révolution d'Octobre » [TsGAOR] pour l'État soviétique, Archives littéraires, etc. -, tandis que certains ministères (Affaires étrangères, Armée, Intérieur, etc.) conservaient leur autonomie de gestion. La tutelle administrative du réseau fédéral varia significativement au gré des évolutions du régime, passant du commissariat du peuple à l'Éducation au comité exécutif du Congrès des Soviets [VTsIK] (1922-1938), puis au commissariat du peuple aux Affaires intérieures-ministère de l'Intérieur [NKVD-MVD] (1938-1960), enfin au Conseil des commissaires du peuple. Toutefois, la gestion des archives demeura toujours sous le contrôle vigilant du Comité central [CC] du Parti communiste bolchevik [PCUS].
- 5 Si le décret du 1^{er} juin concernait aussi les archives du parti, celles-ci ne furent pas confiées à la direction des Archives de l'URSS, dite « Glavarkhiv », puis TsAU, puis GAU, mais furent toujours gérées directement par lui-même, avec, au départ, la création d'un réseau de trois institutions, fusionnées en 1931³.
- 6 Par décret du 21 septembre 1920 était créée une commission pour l'histoire de la révolution d'Octobre et du Parti communiste russe, dite « Istpart », sous le contrôle du Comité central du Parti. Sa vocation était au départ de susciter et de coordonner la collecte uniquement. Les documents devaient être versés dans une section spéciale,

nommée « Documents pour l'histoire du PCb », des Archives de la révolution d'Octobre [TsGAOR] et dans les Archives de chaque République de l'URSS. Puis l'*Ispart* organisa sa propre section d'archives, avec environ 60 000 documents à la fin des années 1920. Les sections de l'*Ispart* de Moscou, Leningrad, Kharkov et Tbilissi fonctionnaient aussi comme centres d'études, avec des « cadres du Parti-historiens ».

- 7 Par décret du Comité central du 8 décembre 1920 fut fondé le premier musée du Marxisme, transformé en janvier 1921 en Institut Karl-Marx-et-Friedrich-Engels. Administré conjointement par le VTsIK, le Comité central du Parti et le Comité exécutif de l'Internationale communiste [Komintern], il fut dirigé dans l'entre-deux-guerres par Mikhaïl Riazanov, jusqu'à la purge de 1931, qui conduisit à l'éviction et la première arrestation de ce dernier, puis par Viktor Adoradski. Outre le musée et la bibliothèque, l'Institut fut divisé en cinq « cabinets » (Marx et Engels ; histoire du socialisme et de l'anarchisme en Occident ; économie politique ; philosophie ; histoire de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne). Riazanov y mena une politique très active de recueil et de publication des archives et des œuvres des deux penseurs socialistes. Il développa parallèlement le projet de faire de Moscou le cœur documentaire du mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial depuis la Révolution française. Sa politique d'achat (pour la France : les archives de Babeuf, des archives saint-simoniennes ou de la Commune de Paris, etc.) fut menée grâce à un réseau de libraires et de correspondants qui n'étaient pas nécessairement liés au Parti communiste français, tels Boris Souvarine, y compris après la rupture de ce dernier avec la ligne officielle, ou Georges Bourgin, historien et conservateur aux Archives nationales⁴.
- 8 Enfin, le 31 mars 1923, deux mois après la mort du leader bolchevik, naissait l'Institut Lénine, géré par le comité de Moscou du parti communiste. La *Pravda* publia bientôt une instruction enjoignant à toutes les institutions et à tous les membres du parti d'y déposer les documents rédigés par Lénine ou le concernant. L'Institut Lénine et l'*Ispart* fusionnèrent en 1928 et leurs archives respectives formèrent l'année suivante les Archives centrales du Parti [TsPA]. Lors de la réorganisation administrative accompagnée d'une purge politique en 1931, le TsPA fut intégré à l'Institut Marx-Engels-Lénine [IMEL] du Comité central du Parti communiste. Après 1939 et la liquidation des *Ispart* locaux, la structure générale demeura stable jusqu'en 1991.
- 9 L'Institut Marx-Engels-Lénine, renommé un temps Marx-Engels-Lénine-Staline, poursuivait donc sa tâche de collecte et publication de la documentation socialiste et marxiste, tout en abritant les archives du Parti, ainsi que, en une dernière section créée plus tardivement, les archives de l'Internationale communiste. En effet, depuis sa création en 1919, le Komintern accumulait non seulement les dossiers concernant le fonctionnement de ses instances centrales et des diverses organisations internationales communistes « de masse » (*Krestintern*, *Sportintern*, Amis de l'URSS...), mais aussi les archives des sections nationales en Europe et dans le monde, dont bien évidemment le parti communiste français, qui devaient être obligatoirement versées régulièrement à Moscou. L'Internationale communiste centralisait enfin la documentation constituée sur ses théâtres d'action : les archives des Brigades internationales en Espagne furent ainsi évacuées en janvier 1939. À l'été 1941, devant l'avancée des troupes nazies après la rupture du pacte germano-soviétique, ces archives furent évacuées⁵ à Oufa, en Bachkirie, avec les dirigeants et l'administration de l'Internationale communiste. À leur retour à Moscou en 1943, alors que le Komintern avait été dissous en gage de la nouvelle alliance avec les États-Unis et la Grande-Bretagne, elles furent récupérées par

l'IMEL et en partie traitées. Une nouvelle fois reprises directement par le Comité central du parti en 1949, elles ne furent définitivement versées qu'en 1959.

- 10 Le dernier élément institutionnel à prendre en compte est la création d'un nouveau centre, spécialisé dans la gestion des documents d'archives « trophées » arrivés à Moscou en 1945-1946⁶. Il s'agissait de documents administratifs et d'archives historiques gouvernementaux ou privés (familles et organisations juives, franc-maçonnnes, communistes ou socialistes surtout), saisis ou spoliés par les différents organismes allemands (parti, armée, affaires étrangères) pendant l'Occupation de l'Europe occidentale. L'Armée rouge les avait trouvés en Allemagne ou en Silésie dans son avancée vers l'Ouest et y avait ajouté des documents du régime allemand en faillite, collectés par les brigades spécialisées de l'Armée rouge, pour les envoyer vers Moscou sous la tutelle directe de Staline et Beria, commissaire du peuple à l'Intérieur. Centre secret, les Archives spéciales centrales d'État [TsGOA] fonctionnèrent à partir de 1946 à Moscou, sans être intégrées au réseau des Archives soviétiques, n'apparaissant même pas, contrairement à l'IMEL, dans les organigrammes que l'URSS publia régulièrement après 1956, avec son entrée dans les instances archivistiques internationales.
- 11 Ainsi l'État-parti soviétique était-il loin posséder le réseau archivistique unifié et centralisé dont avaient rêvé les réformateurs de 1918. Pour autant, toutes ces institutions partageaient des pratiques administratives et professionnelles bien différentes de celles de la France, sous le contrôle direct et attentif du comité central du Parti communiste bolchevik.

Conception des archives et destin des documents. Une collecte « opérationnelle »

- 12 Avant la glaciation stalinienne, les années 1920 furent marquées par des discussions encore vives entre archivistes et historiens soviétiques. Alors que la relève entre les générations formées sous le tsarisme et celles qui n'avaient connu que l'URSS était accélérée par la répression, le milieu professionnel s'interrogeait sur la mission prioritaire des archives, en un débat dont les principaux termes allaient être partagés, à des degrés divers, par leurs homologues des démocraties et des régimes totalitaires au XX^e siècle⁷. Les archives devaient-elles être d'abord un outil pour l'administration, un réservoir de sources patrimoniales au service de l'histoire et de la pédagogie culturelle, une arme politique des gouvernements ? Incontestablement, comme le montrent tant les « archives des archives » récemment déclassifiées, que les publications des contemporains, c'est cette dernière conception qui marqua le plus profondément l'histoire des archives soviétiques.
- 13 Le décret de 1918 soulignait déjà que l'utilisation des documents devait s'effectuer « dans l'intérêt de la construction socialiste ». En 1925, Mikhail Pokrovski publia dans la revue *Arkhivnoe Delo*, fondée en 1923, un article programmatique : « La signification politique des archives »⁸. L'archiviste, soulignait-il, ne devait plus « regarder la vie à la loupe », mais prendre conscience du lien entre son travail et le combat quotidien pour la révolution, dans la tension dialectique propre au marxisme entre la théorie et l'action. À la différence des bourgeois, qui, même quand ils décrivaient les souffrances du peuple, ne l'apercevaient que « par la fenêtre leur cabinet de travail », le prolétariat comme classe se faisait à la fois acteur et rédacteur de l'histoire. L'archivistique,

devenue « science des archives » (*nauka ob arhivakh*), se voyait assigner des objectifs étroits : conserver et publier des documents illustrant des thèses politiques. « En sauvant les vieux documents d'archives, nous conservons l'arme avec laquelle la classe ouvrière a mené, mène et mènera son combat avec ses ennemis de classe », martelait l'auteur. Contre des points de vue prônant une table rase radicale, Pokrovski en profitait aussi pour souligner la nécessité de trier et conserver les documents pré-révolutionnaires, reclassés en périodes « féodale » et « capitaliste », même si la collecte et l'étude portaient en priorité sur la période soviétique, et notamment la révolution d'Octobre.

- 14 Il faut bien entendu faire la part d'une périodisation plus fine, qui fit alterner périodes de détente et de pression idéologique. Pour synthétiser, une véritable militarisation des archives des années 1930 à 1956 fut suivie d'un moment de retour au débat critique sur la nécessité de meilleures pratiques, d'appels à l'expertise scientifique, à la publication érudite, à la collaboration internationale. Pour autant, il est possible de suivre le fil rouge de cette politisation des archives dans les grandes étapes du destin des documents produits par l'État et le parti soviétiques eux-mêmes, ou conservés à Moscou au XX^e siècle : la collecte, le traitement et l'accès.
- 15 Des années 1920 aux années 1950, les objectifs opérationnels ou « opérativo-tchékistes » de la collecte furent toujours prioritaires sur les buts administratifs, scientifiques ou pédagogiques de la conservation des archives. Les archivistes recevaient régulièrement des instructions pour rassembler d'abord les matériaux compromettants pour les ennemis du peuple. La tension entre conservation pointilleuse (tout document pouvant à un moment ou un autre prendre un sens politique) et destructions fut constante. Les papiers jugés sans intérêt opérationnel n'étaient pas versés (à la suite de la réforme administrative de 2004, on découvrit de nombreux dossiers des années 1930 dans les ministères) ou pilonnés, notamment lors des grands campagnes de *makulatura*, c'est-à-dire de récupération du papier. L'élimination des papiers des ennemis du régime ou de documents secrets fut également ordonnée à de nombreuses reprises.
- 16 C'est dans cette logique à la fois politique et stratégique que Staline et Beria ordonnèrent la collecte systématique d'archives « trophées » par l'Armée rouge. Logique d'ailleurs partagée en 1944-1946 par l'ensemble des Alliés, rivalisant sur le terrain pour la découverte de documents nazis. Mais seuls les Soviétiques recherchaient systématiquement dans le même temps les fonds constitués à l'étranger par l'émigration russe de diverses tendances ou les communistes devenus antistaliniens, en réponse explicite à cette politisation des archives. Car, de même que, par une sorte de « principe de précaution politique », des millions de pages furent conservées, parfois en double ou en triple, la conscience que les archives constituaient un enjeu politique essentiel avait conduit à la constitution de ce qu'on pourrait appeler des « contre-archives » par ceux qui s'opposaient au régime soviétique. De Trotski à Jules Humbert-Droz, de Boris Souvarine à André Marty, des libéraux « cadets » à Paris aux militants de l'Entente internationale anticommuniste à Lausanne ou aux dissidents ex-soviétiques des années 1980 en République fédérale allemande [RFA], la prise en compte de ce « patrimoine mémoriel »⁹ et documentaire est essentiel pour enrichir, et parfois infléchir, la lecture des documents conservés à Moscou. Le Gouvernement soviétique s'en préoccupa très tôt et tenta souvent de récupérer ces fonds par l'achat, le vol ou l'influence. C'est ainsi qu'il fit pression sur le Gouvernement tchécoslovaque

en 1945 pour récupérer le RZIA, ou « Archives historiques de la Russie à l'étranger », organisées à Prague par l'émigration, et découvrit avec satisfaction dans les fonds spoliés par les Nazis en France et aux Pays-Bas les archives de l'homme politique « cadet » Paul Milioukov ou celles de l'historien social-démocrate Boris Nikolaïevski et de l'Institut d'histoire sociale de Paris et Amsterdam, déjà victime en 1936 du vol des archives de Trotski par le GPU, police d'État de l'Union soviétique (1922-1934), puis, en 1940, du pillage nazi¹⁰.

Un traitement politique et secret : la violence faite aux fonds d'archives

- 17 Cette conception du métier pesa sur le destin des personnels des archives. Havre de paix relatif pour les intellectuels dans les années 1920, l'institution fut néanmoins régulièrement « vérifiée », puis décimée par les purges des années 1930. Riazanov lui-même fut fusillé en 1938, de même que Ian Berzin, le successeur de Pokrovski (décédé en 1932) à la Direction des archives. Le recrutement baissa en qualité dans l'entre-deux-guerres, malgré sa professionnalisation avec la création de l'Institut d'histoire et des archives en 1931. De plus, les centres qui échappaient au contrôle de la Direction des archives de l'URSS restaient libres de choisir leurs collaborateurs. Ainsi les « archives spéciales », trophées de guerre, étaient traitées par des officiers du commissariat du peuple aux Affaires intérieures [NKVD] ou des spécialistes en langues étrangères assermentés au secret, mieux payés, mais aussi complètement isolés de leurs collègues¹¹. De même, ce n'est que dans les années 1960 que l'Institut Marx-Engels entama officiellement une collaboration avec la Direction des archives pour le traitement des fonds du parti et du Komintern.
- 18 Soumis aux pressions souvent contradictoires des impératifs politiques du moment, des plans régissant comme partout en URSS l'administration (avec par exemple la fixation d'un nombre précis de dossiers à traiter par mois) et des rivalités entre institutions d'archives, le travail de ces archivistes s'effectuait sous le double signe du secret et de la priorité donnée au contenu du document sur sa provenance. L'accent avait été placé en effet dès 1919 sur l'importance du secret. Puis les institutions, thèmes et documents concernés par la classification « secret » et « très secret » connurent une inflation croissante. Née dans la clandestinité, cette pratique perdura et allait être rappelée régulièrement. Elle concernait tant la diffusion des documents à l'extérieur des frontières – alors que la transparence de la politique extérieure prolétarienne avait été proclamée en 1918 par la publication spectaculaire de documents de l'ancien régime –, que leur circulation à l'intérieur de l'URSS. Le cloisonnement fut particulièrement fort entre administrations d'État, d'un côté, instances du Parti ou de l'Internationale communiste, de l'autre. Ces derniers dossiers allaient être protégés dans le cadre plus vaste du caractère conspiratif de l'organisation et de l'engagement militant communistes. Ceux-ci étaient exportés à tous les partis communistes étrangers, avec la troisième et la quatrième des « 21 conditions » d'adhésion à l'Internationale communiste. Dès le 9 septembre 1919, une décision signée de Staline insistait : « aucune décision du Comité central ne doit parvenir à nos ennemis »¹².
- 19 L'exemple des archives du Comité central du Parti montre le lien étroit entre l'esprit avec lequel le document d'archives était envisagé et sa forme même, dès sa rédaction, puis sa conservation et sa communication. C'est ainsi que, par une résolution

formalisée en 1923, les protocoles du Comité central devaient indiquer uniquement, et de manière très succincte, les sujets abordés et les décisions prises. Un « protocole secret » séparé mentionnait parfois les décisions les plus confidentielles. En parallèle étaient constitués des dossiers spéciaux complémentaires (*osoby papki*), contenant toutes les informations détaillées sur la genèse des décisions, les discussions et les conflits préliminaires, la réception de telle ou telle résolution, comme par exemple le pacte germano-soviétique, plus tard l'invasion de l'Afghanistan, etc. Ces dossiers n'étaient pas versés aux Archives du parti [TsPA], qui déjà, on s'en souvient, formaient un réseau indépendant de la Direction des archives de l'URSS et collectaient les documents trois ans après leur création. Ils alimentaient la cellule archives du Département (*otdel'*) secret du Bureau du secrétariat du Comité central créé en 1926. Cette cellule fut renommée de manière plus discrète, en 1929 et 1934, « 6^e secteur du Département commun du Comité central », dit aussi « Secteur spécial ». Outre les *osoby papki*, celui-ci recueillit également les archives du Komintern jusqu'à leur versement en 1959, ou encore l'ensemble des protocoles du Bureau politique du Comité central du Parti communiste bolchevik (*Politburo*), versés en 1962 pour la période 1919-1939, en 1978 pour la période 1939-1952, ou les fonds personnels les plus importants¹³. Le 6^e secteur conservait aussi des papiers de Staline et des archives provenant de l'État et non du Parti. Il reçut ainsi certains documents versés par le GPU/NKVD/MVD/KGB, qui gérait lui aussi ses dossiers indépendamment de la Direction des archives de l'URSS, notamment les dossiers concernant les militants soviétiques ou étrangers arrêtés pendant les purges, ou encore de nombreuses archives militaires et politiques de la Seconde Guerre mondiale.

20 La politisation des archives et l'obsession du secret eurent de profondes conséquences sur le classement même des documents. Rappelons tout d'abord le principe de référence de l'archivistique soviétique, qui classait par fonds (*fond*), puis par inventaire ou sous-fonds (*opis*), puis par dossier (*delo*), avec éventuellement le niveau de détail supplémentaire de l'enveloppe (*papka*). Les feuilles étaient toutes numérotées, parfois reliées pour les dossiers les plus importants. Les priorités politiques du moment influençaient largement sur le choix des dossiers traités. Ainsi, à l'Institut Marx-Engels, le fonds Lénine fut bien entendu placé en tête de liste, avec un premier inventaire réalisé et un premier recueil de documents publié dès 1924 (40 tomes allaient suivre jusqu'en 1985). Le chantier parallèle des œuvres complètes lancé dans les années 1920 pour la première série fut complété dans les années 1958-1965 par une seconde série. Le dépouillement des « archives trophées » constitue un autre exemple de cette hiérarchisation politique¹⁴ ; il fut mené d'abord dans les fonds qui intéressaient directement les Soviétiques pour des raisons de renseignement ou de possibles pressions politiques : Sûreté générale, Préfecture de police, archives militaires, Ligue des droits de l'Homme, ou encore SFIO. À l'intérieur de ceux-ci, les demandes de « rapports spéciaux » en provenance du Kremlin évoluèrent. Aux questions d'espionnage et de renseignement sur les activités antisoviétiques succédèrent dans les années 1950 les questions coloniales et anticoloniales. Rédigées avec soin, les introductions aux inventaires (*opis*) étaient parfois complétées ou réécrites en fonction des changements de ligne politique faisant évoluer le jugement sur les personnes ou les événements concernés.

21 La méthode de travail était aussi influencée par cette politisation, avec une attention toute particulière portée à la recherche d'informations nominatives sur la demande des divers « organes » soviétiques, à la confection soignée de dossiers biographiques et

d'index des personnes et des lieux. Ces fichiers, *kartoteka* en russe, représentent encore actuellement un trésor rarement communiqué aux lecteurs. On imagine combien les Archives spéciales furent enchantées de découvrir les fichiers réalisés par l'administration policière et militaire française, ainsi les 480 000 fiches du Deuxième Bureau, avec plusieurs dizaines de milliers de noms d'agents de l'espionnage français ou étranger, ou le fichier alphabétique de 1,5 millions de noms de la Sûreté générale, renvoyant aux 600 000 dossiers de surveillance individuelle et aux 55 000 dossiers de demandes de cartes d'identités et de passeports par des étrangers.

- 22 Surtout, l'archivistique soviétique abandonnait l'un des piliers de l'archivistique occidentale depuis le XIX^e siècle. Le principe de provenance, c'est-à-dire le respect du contenu originel et de l'ordre des documents dans le fonds versé, étaient considérés comme « bourgeois ». Ces « dogmes fétichisés »¹⁵ furent abandonnés au profit d'une grande latitude laissée aux archivistes, dont on a rappelés qu'ils n'avaient pas tous été formés à la profession, pour démembrer les ensembles qu'ils recevaient et répartir les documents en fonction de leur contenu politique. Certes, la grande majorité des fonds classés respectaient en réalité la structure initiale et reflétaient l'histoire d'une institution, mais cela n'avait rien d'obligatoire. Il fallait toujours avoir à l'esprit que le classement s'effectuait en fonction de « l'intérêt de la construction du socialisme et de la science historique soviétique ». Il restait donc possible à tout moment, en le signalant en principe dans l'inventaire, de répartir tels ou tels documents dans d'autres fonds ou d'autres institutions.
- 23 Ainsi, tout en restant massivement intacts, et même scrupuleusement préservés par des fonctionnaires craignant de détruire une information politiquement significative, les fonds des Archives spéciales firent-ils l'objet d'une certaine dispersion thématique. L'Institut Marx-Engels reçut par exemple, pour le fonds Lénine, des documents de la Sûreté française concernant le leader bolchevik pendant ses séjours en France, ou les membres de la Commune de Paris et de la Première Internationale ayant émigré à Londres. En provenance des cartons saisis par l'Armée rouge en Allemagne, il récupéra les archives du socialiste allemand Ferdinand Lassalle ou encore les fonds secrets des archives de Prusse sur Marx et Engels. Des dossiers sur l'écrivain communiste Henri Barbusse furent envoyés aux Archives littéraires [RGALI]. Le commissariat du peuple aux Affaires étrangères obtint les documents concernant des émigrants blancs ou son propre personnel, tel le ministre Litvinov, lui-même surveillé en émigration avant 1917. Le Comité central du Parti communiste bolchevik collecta directement les documents des polices européennes sur les dirigeants des partis communistes, tel qu'en 1969 le dossier Jacques Duclos du fonds de la préfecture de Police¹⁶. De même, les archives de l'émigration blanche en provenance de Prague furent-elles démembrées entre les services de renseignements, l'Institut Marx-Engels, le ministère des Affaires étrangères, les musées locaux, de telle sorte que moins d'un tiers des documents demeura dans les fonds secrets créés pour les conserver aux Archives d'État, le TsGAOR.
- 24 Parmi les conséquences de cet abandon du respect des fonds, qui distingua nettement le système d'archives soviétique de ses homologues occidentaux, il faut souligner la création de « collections » thématiques et celle de fonds personnels (à distinguer des dossiers personnels renseignant l'activité des cadres). Ceux-ci n'étaient pas naturels au communisme, qui valorisait l'action collective et non celle des individus¹⁷. Mais l'idée que les traces de l'action des grands acteurs des événements fondateurs de l'histoire du mouvement ouvrier devaient être concentrées à Moscou, capitale du socialisme

contemporain, s'imposa rapidement. D'où la création des fonds personnels de l'Institut Marx-Engels : le fonds 1 (Marx et Engels), le fonds 2 (Lénine), puis un panthéon composé notamment de Français : Babeuf, Proudhon, Blanqui, Vaillant..., qui constitue plus de la moitié actuellement des fonds personnels du RGASPI. Les archives se révélèrent également comme des outils de gestion et des armes politiques redoutables dans un contexte de rivalités personnelles au sommet de l'État. Ainsi une lettre de Lénine du 18 octobre 1917, où il critiquait Kamenev et Zinoviev, fut publiée dans la *Pravda* du 1^{er} novembre 1927¹⁸, alors qu'à l'inverse le « testament de Lénine », hostile à Saline, ne circula qu'à l'étranger. Dans les années 1930, Staline interdit aux dirigeants de conserver par devers eux le moindre document. Ainsi, ces « fonds personnels », qui étaient en réalité des collections réalisées par les archivistes et non le dépôt de papiers résultant de l'activité d'un homme ou d'une femme, furent constitués dans un système où les archives privées n'existaient pas selon la loi, en mêlant papiers administratifs, politiques et privés. Ils apparurent pour la plupart sur décision du Comité central, à la mort des personnalités ou à la suite de leur destitution ou de leur arrestation (les documents étant dans ce cas transmis par le NKVD). Dans quelques cas rares (Staline et Molotov surtout), ils furent constitués du vivant des acteurs eux-mêmes. Loin d'être stables, ces fonds étaient eux-mêmes soumis aux aléas politiques : le fonds Nikolaï Ejov, commissaire du peuple aux Affaires intérieures destitué en 1938 et fusillé en 1940 fut ainsi reclassé en 1956-1958. À l'issue de ce travail, de nombreux documents concernant les victimes de la répression dirigée par Ejov, tels Trotski et Boukharine, furent redirigés vers les fonds créés au nom de ces derniers.

L'accès aux archives, passé et présent

- 25 En lien avec cette conception des archives, l'accès aux documents resta pendant toute la période soviétique marqué par la prolifération des niveaux de secret administratif, le manque de règles claires de classification et l'absence frappante de toute mention de délai de communicabilité, dans la loi de 1918 comme dans les textes ultérieurs¹⁹. *De facto*, la consultation demeurait réservée à un public restreint : en priorité, les membres des administrations et du Parti, puis les historiens et archivistes travaillant à la publication des documents pour les revues spécialisées (comme les *Archives rouges*), les recueils thématiques ou commémoratifs, les expositions. Tous devaient remplir un formulaire précisant l'institution qui les envoyait, leurs origines, leur appartenance ou non au parti. Ils n'avaient pas accès aux inventaires et, avant la communication des documents sélectionnés par les archivistes, ceux-ci pouvaient extraire les documents « négatifs » sur les activités du parti ou des dirigeants, voire sceller une partie des papiers. Même pour ce public choisi, il existait, comme on l'a vu ci-dessus, des fonds non versés, tel le « 6^e département » du Comité central, accessible sur autorisation du secrétaire du Comité central seulement, ainsi que des centres d'archives totalement fermés aux historiens, comme les Archives spéciales conservant les trophées de guerre [TsGOA]. Et à l'intérieur même du réseau des Archives d'État, des ministères ou des Archives du parti, on créa, à partir de la seconde moitié des années 1920, des *spetskhrary*, sections de conservation spéciale, isolées matériellement et administrativement des autres fonds, et dont l'existence fut étendue également aux bibliothèques²⁰.

- 26 L'année 1956 fut un tournant, car elle marqua la première utilisation interne critique des archives. La commission dirigée par Piotr Pospelov accéda aux archives du NKVD-MVD pour faire la première histoire de la répression après 1934, document réservé aux dirigeants du parti et base du « rapport secret » du XX^e congrès du PCUS²¹. Dans la dynamique de la déstalinisation, les centres d'archives furent mobilisés pour contribuer aux procédures de réhabilitation. L'ouverture aux historiens se fit plus large, même si la fenêtre se referma sensiblement dans les années 1970. Ainsi la publication du premier guide des Archives centrales du PCUS, préparé en 1957-1960, ne fut-elle pas autorisée. De même, l'autorisation d'accès à ces mêmes fonds aux non membres du parti, promulguée en 1966, fit long feu. Dans les années 1980, un nouveau temps de libéralisation des archives fut marqué à la fois par une réflexion interne sur le droit des archives et, à partir de 1986, par une ouverture aux lecteurs soviétiques, puis occidentaux. Auparavant, les documents n'avaient été que très partiellement montrés aux historiens des « partis communistes et ouvriers frères » et des « pays étrangers progressistes », rendant les spécialistes occidentaux de l'histoire de l'URSS et du communisme experts dans l'art du contournement et de l'usage de sources alternatives. Dans cette même période, le PCUS offrit au PCF, pour la structure de recherche animée par celui-ci : l'Institut Maurice Thorez (puis Institut de recherches marxistes), des microfilms représentant environ un tiers des documents envoyés par le PCF au Komintern entre 1921 et 1943 et conservés à l'Institut Marx-Engels²².
- 27 Après la disparition de l'URSS en 1991, les réformes qui ont suivi et notamment les lois sur les archives de 1993 et 2004 ont préservé pour l'essentiel le réseau des Archives d'État²³, du moins en ce qui concerne la Fédération de Russie et sa nouvelle administration, le *Rosarkhiv*, puisque les ex-républiques soviétiques gèrent désormais les fonds qui se trouvaient sur leur territoire. On a assisté d'un côté à une certaine recentralisation, avec la nationalisation des Archives du Parti et le dépôt de leurs fonds dans deux nouvelles structures fédérales, qui portent actuellement les noms de RGASPI (Archives russes d'État d'histoire sociale et politique, héritier de l'Institut Marx-Engels, qui conserve donc les anciennes archives du Parti jusqu'en 1952 et celles du Komintern) et le RGANI (Archives russes d'État d'histoire contemporaine) pour la période 1952-1991. Dans le même sens, plusieurs centres secrets ont été ouverts et intégrés dans le réseau des Archives fédérales, comme les Archives spéciales, qui forment désormais une section des Archives de l'armée [RGVIA]. Certains fonds du FSB, administration héritière du NKVD-MVD-KGB, ont été déclassifiés et versés, suivant une promesse faite en 1991. Mais les principaux bastions de pouvoir gouvernementaux restent autonomes (Affaires étrangères, Défense, Sécurité), tandis que la pratique des centres secrets perdure avec la création par Mikhaïl Gorbatchev des « Archives présidentielles », héritières du « 6^e secteur », conservant encore au Kremlin une bonne partie des *osobyie papki* et ne les versant qu'au compte-gouttes au RGASPI.
- 28 Les années 1995-2009 ont été marquées par de fortes tensions entre, d'un côté, la persistance d'une culture du secret et de l'instrumentalisation politique des archives, conduisant à leur gestion « opérationnelle », et, de l'autre, un mouvement civique et professionnel poussant à la déclassification, à l'ouverture aux citoyens et aux étrangers, à la coopération internationale²⁴. C'est en ce sens qu'il faut incontestablement interpréter le retour quasi complet des « archives trophées » françaises, restituées non sans rebondissements par les Archives spéciales entre 1994 et 2002²⁵. De même, la constitution en 1992 du comité Incomka (*International Committee for Computerization of*

Comintern Archives), sous l'égide du Conseil de l'Europe, aboutit en 2003 à la numérisation et à la mise en ligne de fonds considérables, tandis que des copies microfilmées d'inventaires ou d'archives soviétiques étaient acquises par de grandes bibliothèques américaines et européennes (en France, citons la BDIC à Nanterre et la Maison des sciences de l'homme de Dijon)²⁶.

- 29 Marquées par le secret, par la politisation, la collecte et le traitement « opérationnels », les rivalités bureaucratiques des administrations gestionnaires, les archives de l'État soviétique et du parti communiste, tout comme les archives françaises conservées en URSS après 1945, ont subi une violence parallèle à celle qui s'abattait sur les citoyens soviétiques et les communistes étrangers présents en URSS. Leur histoire en reste profondément marquée, même si l'on doit garder une juste mesure dans l'évaluation des destructions et des démembrements de fonds, miroir inversé de la sauvegarde d'une solide culture professionnelle des archivistes et d'un souci constant de la pédagogie, de la publication et de l'exposition des archives. La numérisation actuelle permet heureusement un usage plus large de ces documents, notamment des archives du PCUS et du Komintern. Leur lecture ne peut cependant faire l'économie d'une réflexion sur cette histoire institutionnelle complexe, la collecte sélective, les destructions, comme sur l'existence d'autres sources sur les mêmes personnages ou les mêmes événements : *osoby papki*, feuillets extraits pour alimenter d'autres fonds, mais aussi « contre-archives » militantes, dont l'esprit est perpétué dans la Russie contemporaine par l'association Mémorial et sa collecte de témoignages familiaux sur les répressions. Il en est de même des anciennes « archives spéciales ». Rentrées dans l'histoire scientifique, institutionnelle et politique des Archives en France plus de cinquante ans après les saisies nazies, elles gardent les traces de la part soviétique de leur destin.

NOTES

1. Sur l'histoire institutionnelle et l'épistémologie de la notion d'archives, lire les ouvrages de référence de Tatiana KHORKHORDINA, *Istorija otetchestva i arkhivy: 1917-1980-e gg.* (Histoire de la nation et des archives, de 1917 aux années 1980), Moscou, RGGU, 1994, et *Rossiiskaja nauka ob arkhivakh* (L'Archivistique russe. Histoire, théorie, personnalités), Moscou, RGGU, 2003.

2. V. SEDELNIKOV, « Pages de l'histoire des archives dans la Russie soviétique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 19-1, 1990, p. 35-38 ; E. V. STAROSTIN, T. I. KHORKHORDINA, *Arkhivy i revoliutsija* (Archives et révolution), Moscou, RGGU, 2007.

3. Voir E. A. KUPTCHA, « Dokumenty KPSS o partijnykh arkhivakh » (Documents du PCUS sur les archives du parti d'après les matériaux des Archives centrales du parti du CC du KPSS), *Sovetskie Arkhivy*, 3-1988, numéro consacré à l'anniversaire du décret de 1918, p. 27-35 ; O. KHLEVNIUK, L. KOCHLEVA, J. HOWLETT, L. ROGOVAJA, « Les sources archivistiques des organes dirigeants du PC(b)R », *Communisme*, 42-43-44, 1995, p. 15-34. Voir aussi la présentation historique en russe sur le site des Archives d'État russes d'histoire politique et sociale (RGASPI), qui conservent actuellement les archives du PC

et du Komintern (www.rgaspi.ru) et la précieuse chronologie détaillée (www.ragaspi.ru/xronica.htm).

4. RGASPI fonds 71, opis 50, dossiers 122, 128 (correspondances de Riazanov, notamment avec G. Bourgin). Jakov ROKITJANSKI, Reinhard MÜLLER, *Krasnyj dissident. Akademik Riazanov - opposant Lenina, zhertva Stalina* (Le Dissident rouge. L'académicien Riazanov, opposant à Lénine, victime de Staline), Moscou, Akademia, 1996, et Jonathan BEECHER, Valerii FOMICHEV, « French Socialism in Lenin's and Stalin's Moscow: David Riazanov and the French Archive of the Marx-Engels Institute », *Journal of Modern History*, 78-1, 2006, p. 119-143.

5. « Histoire du RGASPI », *op. cit.*, et Pascal CAUCHY, « Les chemins du Komintern », *Communisme*, 47-48, 1996, p. 199-209.

6. Je me permets de renvoyer à mon ouvrage : *La Mémoire spoliée. Les archives des Français, butin de guerre nazi et soviétique (1940 à nos jours)*, Paris, Payot, 2007. On y trouvera également les sources et la bibliographie utilisées dans cette recherche.

7. Voir Mario CERUTTI, Jean-François FAYET, Michel PORRET « Penser l'archive », introduction à *Penser l'archive. Histoires d'archives, archives d'histoire*, Lausanne, éditions Antipodes, 2006, p. 7-20. Pour le cas français, *cfr.* les synthèses de Vincent DUCLERT, notices « Les Archives nationales », dans V. DUCLERT, Christophe PROCHASSON (dir.), *Dictionnaire critique de la République*, Paris, Flammarion, 2002, p. 640-646, et « Archives », dans Sylvie MESURE et Patrick SAVIDAN (dir.), *Le Dictionnaire des sciences humaines*, Paris, PUF, coll. « Quarto », 2006, p. 50-52. Pour la comparaison URSS/Allemagne, Tatiana KHORKHORDINA, « Arkhivy v 'zazerkale'. Arkhivovedetskaja kultura totalitarnykh rezhimov » (Les Archives de l'autre côté du miroir. La culture archivistique des régimes totalitaires), dans Juri AFANASIEV (dir.), *Sovetskaja Istoriografia*, Moscou, RGGU, 1996, p. 191-214.

8. M. POKROVSKI, « Polititcheskoe Znatchenie arkhivov » (La Signification politique des archives), *Sovetskie Arkhivy*, 3-1988, p. 11-15, suivi d'un commentaire critique par L. Panin. Voir aussi T. KHORKHORDINA, *Rossiiskaja nauka ob arkhivakh*, *op. cit.*

9. Voir la réflexion proposée par Claude Pannetier dans Claude PENNETIER, Paul BOULLAND, Rossana VACCARO, *André Marty, l'homme, l'affaire, l'archive*, Paris, Codhos éditions, 2005. *Cfr.* également Michel CAILLAT, « Les archives de l'Entente internationale anticommuniste », dans *Penser l'archive. Histoires d'archives, archives d'histoire*, *op. cit.*, p. 194-207.

10. Voir notamment Maria HUNINK, *Le carte della rivoluzione. L'Istituto internazionale di Storia sociale di Amsterdam nascita e sviluppo dal 1935 al 1947*, Milano, Pantarei, 1998.

11. Sophie CŒURÉ, *La Mémoire spoliée*, *op. cit.*, chap. 3, « Des documents au secret ».

12. *Cfr.* « Praviachtchaja Partii ostavalas' podpol'noj » (Le Parti dirigeant est resté clandestin), *Istotchnik*, 1993-5/6, p. 88-95 ; V. Ju AFIANI, « Dokumenty TsK Politburo KPSS. Arkhivovedtcheskie i istotchnikovedtcheskie problemy » (Documents du Politburo du CC du PCUS : problèmes archivistiques et historiques), *Otkrytyj Tekst* (publication électronique), 1999, www.opentextnn.ru/history

13. *Ibid.* et « Histoire du RGASPI », *op. cit.*

14. Sophie CŒURÉ, *La Mémoire spoliée*, *op. cit.*

15. T. KHORKHORDINA, *Rossiiskaja Nauka ob arkhivakh*, *op. cit.*

16. Arch. nat., Inventaires russes des archives spéciales restituées à la France, et « archives des archives » (*Glavarkhiv*, fonds 5325), consultées pour mon livre *La Mémoire spoliée. Les Allemands n'avaient guère eu le temps d'intervenir sur ces documents, qui parvinrent pour la plupart dans l'état de leur saisie à Paris.*

17. *Cfr.* sur ce point L. KOTCHELEVA, L. ROGOVAJA, « Les fonds personnels des dirigeants soviétiques. Histoire de leur formation et état actuel », *Cahiers du monde russe*, 40/1-2, janvier-juin 1999, p. 92-99, et Jean-François FAYET, « De la source à l'objet d'histoire. Esquisse d'une histoire des

fonds personnels des centres d'archives soviétiques », dans Sonia COMBE (dir.), *Archives et histoire dans les sociétés post-communistes*, Paris, La Découverte, 2009, p. 93-109.

18. T. KHORKHORDINA, *Istorija otetchestva i arkhivy*, op. cit.

19. T. KHORKHORDINA, *ibid.*, et Victoria PROZOROVA-THOMAS, « L'accès aux archives soviétiques, difficultés du passé, contradiction du présent », dans Sonia Combe (dir.), *Archives et histoire dans les sociétés post-communistes*, op. cit., p. 33-63.

20. B. A. SAVIN, Ja. Ju. VINOGRADOVA, « Iz istorii sozdanija i funkcionirovanija Spetskhrama v arkhive » (Sur l'histoire de la création et du fonctionnement des secteurs spéciaux dans les archives », *Otetchesvtennye Arkhivy*, 1994-1, p. 18-26.

21. Nicolas WERTH, « Histoire d'un 'pré-Rapport secret'. Audaces et silences de la commission Pospelov, janvier-février 1956 », dans *La Terre et le désarroi. Staline et son système*, Paris, Perrin, 2007.

22. Cfr. Pascal CARREAU, « Introduction archivistique », dans G. NAHON, S. WOLIKOW (dir.), *Les Réunions du Comité central du PCF (1921-1977). État des sources et des instruments de recherche*, Archives départementales de la Seine-Saint-Denis/Fondation Gabriel-Péri, 2007, tome I.

23. Cfr. le guide en ligne en anglais, régulièrement actualisé et accompagné d'une riche bibliographie, réalisé par Patricia KENNEDY GRIMSTED et le Centre d'histoire sociale d'Amsterdam en collaboration avec le Rosarkhiv : <http://www.iisg.nl/abb/>

24. V. PROZOROVA, op. cit. ; Nikita PETROV, « Dix ans de réforme des archives en Russie », *Communisme*, dossier « Nouvelles archives soviétiques et renouveau historiographique », 70/71, 2002, p. 9-31.

25. Sophie CŒURÉ, *La Mémoire spoliée*, op. cit., chap. 4 « Un si long chemin, la résurrection des archives françaises depuis la fin du XX^e siècle ».

26. Serge WOLIKOW, Alexandre COURBAN, David FRANÇOIS, Christian OPPETIT, *Guide des archives de l'Internationale communiste (1919-1943)*, Archives nationales/MSH Dijon, 2009.

RÉSUMÉS

Sophie Cœuré propose d'éclairer le fonctionnement des institutions qui ont produit les archives de l'Internationale, ainsi que la manière dont les archives du fonds dit de Moscou, archives spoliées par les autorités allemandes en France occupée entre 1940 et 1944, puis saisies et confisquées par les Soviétiques après 1945 en Allemagne, ont été gérées, et ainsi d'expliquer leur forme documentaire actuelle. Dès 1917 eurent lieu la création d'un réseau d'archives d'État et, parallèlement, la création d'un réseau des archives du Parti communiste d'URSS. Ces dernières furent rassemblées, au bout de quelques années, dans une structure unique, l'Institut Marx-Engels, intégrant les archives de l'Internationale communiste. Cette structure resta stable jusqu'en 1991. Les archives sont conservées aujourd'hui au Centre des Archives russes d'État pour l'histoire sociale et politique [RGASPI]. Par ailleurs, en 1945, fut décidée la création d'un centre spécial, secret, destiné à accueillir les « archives-trophées ». C'est là que furent conservées les archives françaises spoliées par les occupants allemands pendant l'occupation de la France de 1940 à 1944. Ces archives, dont l'existence resta secrète jusqu'en 1991, furent restituées à la France à la fin des années 1990 ; de là, l'appellation « fonds de Moscou ». Aussi bien pour les archives soviétiques que pour les archives spoliées, la constitution des instruments de recherche

reflète à la fois la tradition archivistique russe et la conception « militante » d'archives conçues en partie comme une arme dans la lutte du pouvoir communiste entre ses ennemis.

INDEX

Mots-clés : Institut Marx-Engels, Union des archivistes russes

Index géographique : Moscou

AUTEUR

SOPHIE CŒURÉ

Maître de conférences, École normale supérieure, département d'histoire-CNRS-IHMC

Les fonds du Parti communiste français déposés aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis

Pascal Carreau

Le corpus des archives d'entre-deux-guerres dans le fonds du PCF

Essentiellement des microfilms de complément

- ¹ Pour des raisons de divers ordres qu'il serait trop long de traiter ici, la direction nationale du Parti communiste français [PCF] n'a quasiment rien conservé de ses archives antérieures à la Seconde Guerre mondiale. Mais, et c'est heureux d'un point de vue archivistique, elle avait transmis continûment des documents produits et reçus par elle aux organes dirigeants de l'Internationale communiste durant les années 1920 à 1940, afin de leur rendre compte des orientations et de l'activité de la section française de la III^e Internationale communiste [SFIC], parfois, avec le souci de mettre ces documents en sécurité (les questionnaires autobiographiques, par exemple). Pour documenter rétroactivement la période d'entre-deux-guerres, le PCF et ses instituts de recherche, quand ils s'en sont préoccupés dans les années 1970 à 1990, ont donc pu avoir recours à des copies microfilmées de ces originaux qui figurent dans les archives de l'Internationale communiste, conservées anciennement par l'Institut du marxisme-léninisme de Moscou [IML] et aujourd'hui par le Centre des Archives d'État russe pour l'histoire sociale et politique [RGASPI].
- ² Ceci explique que la partie la plus ancienne du fonds du PCF conservé et communiqué au public aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis soit constituée essentiellement de deux séries de microfilms.

- 3 La première (3 Mi 6) contient une copie partielle du fonds 517.1 du RGASPI couvrant la période 1922-1947. Elle comporte 144 bobines microfilmées, transmises par les autorités archivistiques soviétiques, successivement à l'Institut Maurice-Thorez [IMT] au début des années 1970, puis à l'Institut de recherches marxistes [IRM] dans les années 1980. Déposée en 1985 à la Bibliothèque marxiste de Paris [BMP], où elle était consultable, cette série a finalement rejoint le fonds du PCF au début des années 2000. Elle contient environ 100 000 vues constituant une copie partielle (estimée à 865 dossiers sur les 2 055 existants, mais sans certitude sur leur exhaustivité) du fonds 517, « inventaire » (sous-fonds) ¹, qui regroupe les documents produits et transmis par le Parti communiste français essentiellement durant la période 1921-1939, mais parfois encore après 1943. C'est malheureusement sans indications sur la structure du fonds et les cotes originales que les archivistes russes ont réalisé ces copies, organisées en séquences documentaires correspondant à des thèmes ou à des domaines d'action politique puis ordonnées chronologiquement. Un répertoire numérique détaillé des bobines a été réalisé à la fin des années 1990, essentiellement par Alexandre Courban, à l'époque doctorant en histoire, à la Bibliothèque marxiste de Paris, puis au service des archives du PCF. On trouve dans ces microfilms les procès-verbaux et comptes rendus des organes de la direction nationale du PCF, des documents relatifs au suivi de l'activité des structures régionales, enfin, la production de certaines des sections de travail constituées auprès du Comité central : organisation, cadres, travail en direction des femmes, main-d'œuvre étrangère, paysans, activité anti-coloniale, éducation des militants, agit-prop, etc.
- 4 La seconde (3 Mi 7) contient une sélection de dossiers extraits de divers fonds du RGASPI couvrant la période 1913-1941. Elle comporte une centaine de bobines microfilmées, obtenues à l'issue d'une mission menée au début des années 1990, avec le soutien du CNRS, par Serge Wolikow en sa double qualité de spécialiste de l'histoire du mouvement communiste à l'Institut d'histoire contemporaine de l'université de Bourgogne (UMR-CNRS-5605) et de membres de la direction de l'Institut de recherches marxistes. Un jeu a été déposé à la Bibliothèque marxiste de Paris et a rejoint finalement le fonds du PCF. Elle contient une sélection de documents produits par le PCF, mais également par d'autres structures du mouvement communiste, dont les originaux sont conservés dans différents fonds de l'Internationale communiste. Là aussi, les copies ont été juxtaposées dans une logique thématique, mais avec indication des cotes russes originales. Le répertoire numérique des bobines réalisé en 2008 aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis peut donc mentionner pour chaque extrait de dossier sa cote originale à trois éléments (numéro du fonds, numéro d'« inventaire », numéro de dossier) dans la nomenclature russe. On trouve dans ces microfilms des dossiers consacrés au Parti communiste SFIC, 1925-1939 (sans indication de cote), à la délégation du PCF à l'Internationale communiste (1935-1936), à l'Internationale communiste des jeunes et aux Jeunesses communistes françaises, 1913-1941 (fonds 533.1, 2 et 10), au Secours rouge international, 1923-1936 (fonds 539.3), au travail paysan, 1924-1930 (fonds 535.2) et en direction des femmes, 1921-1935 (fonds 507.3), au Secours ouvrier international, 1925-1934 (fonds 538.2) ¹.

Quelques petits fonds personnels

- 5 À côté de fonds plus volumineux - André Marty (281 J), Raymond Guyot (262 J), et d'autres, qui recèlent parfois quelques documents d'avant la Seconde Guerre mondiale

au détour d'un dossier -, plusieurs petits fonds déjà disponibles sont en rapport avec la thématique de la présente journée d'études :

- le fonds Pierre Semard, 1924-1929, 262 J (communiqué sous la cote 2 Num 5/1), qui contient notamment de la correspondance concernant les relations de la direction du PCF avec l'Internationale communiste ;
- le fonds Marius Magnien, 1926-1961, 273 J, qui contient notamment un riche dossier relatif à sa participation à l'École léniniste internationale de Moscou (1926-1928) ;
- le fonds Jean Poulmarc'h, 1933, 330 J, qui se résume à un cahier de notes manuscrites prises lors de son séjour et de sa participation à une école en URSS en 1933.

Des documents figurés

- 6 Pour être complet, il convient d'évoquer brièvement une collection de documents appartenant à l'iconothèque de l'Institut Maurice-Thorez (103 Fi). Constitué durant les années 1960-1970 pour l'illustration de publications et d'expositions historique, cet ensemble comprend plusieurs milliers de négatifs noir et blanc sur film et plaque de verre. On y trouve plusieurs centaines de photographies d'affiches politiques françaises d'entre-deux-guerres, parmi lesquelles environ 200 affiches du PCF et de ses organisations de masse éditées entre 1923 et 1937, dont les originaux n'ont pas été conservés. Elles ont été numérisées prioritairement.

Le public et les sujets de recherche

Le public

- 7 Les chercheurs qui consultent le fonds du PCF – une centaine par an en moyenne - travaillent très majoritairement sur la période d'après 1945. Cependant, malgré leurs lacunes, les archives d'entre-deux-guerres ont attiré spécifiquement 71 lecteurs depuis leur arrivée aux Archives départementales, en juillet 2005, parmi lesquels 19 chercheurs étrangers venant de Grande-Bretagne, d'Italie, des États-Unis, d'Espagne et de Belgique. Pour plus de la moitié (39), il s'agit d'un public universitaire (dont 16 doctorants et 7 Master 1 et 2). Quatre autres chercheurs effectuaient des recherches généalogiques personnelles, et quatre travaillaient pour un organisme culturel. La question n'a pas été posée systématiquement, mais dans quatre cas assurément, la consultation de ces copies microfilmées a permis aux chercheurs concernés de préparer en amont une consultation des archives originales au RGASPI ou d'opérer des vérifications après-coup.

Les sujets de recherche

- 8 Pour cette période historique, les thèmes les plus récurrents à ce jour concernaient : des biographies (20 sujets), la guerre d'Espagne et la Seconde Guerre mondiale (9), des études locales (8), l'immigration [travailleurs et/ou militants réfugiés étrangers] (7), l'anticolonialisme (5).

De nouveaux instruments de recherche

Un état des fonds et des instruments de recherche sur les réunions du Comité central du PCF

- 9 Les archives relatives aux réunions du Comité central figurent parmi les plus consultées par les chercheurs, toutes périodes confondues. Or, elles sont disponibles quasiment continûment, mais sur plusieurs supports : microfilms pour la période des années 1920-1930, papier à partir de 1944, enregistrements sonores à partir des années 1950. On trouve également des documents s'y rapportant dans les fonds personnels. Il a donc semblé aux Archives départementales que la publication d'un instrument de recherche méthodique donnant au chercheur une vision transversale de la documentation disponible, tous fonds et tous supports confondus, y compris les collections d'imprimés (dont les brochures conservées par la Bibliothèque marxiste de Paris) et les photographies appartenant au fonds du journal *l'Humanité*, répondait à un besoin objectif.
- 10 Dans le cadre d'une convention signée entre le Département de la Seine-Saint-Denis et la Fondation Gabriel-Péri, portant sur la sauvegarde, la valorisation et à la mise à disposition publique des archives du PCF, le projet d'édition d'un « État des sources et des instruments de recherche » relatifs aux réunions du Comité central a pu se concrétiser.
- 11 Plus qu'un guide de recherche ou qu'un guide des sources, cet instrument de travail mentionne, pour chacune des réunions du Comité central, les documents disponibles aux Archives départementales et, le cas échéant, les sources conservées dans d'autres institutions, mais uniquement à partir des instruments de recherche disponibles, lorsqu'ils existent.
- 12 Le premier tome déjà paru porte sur les années 1921-1939. Il bénéficie d'une introduction historique de Serge Wolikow, qui a également porté les cotes correspondant aux inventaires du RGASPI puisque, comme évoqué, elles ne figuraient pas sur les copies microfilmées.
- 13 Daté, car tributaire de l'état actuel de description des différents fonds concernés, cet ouvrage propose le premier résultat - nous l'espérons, déjà utile aux chercheurs en l'état - d'un travail nécessairement évolutif, qui s'appuiera sur une version électronique, aisément mise à jour et consultable en ligne.

La base de données « archives de direction du PCF » développée par l'université de Bourgogne

- 14 Cet instrument de recherche résulte d'un partenariat initial passé entre l'université de Bourgogne et le service des archives du PCF en janvier 1997. Il a également bénéficié de crédits d'aide à la numérisation de la part de la direction des Archives de France en 2003-2004.
- 15 Dans son état actuel, il permet d'effectuer des recherches documentaires multicritères dans l'ensemble des archives de direction du PCF d'entre-deux-guerres : procès-verbaux et relevés de décisions du Comité central, du bureau politique et du secrétariat, à l'exception de la période d'avril 1938 à juillet 1939, pour laquelle les

documents originaux appartiennent à un fonds du RGASPI actuellement fermé au public. Ce *corpus* représente près de 23 000 pages.

- 16 L'image numérisée de tous les documents du bureau politique et du secrétariat est accessible directement à l'issue d'une recherche ; les procès-verbaux du Comité central posent encore des problèmes dûs au poids des fichiers correspondants.
- 17 Cette base de données sera prochainement accessible en ligne. Un guide d'utilisation à l'intention des chercheurs est en cours de finalisation, en collaboration avec l'université de Bourgogne. Il portera prioritairement sur les types de requêtes les plus fréquemment exposées : recherches par nom, par date, par lieu, par mot-matière.
- 18 Dans cette brève présentation, on a tenté de démontrer que les Archives départementales de la Seine-Saint-Denis constituent une des sources françaises de référence en matière d'histoire du communisme, y compris pour la période d'entre-deux-guerres et ce, malgré les lacunes actuelles du *corpus* disponible. À ce titre, il serait sans doute logique, et de leur point de vue légitime, qu'elles puissent bénéficier complémentirement d'un point d'accès à la base « Incomka »².

NOTES

1. Cfr. Serge Wolikow, Alexandre Courban, David François, Christian Oppetit, *Guide des archives de l'Internationale communiste 1919-1943*, Archives nationales/MSH Dijon, 2009.
2. Comme c'est le cas déjà pour la Maison des sciences de l'Homme de Dijon : <http://msh-dijon.u-bourgogne.fr/presentation-snbd/programmes-de-recherche/154-base-incomka.html>

RÉSUMÉS

La partie la plus importante du fonds des archives du Parti communiste déposées aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis est postérieure aux années 1940. Il s'agit de deux séries de microfilms de complément. En effet, pour différentes raisons, les archives des organes centraux du Parti communiste n'ont pas été conservées, pour la période antérieure à 1945, sous leur forme originale. Il s'agit donc des copies de documents envoyés par le Parti communiste français à l'Internationale communiste. La première série est une copie partielle (environ 40 %) du fonds 517-1 de l'Internationale (Parti communiste français), soit environ 100 000 vues. L'autre série de microfilms représente la copie d'une série de documents issus de différents fonds du RGASPI, réalisée auparavant dans le cadre d'un programme de coopération entre l'université de Bourgogne et l'Institut de recherche marxiste dans les années 1980. Les instruments de recherche élaborés à partir de ces fonds se proposent de couvrir l'ensemble de la période 1920-fin des années 1970. Il sont de deux sortes : d'une part, un état des fonds des réunions du comité central du Parti communiste, dont le premier tome (1921-1939), est paru ; d'autre part, une base de

données, établie à partir du *corpus* formé par les procès-verbaux du Bureau politique, du secrétariat et du Comité central pour l'ensemble de la période s'étendant jusqu'aux années 1970.

INDEX

Mots-clés : Archives départementales de Seine-Saint-Denis, École léniniste internationale de Moscou, Guyot (Raymond), Institut Maurice-Thorez, Magnien (Marius), Marty (André), Poulmarc'h (Jean), Semard (Pierre)

AUTEUR

PASCAL CARREAU

Attaché de conservation, Archives départementales de Seine-Saint-Denis

Les archives de la Sûreté nationale : disparité des lieux de conservation, continuité des fonds ?

Émilie Charrier et Damien Richard

- 1 L'importance politique du Parti communiste durant les trente premières années de l'après-guerre, son inféodation (réelle ou supposée) au régime soviétique dans le contexte de la Guerre froide, son engagement actif dans les revendications sociales, ont construit l'image d'un parti étroitement surveillé par les services de police - notamment les Renseignements généraux -, auteurs de notes et de rapports par milliers détaillant les moindres activités des militants. Dès l'entre-deux-guerres, le Parti communiste apparaît déjà comme la formation politique la plus surveillée de France : outre les dossiers existant aux Archives départementales, en provenance des services de police locaux et de la Préfecture, les archives centrales offrent une vue nationale sur l'encadrement du « problème » communiste par les pouvoirs publics.
- 2 Ces documents, qui constituent un ensemble de 50 mètres linéaires conservés sur les sites de Paris et de Fontainebleau des Archives nationales¹, constituent une source de premier plan sur l'histoire du Parti. Toutefois, leur bonne compréhension nécessite, d'une part, de saisir, au moins dans ses grandes lignes, le fonctionnement des services de police qui les ont constitués et, d'autre part, de remettre en perspective un fonds unique, celui de la Sûreté nationale entre 1920 et 1940, rompu en deux parties par les aléas de l'histoire. Après avoir précisé ces deux éléments, on s'attachera à identifier les apports principaux que ces archives peuvent apporter à l'histoire du mouvement communiste avant 1940.

Éclairage sur les institutions : la mise en place d'une surveillance

- 3 L'administration centrale de la police a connu, du ministère de la Police dirigé par Joseph Fouché à l'actuelle direction générale de la Police nationale, une histoire longue

et chaotique. L'évolution des services de police a été étudiée² et nous ne ferons ici que la rappeler brièvement, en insistant sur les modalités de mise en place du contrôle des milieux communistes, qui intervient dès les années 1920.

- 4 Dans l'entre-deux-guerres, la Sûreté générale (qui devient Sûreté nationale en 1937) compte huit services répartis en deux ensembles travaillant, l'un en amont des services de terrain, l'autre en aval : cinq bureaux « sédentaires » sont en effet chargés de l'élaboration et de la diffusion des textes législatifs et réglementaires, transmis pour application aux préfets et aux services de police, tandis que trois services « actifs » (le contrôle général des services extérieurs, celui des services de police administrative et celui des recherches judiciaires) coordonnent leurs activités et centralisent l'information qui en résulte. Les deux principaux organes attachés à la surveillance des communistes (et, plus généralement, de la vie politique) sont le contrôle général des services de police administrative et celui des recherches judiciaires, qui encadre l'activité des brigades mobiles de recherches judiciaires créées par Georges Clemenceau en 1907.

Le Parti communiste sous l'œil de la police administrative depuis 1920

- 5 Par opposition au rôle répressif de la police judiciaire, les pouvoirs de police administrative s'exercent en amont, dans le cadre de la prévention des délits. À ce titre, elle veille au respect de la réglementation en vigueur dans des domaines aussi variés que la circulation des personnes, les courses et jeux, les titres de séjour, la presse, la détention d'armes. Si cette police – ancêtre des « RG » – a été souvent assimilée, dans une conception restrictive de ses fonctions, à un organe de contrôle, la surveillance des activités des individus ou groupes susceptibles de porter atteinte à l'ordre public ressort également de ses attributions.
- 6 Le contrôle général de la police administrative prend, en avril 1937, le nom de « Service des Renseignements généraux et de la police administrative », avant d'être rebaptisé « Inspection générale des services de police administrative » en juin 1938. Il reprend en 1941 le nom de Renseignements généraux, qu'il conserve de façon continue jusqu'à la réforme du ministère de l'Intérieur de 2008.
- 7 La police administrative s'intéresse au bolchevisme dès avant la création du Parti communiste en 1920 : le premier document relatif à ce sujet, dans les archives de la Sûreté, est daté du 10 mars 1919, soit quelques jours après le congrès de Moscou, qui s'achève par la création de l'Internationale communiste, le 6 mars. Il s'agit d'une note du ministère de la Guerre, transmise pour information à la Sûreté, qui appelle les généraux à la plus grande vigilance sur le développement, au sein de leurs unités, des idées nouvelles.
- 8 Ce n'est que plus d'un an plus tard, le 28 juin 1920, que la Sûreté produit sa première note relative à la surveillance du mouvement communiste³. Adressé aux préfets, ce document demande « de faire parvenir d'urgence les listes et compositions des soviets existant dans votre département. Ces organisations peuvent appartenir aux trois groupes ci-après : parti communiste, comité de la 3^e internationale et fédération communiste des soviets ». À partir des réponses adressées par les préfets, le contrôle général des services de police administrative établit, en juillet 1920 une première liste

d'individus à surveiller, retransmise aux services de terrain afin que les individus identifiés « soient tenus en observation ». Cette circulaire marque le début du processus de surveillance des communistes à la Sûreté générale : leurs activités, leurs actions de propagande sont désormais signalées et transmises, *via* les préfets et les commissaires spéciaux, à l'administration centrale de la Sûreté. Celle-ci, qui agit dès lors comme un organe centralisateur de collecte et de transmission de l'information ainsi récoltée, développe sa capacité à organiser cette information (selon des critères thématiques et/ou chronologiques) afin de la retransmettre dans les meilleures conditions.

1937-1940 : renforcement de la répression et progrès des méthodes documentaires

- 9 En 1937, la Sûreté, devenue nationale, connaît une réforme fonctionnelle qui vise à rationaliser une organisation modifiée au gré des besoins et au fil du temps. L'une des principales innovations est la création d'un service de documentation appelé « Fichier central », qui existe encore aujourd'hui, et qui regroupe les sources d'information collectées jusqu'alors par les divers services de la Sûreté agissant dans un domaine spécifique (contre-espionnage, police des jeux...).
- 10 Outre la création de ce nouveau service, la nature et le volume de la production documentaire relative à la surveillance des communistes sont transformés, dans l'immédiat avant-guerre, par l'entrée en scène de la Police judiciaire, à la suite de la mise hors la loi du PCF par le gouvernement d'Édouard Daladier, en septembre 1939. Auparavant, les communistes étaient d'abord surveillés (ce qui rentrait dans les fonctions de la Police administrative) et pouvaient être réprimés en cas de trouble à l'ordre public ; désormais, c'est l'appartenance au Parti, et *a fortiori* toute activité ou propagande en sa faveur qui tombe sous le coup de la loi.
- 11 Ces deux nouveautés expliquent la surreprésentation de la période précédant immédiatement l'Armistice de juin 1940 au sein des sources aujourd'hui disponibles. Toutefois, l'entrée en vigueur de ces innovations au sein de la Sûreté, à partir de 1937, ne constituent qu'une brève parenthèse : dès l'arrivée de l'armée allemande à Paris, les dossiers de la Sûreté sont saisis par l'envahisseur et les procédures de travail de la Police bouleversées par la présence occupante.

Des archives sous secret d'État (1940-1994)

- 12 L'existence des archives de la Sûreté bascule en juin 1940 : l'armée allemande arrive à Paris, investit les locaux du ministère de l'Intérieur, rue des Saussaies, et emporte les documents qu'elle trouve dans les bureaux⁴. La majeure partie des dossiers saisis est récente et leur présence dans les locaux apparaît de ce fait pleinement pertinente au regard des besoins de l'administration : il s'agit d'archives « courantes », organisées sans perspective de conservation à long terme ni d'utilisation historique, mais uniquement en fonction de leur intérêt administratif, ce qui les a fait qualifier de « fossile archivistique »⁵. Cette spécificité ne constitue pas, aujourd'hui, le moindre intérêt de ce fonds au destin exceptionnel.
- 13 Conscients du potentiel de ces documents (et de bien d'autres saisis dans les mêmes conditions, notamment au ministère de la Guerre) dans la recherche et la répression

des ennemis du régime, les responsables du III^e Reich les font immédiatement transférer au château de Bömisch Lím, dans l'actuelle République tchèque, où elles sont saisies par l'Armée rouge en août 1945 et transférées à Moscou. Là, elles demeurent pendant un demi-siècle dans l'atmosphère des « Archives spéciales », service créé après la Seconde Guerre mondiale pour exploiter, de façon secrète et sans reconnaissance officielle, les nombreux fonds d'archives saisis par les Soviétiques durant la Libération de l'Europe, dans la perspective de la Guerre froide.

- 14 L'existence des archives de la Sûreté fut, pendant plus de quarante-cinq ans, complètement oubliée, contrairement à celles du ministère de la Défense, plusieurs fois revendiquées durant la Guerre froide⁶. Elles ne reviennent au jour qu'en 1992, dans une interview de l'historienne américaine Patricia Kennedy Grimsted⁷, puis un article de la revue périodique russe *Izvestia*, repris par *L'Express*. Leur restitution a été organisée par un accord signé par la direction des Archives de France et le ministère des Affaires étrangères en 1992 et effectuée en deux vagues, fin 1993 et en 2001. Ces archives restituées par la Russie, plus communément appelées « fonds de Moscou », sont conservées (jusqu'en 2012) sur le site de Fontainebleau des Archives nationales.
- 15 Également issus des activités de la Sûreté, les documents actuellement conservés à Paris se trouvaient, eux aussi, dans les locaux de la rue des Saussaies au moment de l'invasion, mais n'ont pas été saisis par les Allemands. En l'absence de connaissance objective sur les raisons de cette différence, et en raison de l'ancienneté moyenne plus importante, on doit supposer que ces dossiers étaient moins utiles au fonctionnement courant des bureaux, et donc conservés dans des locaux dédiés où ils étaient moins accessibles. Leur présence est révélée en 1942, lorsque les Allemands exigent l'évacuation des locaux de la rue des Saussaies : le transfert de soixante tonnes de dossiers présents dans les caves du ministère est alors envisagé, mais le projet n'aboutit pas. À la Libération, les documents sont repérés par Robert-Henri Bautier⁸, conservateur aux Archives nationales, qui organise leur transfert entre 1948 et 1950 et en rédige l'inventaire. Le volume s'est trouvé, dans l'intervalle, réduit à 20 tonnes, sans qu'il soit facile de définir si cette forte diminution correspond à des éliminations ou à une surestimation initiale.
- 16 L'hypothèse formulée ici consiste donc à considérer que la division entre les archives aujourd'hui considérées sous le terme de « fonds de Moscou » et celles conservées depuis 1950 par les Archives nationales constitue la production archivistique des mêmes services – les différents bureaux de la Sûreté – et que leur séparation physique, résultant des aléas historiques de la période 1940-1945, ne doit pas masquer leur profonde cohérence de date, de forme et de contenu.

Cohérence des fonds : temps, types, thèmes

- 17 L'analyse d'un document d'archives repose, selon les pratiques en cours, sur un triptyque obligatoire d'éléments descriptifs : l'objet et l'action (c'est-à-dire le thème), la typologie documentaire et les dates. L'étude successive de ces trois données, appliquées aux *corpus* documentaires ici envisagés – les dossiers relatifs à la surveillance du Parti communiste – permet d'expérimenter l'hypothèse énoncée plus haut.

Cohérence chronologique

- 18 Les dossiers liés à la surveillance du Parti communiste, si l'on exclue les dossiers individuels de militants figurant dans la collection générale du Fichier central, représentent quelque 40 mètres linéaires, répartis sur les deux sites des Archives nationales : le site de Paris accueille environ 15 m.l. ; celui de Fontainebleau, 25. Toutefois, cette répartition relativement équitable cache une distribution très inégale en fonction des périodes. Ventilé par intervalle de cinq ans, l'ensemble du fonds se répartit comme suit.
- 19 Tableau 1. Répartition des dossiers liés à la surveillance du communisme entre les sites de Paris et Fontainebleau des Archives nationales, en 2009 [fonds aujourd'hui rassemblés sur le site de Pierrefitte-sur-Seine].
- 20 Les dossiers concernant le communisme au sein de la sous-série F/7 s'étendent pour l'essentiel, de 1920, date du Congrès de Tours et de la création du Parti, à la fin de l'année 1934. Sur cette quinzaine d'années, la moitié des cotes concerne la période centrale 1925-1929, tandis que les premières années, avant 1925, n'apparaissent que dans 15 % des dossiers, les 35 % restants se rapportant aux dernières années 1930-1934. La structure chronologique de la sous-série se définit donc par une montée en puissance au cours des années 1920, suivie d'une diminution importante dans la première moitié des années 1930.
- 21 Du côté du fonds de Moscou, qui représente – toujours en s'attachant aux dossiers relatifs au communisme – un volume total environ dix fois supérieur à celui de la sous-série F/7, l'étude de cette répartition chronologique ne peut être qu'estimée par l'évaluation du nombre de dossiers correspondant à chaque année⁹. Les répertoires aujourd'hui utilisés sont en effet la traduction, décidée et financée en 1995 par le ministère de l'Intérieur, des inventaires soviétiques et conservent la trace de la culture archivistique russe, notamment la structuration en dossiers numérotés (ou *dilo*). Cette évaluation met en évidence plusieurs inflexions radicales au cours de la période : entre 1920 et 1929, une trentaine de références seulement apparaissent chaque année. Ce chiffre double (60 à 70 références) pour la période 1930-1934, avant une très importante augmentation : 231 références en 1935, 200 en 1936. Le chiffre baisse légèrement en 1937 et 1938, avant de connaître une seconde hausse très forte en 1939 et 1940 (534 et 577 références). Ainsi, même si le fonds de Moscou couvre l'ensemble des années 1920 et 1930 (avec quelques rares dossiers individuels remontant même aux années 1880), l'essentiel concerne la seconde moitié des années 1930 : 40 % se rapportent à la période 1939-juin 1940 et 75 % aux années 1934-1940. La structure du fonds montre bien une hausse continue, par palier successif, sur l'ensemble de la période : la légère baisse observable en 1937-1938 provient d'une attitude moins répressive des pouvoirs publics entre la victoire du Front populaire, en 1936, et la loi d'interdiction du Parti communiste promulguée le 26 septembre 1939.
- 22 Par-delà ces variations, la continuité entre archives parisiennes et bellifontaines est très nette. La faible place occupée par les dossiers de la première moitié des années 1920 s'explique par le caractère expérimental de la machine communiste, encore balbutiante sur le plan de l'organisation militante et peu investie de responsabilités électives, où l'État exerce une surveillance ponctuelle, et les années 1930, où les communistes sont rentrés en force dans les institutions et représentent une des principales tendances politiques dans le pays. La période « phare » du fonds de Moscou

(1935-1940) suit celle de F/7 (1925-1930), avec une période d'équilibre et de bascule de l'un à l'autre, dans la première moitié des années 1930.

Cohérence typologique

- 23 Du point de vue typologique, les deux fonds présentent une remarquable similarité fondée sur la prééminence de quatre catégories documentaires traditionnelles dans les archives de police.
- 24 Les rapports de préfets et de commissaires de police (« spéciaux » ou non) en sont le socle principal : ils traitent soit de la situation générale du militantisme communiste dans une ville ou un département, soit d'une affaire particulière (comportement individuel, organisation d'un événement) jugée suffisamment importante pour être portée à l'attention de l'administration de tutelle. Ils résultent de la mission fondamentale de cette dernière, à savoir la collecte d'information en provenance des services opérationnels sur l'ensemble du territoire français par l'administration centrale et, grâce à la connaissance ainsi compilée, à la coordination de leur action sur le terrain. La création du Fichier central souligne, à la fin des années 1930, les besoins croissants de compétence et d'efficacité dans ce domaine. Au sein de cette catégorie, la divergence entre F/7 et le fonds de Moscou découle du passé archivistique de ces deux ensembles : classés aux Archives nationales, les rapports figurant en F/7 sont classés selon un ordre chronologico-géographique strict. Dans le fonds de Moscou, au contraire, les rapports ont plutôt fait l'objet d'un classement thématique, qui reste souvent difficile à comprendre du fait de la prégnance des pratiques de l'archivistique russe dans le classement et la rédaction des inventaires.
- 25 La présence de dossiers nominatifs apparaît également incontournable dès lors qu'il s'agit de la surveillance et plus encore, à partir de 1938, de la poursuite judiciaire d'un mouvement désormais hors la loi. La plupart sont intégrés dans la collection des quelque 600 000 dossiers du Fichier central qui constitue, en volume, la plus grande partie du fonds de Moscou : les militants communistes y figurent parmi d'autres catégories de population surveillées (joueurs, anarchistes, étrangers etc.) : le dossier de Boris Lifschitz, dit Souvarine, qui compte plus de 400 notes, rapports de police et de préfecture et coupures de presse collectés, entre 1917 et 1934, sur un des fondateurs du mouvement communiste en France, en est un des exemples les plus remarquables. D'autres dossiers ou notes nominatives, en F/7 comme dans le fonds de Moscou, sont intégrés dans les séries relatives à la surveillance du Parti communiste.
- 26 Les deux fonds comprennent encore une large proportion de circulaires aux préfets et d'arrêtés qui constituent la trace d'un autre rôle de l'administration centrale, celui de produire la réglementation relative à son champ d'action. Ces documents normatifs mettent en évidence les volontés, les projets politiques relatifs à la surveillance du Parti, qui peuvent être fructueusement comparés aux pièces remontant du terrain, qui montrent l'application de cette politique et cette limite.
- 27 Enfin, la Sûreté avait charge de collecter les écrits et les supports de communication produits par le Parti, qu'ils aient été diffusés publiquement, dans le cas des affiches ou des tracts, ou à usage interne : il s'agit, dans ce dernier cas, de documents découverts lors de perquisitions et de saisies dans les cellules militantes.

Cohérence thématique

- 28 Si la continuité est remarquable sur le plan des typologies documentaires, la distinction est plus nette sur le plan du contenu des documents entre F/7 et le fonds de Moscou. Cette différenciation, toutefois, ne semble pas liée à une rupture logique entre les fonds, mais apparaît surtout déterminée par la divergence chronologique déjà évoquée entre les deux fonds. En effet, elle épouse les attitudes du pouvoir vis-à-vis du Parti, qui évoluent au fil du temps, elle varie en fonction de l'actualité, c'est-à-dire d'éléments qui, à un moment donné, alarment particulièrement les autorités et les amènent à une surveillance accrue des communistes. Les dossiers de F/7, plus anciens, comprennent ainsi des informations sur la doctrine du Parti communiste, tandis que le fonds de Moscou se concentre sur la surveillance opérationnelle et la propagande. Un exemple frappant de cette variation des préoccupations est visible pour la période 1925-1927, pour laquelle la moitié des dossiers concerne l'antimilitarisme et la propagande communiste dans l'armée consécutifs à la très forte action menée par le Parti communiste contre la guerre du Rif au Maroc : surveillance de la propagande dans l'armée et des conscrits sympathisants du Parti deviennent des impératifs étroitement suivis par la Sûreté. De même, la mise hors la loi du Parti communiste en septembre 1939, qui implique une répression judiciaire, modifie sensiblement la nature des dossiers existants qui s'attachent désormais à l'arrestation des militants et à la déchéance politique des élus du Parti.
- 29 Ces réserves faites, les deux fonds présentent une grande continuité, dont le socle réside dans les collections, déjà évoquées, de rapports généraux ou nominatifs fournis par les antennes locales de la Sûreté, préfecture et services de police. Dans la plupart des cas, ces documents permettent d'avoir une vue de la situation du mouvement communiste sur un territoire donné et présentent l'intérêt (par exemple, par rapport, aux sources disponibles en Archives départementales) d'offrir une vision sur l'ensemble du territoire national. Pour des recherches localisées, l'inventaire numérique détaillé de la sous-série F/7, de même que les répertoires électroniques, traduits du russe du fonds de Moscou, facilitent grandement la tâche. Ce panorama ne se limite pas, d'ailleurs, aux frontières de la France métropolitaine puisque certains dossiers, constitués essentiellement par des échanges avec les ministères des Affaires étrangères et des Colonies ainsi que le gouverneur général de l'Algérie, suivent de près la propagande dans les territoires ultramarins de l'Empire français : cette surveillance attentive est motivée par la crainte de contacts entre les communistes métropolitains et ceux des colonies. Dans le même ordre d'idées, la Sûreté rassemble également des informations sur l'évolution des mouvements à l'étranger, notamment en Russie, avec l'organisation du Komintern, et dans les pays voisins de la France.
- 30 Dans un autre domaine, une surveillance particulièrement étroite s'exerce sur les manifestations et les fêtes qui ponctuent, tout au long de l'année, la vie du mouvement, constituant un calendrier distinct de celui des fêtes nationales et marquant ainsi la spécificité du Parti au sein de la sphère politique¹⁰. La première manifestation ainsi contrôlée est la « fête champêtre communiste de Garches », en 1921, premier avatar de la fête de l'Humanité¹¹ ; cette dernière, ainsi que les manifestations traditionnelles du Premier-Mai, sont suivies attentivement, d'année en année. De même, les congrès et conférences nationales du Parti sont également surveillés de près à partir du troisième Congrès national, qui se tient à Lyon en janvier 1924, et jusqu'en 1938.

- 31 Si ces quelques exemples illustrent la continuité, quoique imparfaite, des archives de la Sûreté sur l'ensemble de l'entre-deux-guerres, ils n'épuisent pas, et de loin, la richesse de ces dossiers que seule permet de saisir la lecture des répertoires et inventaires qui y donnent accès. Les archives de la Sûreté constituent une source majeure de l'histoire du communisme comme de l'ensemble des courants politiques et philosophiques qui traversent la France des années 1920 et 1930.
- 32 L'articulation étroite des archives de la Sûreté conservées, jusqu'en 2012, sur les sites de Paris et de Fontainebleau des Archives nationales permet donc de considérer qu'il s'agit d'un fonds unique, celui de la Sûreté générale et, plus précisément, des contrôles généraux des services de police administrative et judiciaire. La réunion de ces deux ensembles dans le centre des Archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine en 2013 et les nouveaux modes de recherche offerts aux lecteurs dans ce cadre soulignent mieux encore la cohérence de ces archives séparées par les aléas de l'Histoire¹².

NOTES

1. Depuis cette communication, prononcée le 11 juin 2009, une grande partie des fonds des Archives nationales conservés sur les sites de Paris et de Fontainebleau a déménagé sur le site de Pierrefitte-sur-Seine. Ainsi, depuis 2013, les fonds cités dans cet article y sont désormais intégralement conservés et accessibles à la recherche (sous-série F/7 et fonds des archives restituées par la Russie) (N. d. É.).
2. Jean-Marc BERLIÈRE, *Le Monde des polices en France, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Complexe, 1996, 275 p. ; Michel AUBOIN, Arnaud TEYSSIER, Jean TULARD, *Histoire et dictionnaire de la police*, Paris, Robert Laffont, 2005, 1059 p.
3. Arch. nat., F/7/13090.
4. Cette histoire est racontée en détail par Sophie CŒURÉ, dans son ouvrage *La mémoire spoliée. Les archives des Français, butin de guerre nazi puis soviétique, de 1940 à nos jours*, Paris, Payot, 2006, 270 p.
5. Dominique DEVAUX, « Les archives de la direction de la Sûreté rapatriées de Russie », *La Gazette des archives*, n° 176, 1^{er} trimestre 1997, p. 78-86.
6. Arch. nat., 20060380, art. 22. Restitution par la Russie des archives françaises spoliées par l'Allemagne nazie : correspondance, textes officiels, listes d'archives, rapports du Centre des archives contemporaines, coupures de presse (1992-1997).
7. Patricia Kennedy Grimsted est professeur à l'Université d'Harvard et *Senior Research Associate* du Centre de recherches ukrainiennes au sein de cette université.
8. Né en 1922 à Paris, Robert-Henri Bautier, historien médiéviste, archiviste paléographe, fut conservateur aux Archives nationales et à la direction des Archives de France (1943-1958), puis professeur à l'École des chartes (1961-1992).
9. Cette estimation a été rendue possible par l'interrogation des inventaires sous une forme électronique, au moyen de la fonction « Rechercher ».
10. Bernard PUDAL, « Les communistes », dans Jean-Jacques BECKER et Gilles CANDAR (dir.), *Histoire des gauches en France*, t. 2 : XX^e siècle. À l'épreuve de l'histoire, Paris, La Découverte, p. 51-75.
11. Arch. nat., F/7/13138.

12. Un instrument de recherche méthodique portant sur les archives de la surveillance du Parti communiste par la direction de la Sûreté, en cours de rédaction au sein du département Justice et Intérieur des Archives nationales, devrait être publié dans la salle des inventaires virtuelle des Archives nationales fin 2015.

RÉSUMÉS

Les fonds conservés aux Archives nationales, institution centrale essentielle pour la connaissance de la vie politique française, permettent un examen approfondi du fonctionnement institutionnel du ministère de l'Intérieur, en étudiant la genèse des fonds complémentaires répartis entre les deux sites des Archives nationales (Paris et Fontainebleau jusqu'en 2012), puis réunis depuis 2013 sur le site de Pierrefitte-sur-Seine : le fonds dit de Moscou, conservé à Fontainebleau, qui contient 90 % des archives documentant l'histoire du communisme n'est que la partie, saisie, d'un ensemble dont l'autre partie, versée par la suite, se trouve conservée sur le site de Paris, dans la sous-série F/7.

INDEX

Mots-clés : Archives nationales, histoire administrative, police administrative, police judiciaire, section française de l'Internationale communiste

AUTEURS

ÉMILIE CHARRIER

Chargée d'études documentaires à la section du XX^e siècle, puis au département Justice et Intérieur des Archives nationales

DAMIEN RICHARD

conservateur du patrimoine sur le site de Fontainebleau des Archives nationales (2007-2011)

La préfecture de Police face aux mouvements communistes en région parisienne (1916-1944)

Françoise Gicquel

- 1 Bien que l'objet du présent colloque recouvre la période 1919-1943, c'est-à-dire un champ chronologique relevant d'une problématique internationale, à savoir la fondation et la dissolution de la III^e Internationale (ou 1^{re} Internationale communiste [KOMINTERN]), cette intervention s'affranchira de ces limites par le fait que l'Internationale communiste résulte notamment de l'échec de l'Internationale socialiste (II^e Internationale, 1889-1914) et d'un mouvement de rejet de la guerre. L'adhésion au socialisme et au pacifisme sont autant de motifs pour la surveillance policière d'une population susceptible de saper l'effort de guerre, alors que l'aviation et l'artillerie à longue portée allemande portent atteinte à Paris. Les personnalités et les militants de moindre notoriété ou envergure qui ont embrassé la cause zimmerwaldienne en 1915 étaient déjà connus pour certains des services de la préfecture de police en raison de leurs engagements précédents (l'anarcho-syndicalisme principalement). Pour les autres, les *homini novi*, les enquêtes les concernant commencent autour de cette période. Enfin, la fondation de la III^e Internationale est certes un acte politique et symbolique fondateur sur le plan mondial, mais, sur le plan policier et parisien, ce dernier ne fait que rassembler des acteurs préexistants autour d'idées dont les agents de la préfecture de Police ne perçoivent que les traits international et subversif.
- 2 C'est pourquoi l'année 1915 nous a paru être un jalon chronologique pertinent, en sachant par ailleurs que la diffusion de l'idéal internationaliste ne portera réellement ses fruits en France qu'autour des années de crise sociale de 1919 et 1920.
- 3 Enfin, le présent colloque recouvrant la notion de communisme au sens le plus large, notamment sa variété idéologique et sociologique, cet exposé s'intéressera aux premières années du « siècle des communismes » dans le département de la Seine¹.

Le service des archives de la préfecture de Police

- 4 La préfecture de Police est une institution dont le ressort territorial est limité, pour la période qui nous concerne, à la Ville de Paris et au département de la Seine (les communes dites suburbaines). Cette institution s'appuie sur un corps d'agents qui garderont un statut territorial jusqu'en 1968. Néanmoins, le préfet de police n'est pas un haut fonctionnaire ordinaire ; il est également un « administrateur » codécisionnaire, pour maints aspects du quotidien des Parisiens, avec le préfet de la Seine, lorsqu'il ne bénéficie pas de domaines exclusifs ; il a par exemple la haute main sur la délivrance des papiers d'identité et des titres de séjour. Cette administration *sui generis* dispose d'un service d'archives, fondé dès sa création (1^{er} messidor an VIII-17 juillet 1800). Ces archives ont connu un sort funeste en 1871 : elles ont été pour l'essentiel détruites au cours de l'incendie du premier siège de la préfecture de Police, rue de Jérusalem, le 24 mai 1871. En réponse à l'accroissement documentaire des dernières années du XIX^e siècle, un service *ad hoc* et ouvert au public est créé en 1909, sur l'initiative du préfet de police Louis Lépine. Le service de la mémoire et des affaires culturelles, anciennement service des archives et du musée, est, depuis sa création, rattaché au cabinet du préfet de police. Le statut de ce service est régi par un décret du 3 janvier 1968, qui octroie au préfet de police le droit de gérer et de communiquer les fonds documentaires en respect des textes législatifs encadrant les archives (Code du patrimoine).

Les principaux fonds sur l'histoire des communismes entre 1915 et 1944

- 5 Il convient d'indiquer que l'intégralité des archives de cette période est librement communicable, à l'exception des pièces dont l'état de conservation n'est pas satisfaisant. Ces dernières, essentiellement la comptabilité du camp de Drancy, ont été microfilmées. Le double de ces microfilms est déposé au Centre de documentation juive contemporaine.
- 6 La sous-série B^A *Cabinet du Préfet : rapports et renseignements adressés au Cabinet du Préfet (1869-1970)* a été ouverte en 1917. Sa volumétrie actuelle est de 690 mètres linéaires. Le producteur et service versant du fonds sont les services du Cabinet du préfet (sous-direction administrative, 3^e bureau, service organisation et méthode). Cependant, certains dossiers agrégés à cette série proviennent de directions extérieures au Cabinet, notamment le bureau de renseignement de la 2^e division (puis direction générale des Renseignements généraux), de la sûreté (puis direction générale de la Police judiciaire) et du bureau des affaires réservées de l'ancienne 1^{re} division de la préfecture de police (passé au Cabinet du préfet). Une des singularités de cette série est de contenir des dossiers saisis par l'occupant allemand, emportés par l'Armée rouge à Berlin en 1945 et revendues à la France par le Gouvernement russe à la fin des années 1990 (22 W). Un versement récent (octobre 2005), riche de près de 13 000 dossiers individuels (70 mètres linéaires), vient compléter cette série.
- 7 La sous-série G^A *Archives de la direction générale des Renseignements généraux* a été ouverte au début des années 1990. Ce fonds se compose de dossiers individuels de personnalités, d'associations ou de groupements politiques ou commerciaux. Une partie du fonds

concerne la période et le sujet qui nous intéresse. Un sous-fonds de cette série, *Renseignements généraux et internement pendant l'Occupation* (références G^B 17 à 139), comporte 129 cartons et 40 cabriolets de fiches individuelles et 3 540 photographies de résistants communistes recherchés ou arrêtés entre 1940 et 1944. La volumétrie du fonds des brigades spéciales est de 38,70 mètres linéaires. Les documents sont essentiellement regroupés dans des cartons et rassemblés par dossier individuel associé à une affaire instruite par l'une ou l'autre des brigades spéciales. Les pièces sont d'une nature très variée (procès-verbaux, rapports, prises de notes, photographies, etc.) et sont pour la plupart, mais pas majoritairement, dactylographiées.

- 8 La série J *Police judiciaire (vers 1880-vers 1980)* comprend d'abord la sous-série J^A, qui regroupe les affaires instruites par la brigade criminelle ou les brigades territoriales (de police judiciaire). Les dossiers s'ouvrent généralement sur le mandat décerné par le juge d'instruction en charge de l'affaire. Suivent des notes d'intervention et de renseignements, des échanges de correspondances entre les divers services et occasionnellement des lettres de dénonciation. Un rapport, généralement manuscrit, regroupe ensuite la totalité des pièces recueillies par les enquêteurs. La sous-série J^B *Police judiciaire de la période de l'Occupation et de la Libération (1940-1944)*, contient notamment des renseignements sur les partis collaborationnistes et leurs dirigeants (ayant pour certains quitté le parti communiste durant l'entre-deux-guerres ou pendant l'Occupation), et surtout sur les attentats perpétrés contre l'occupant par la résistance parisienne, notamment communiste (FTP-MOI).
- 9 D'autres séries viennent compléter ces séries principales, à savoir la sous-série D^A *Réglementation et vie quotidienne (1810-1980)* ; la sous-série D^B *Préfecture de Police (organisation) (vers 1800-2006)* ; la sous-série H^A *Cabinet du préfet (1954-1962)* ; la sous-série I^A *Naturalisations (vers 1920-vers 1939)* et le fonds Jacques Doriot, Z¹ (vers 1917-1944).

Le contenu de ces archives

- 10 Le parti communiste n'est pas une création *ex-nihilo*. Des partis d'essence populaire et des organisations ouvrières issus des différentes branches du socialisme (le « mouvement possibiliste » ou réformiste de Paul Brousse, par exemple), ou de l'anarcho-syndicalisme (Fernand Pelloutier, instigateur du mouvement des bourses du travail) l'ont précédé. Ces hommes ont repris le flambeau d'un mouvement populaire et social renaissant, éprouvé par la répression de la Commune (environ 18 000 victimes à Paris). Ces groupes, ces personnes et leur action ont fait l'objet d'une surveillance policière précoce. Les dossiers ouverts sur les mouvements de grève, les organisations ouvrières, telles les chambres syndicales sont légion, essentiellement dans la sous-série B^A. Cette sous-série contient de nombreux dossiers sur les mouvements républicains, socialistes et radicaux ayant précédé la création du Parti communiste français (25 décembre 1920), surtout à partir de la création de la Première internationale (1864). Le contenu de ces fonds, jusqu'en 1880, est présenté dans le *Guide des sources d'archives du mouvement communaliste et de la Commune de Paris* (La Documentation française, 2007). On y trouve notamment des rapports de surveillance et des renseignements sur la Première Internationale en France et à l'étranger (B^A 434-441, notamment la section belge, B^A 475), les cercles ouvriers et surtout les agissements des militants anarcho-syndicalistes et le mouvement des chambres syndicales (B^A 1408bis-1446, fin XIX^e-1914), les sociétés coopératives par profession,

comités d'arrondissements, sociétés de secours mutuels (B^A 1547-1550), les bourses du travail (autour de Fernand Pelloutier) à Paris au début du XX^e siècle (B^A 1607-1611) et les manifestations du 1^{er}-Mai (années 1899-1911 : B^A 1612 ; années 1899-1946 : B^A 1628-1632). Les rapports de surveillance sur l'anarchisme, exploités par l'historien Jean Maitron², et le parti socialiste en France et à l'étranger (B^A 1470-1497, B^A 1691-1692) et les comités électoraux républicains, socialistes, révolutionnaires, anarcho-communistes (B^A 1513). Les mouvements de grèves de la fin du XIX^e siècle à 1914 (B^A 1351-1408, fin du XIX^e-1914). Parmi ces mouvements, celui qui préfigure le plus le futur parti communiste est le mouvement collectiviste, agrégé autour du Parti ouvrier français, créé en 1879 à Marseille par Jules Guesde³. Jules Guesde, qui a fondé le journal *L'Égalité*, en collaboration avec Paul Lafargue (gendre de Karl Marx), rejoindra le gouvernement d'Union nationale en 1914. Cependant, et paradoxalement, il n'existe aucun dossier individuel concernant ce homme politique d'envergure aux archives de la préfecture de Police. Des renseignements le concernant sont dispersés dans des dossiers de personnalités ayant participé au mouvement communaliste (voir l'inventaire dit « des Communards⁴ »).

- 11 Pour la période du premier conflit mondial, les fonds recoupent différents aspects de la contestation ouvrière et sociale, notamment à travers les télégrammes et les rapports de surveillance des manifestations pacifistes (B^A 1558-1562, B^A 1775-1781), surtout dans les usines d'armement ou féministes (B^A 1651). Par ailleurs, il est intéressant de noter que le Cabinet du préfet de Police a ouvert une série de dossiers de suivi des événements russes (B^A 1705-1710). En revanche, les listes et les renseignements relatifs au Carnet B (B^A 1773, 1774 et 2379), sont assez décevants pour la période de la mobilisation de 1914 : les listes des personnes suspectes, à interpellier dans le cadre d'une mobilisation, sont rares et ne concernent que la période de l'entre-deux-guerres et la mobilisation de 1939.
- 12 À partir de 1920, la direction des Renseignements généraux tient régulièrement des comptes rendus sur l'évolution des structures et des effectifs du Parti communiste français naissant. Les principaux cadres sont listés et les premières collectes de renseignements diligentées. Un sous-fonds, improprement intitulé « correspondance », probablement parce qu'il s'agit de blancs transmis au Cabinet du préfet par la direction générale des Renseignements généraux (de la préfecture de Police), a pour vocation d'éclairer le préfet de police sur ce parti. Cette documentation recouvre globalement la période 1930 à 1979 (B^A 2447 et B^A 2291, années 1916-1938). Les correspondances sont des comptes rendus réguliers, parfois quotidiens, des renseignements généraux. Ces blancs font, à partir de mai 1930, l'historique et donnent le détail de l'organisation du parti depuis ses origines. À partir de 1930, les blancs font un suivi quotidien de l'activité du parti, des coupures de presse, des affiches, les circulaires et les décisions du ministère de l'Intérieur ou de la préfecture de Police, des originaux et de copies de tracts (collection complémentaire de tracts : B^A 2355-2356, B^A 2402, B^A 2082), etc. Ces données sont souvent réinterprétées par des policiers qui ne maîtrisent pas toutes les nuances de l'idéologie marxiste. En revanche, elles sont très complètes sur la structuration et le fonctionnement du parti. Ces archives permettent, grâce à des renseignements d'informateurs, de suivre l'évolution du parti, même dans la clandestinité : ces informations complètent les données relatives aux opérations menées par les brigades spéciales à partir de 1940 (sous-série G^B). Cette collecte minutieuse de documents a été étendue aux mouvements satellites, notamment le

journal *L'Humanité* (B^A 1715-1720), la Confédération générale du travail (B^A 1601-1606, B^A 1686-1688, B^A 2062 et G^A C15, 17, 30 et 33-34), la Ligue des réfractaires (G^A L12) ou le Secours populaire français. Pour ce dernier, l'ancien Secours rouge international, fondé en 1923, devenu le Secours populaire français en 1945, les renseignements concernent les membres et les activités de l'association (blancs sur les congrès de l'association, retranscriptions de tracts, coupures de presse, etc.). Un complément sur les liens avec les partis nationalistes magrébins peut être effectué partiellement à l'aide des ressources de la sous-série H^A *Cabinet du préfet (1954-1962)*, qui contient des dossiers généraux sur le nationalisme algérien pendant l'entre-deux-guerres. Enfin, les dossiers de la préfecture de Police recouvrent aussi les grandes phases de contestation et du mouvement social, notamment les grèves (B^A 1869-1872), les manifestations des années 1930 (B^A 1646-1648), etc.

- 13 Les dossiers individuels sont nombreux aux archives de la préfecture de Police, notamment dans le fonds des Renseignements généraux. Ces fiches (succinctes ou étoffées en fonction de l'envergure et du rayonnement intellectuel de la personnalité) permettent de connaître leur origine sociale et leur environnement familial, ainsi que leur trajectoire (les fonctions politiques et syndicales exercées, les condamnations, les actes de résistance, l'internement ou la déportation, etc.). Ces dossiers reflètent la diversité des trajectoires militantes. On y trouve aussi bien les militants trotskystes, tel Marcel B., militant internationaliste (Parti communiste internationaliste) ; ayant tenté de fonder une cellule trotskyste au sein de l'armée allemande à Brest, il est déporté à Buchenwald. Il deviendra journaliste à l'agence France-Presse par la suite. Des nationalistes algériens, tel Saddek B. (né à Guergour, 1907), militant communiste, interné au motif d'être un « meneur communiste parmi les Nord-Africains » et soupçonné de collaboration avec les « autorités allemandes ». Saddek, devenu gérant de café dans le XV^e arrondissement, adhèrera au Mouvement national algérien, ainsi que bon nombre de militants du parti communiste engagés dans la Résistance, notamment Edmond Bagard, né à Paris le 8 septembre 1887 et décédé le 5 mars 1972 à la maison des déportés de Fleury-Mérogis. Cet ancien peintre en bâtiments a été élu conseiller municipal de Paris du V^e arrondissement (1952-1965). Pendant la période de l'Occupation, il a été interné à Compiègne, puis à Orianenburg (Allemagne). Signalons aussi le cas, parmi tant d'autres, de Robert Lambotte, né à Paris le 11 décembre 1921, arrêté par la police parisienne pour distribution de tracts, le 14 septembre 1940, et conduit au centre de détention de Clairvaux et à la prison de la Santé. Il est ensuite déporté par l'occupant au camp de Buchenwald. Journaliste à *L'Humanité*, il sera expulsé d'Algérie sur ordre de la DST, le 30 avril 1956.
- 14 D'autres dossiers mettent en avant la cassure idéologique de la période de l'occupation allemande. Jean Clamamus (27 juillet 1879, Saint-Léger-des-Vignes, Nièvre-15 février 1978, Paris), par exemple, est un ancien chef comptable, devenu militant de la Section française de l'Internationale communiste. Il est élu, à de multiples scrutins (1924-1936), député de la 4^e circonscription de la Seine. En 1939, il rompt avec le PCF, vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain et rejoint la collaboration en créant le Parti ouvrier et paysan français. Il est victime d'une tentative d'assassinat du *groupe Valmy* (17 avril 1943). Concernant cet attentat, le dossier contient les procédures de l'enquête judiciaire diligentée à cette époque. Un fonds particulier, concerne Jacques Doriot⁵ (sous-série Z1), né à Bresles (Oise), le 26 septembre 1898. Il meurt d'une attaque aérienne dans les environs de Coblenz le 22 février 1945. Après une participation honorable au premier conflit mondial (chemin des Dames), il devient ouvrier métallurgiste à son

retour à la vie civile (Saint-Denis). Il adhère rapidement au Parti communiste français, dont il devient secrétaire général de la Jeunesse communiste. Au début de la Seconde Guerre mondiale, Jacques Doriot se prononce ouvertement contre l'ennemi allemand, mais, après la défaite de mai-juin 1940, il intrigue pour rejoindre le Gouvernement, s'allie momentanément à Marcel Déat, puis crée son propre parti collaborationniste et de s'engager à la Légion des volontaires français.

- 15 La richesse des archives de la police judiciaire apportent un éclairage, certes factuel, mais fort utiles sur les violences politiques. Celles-ci sont de tous ordres ; une typologie de ces dernières serait, selon nous, un intéressant champ de recherche. Les rixes à caractère politique, par exemple, se détachent de notre enquête succincte. Le 1^{er} mai 1935, une rixe éclate à l'occasion d'une réunion électorale organisée par le candidat Decharme, 174 rue Sadi Carnot à Bagnolet (J^A année 1935, « affaire dite de Bagnolet »).
- 16 Nous trouvons aussi la trace d'exécutions d'opposants par des agents du NKVD, et notamment l'exécution du secrétaire parisien de Trotsky. Rudolph Klement⁶ (dit « Roger ») recevait, centralisait et organisait l'impression d'articles émanant de militants de divers pays, notamment de Léon Trotsky, réfugié au Mexique. C'est ainsi qu'il s'occupait de la publication d'une brochure intitulée *Service d'Information et de Presse*. Klement disparaît le 13 juillet 1938, après avoir quitté la Librairie du Travail. Il aurait été enlevé par la « Guépéou », police politique russe, en raison de sa collaboration avec Trotsky et de sa situation au sein de la 4^e Internationale en lutte contre la politique stalinienne.
- 17 Pour la période de la Seconde Guerre mondiale, les affaires d'homicides recouvrent surtout les exécutions de militants ayant rejoint la collaboration ou d'attentats contre les forces de l'ordre. Citons dans la première catégorie, l'exécution de Marcel Giroux, dit Marcel Gitton⁷. Le 4 mai 1941 à 20 h 10, 18 rue de Bagnolet, aux Lilas, Giroux est blessé grièvement d'une balle de revolver au poumon gauche par un individu qui s'enfuit à bicyclette. Admis à l'hôpital Tenon, Giroux y décède.

NOTES

1. Nouvelle approche du communisme, depuis la parution, en septembre 2000, du *Siècle des communismes* (ouvr. collectif, paru aux éditions de l'Atelier).
2. *Histoire du mouvement anarchiste en France (1880-1914)*, Paris, SUDEL, 1951, 744 p., rééd. en 2 volumes chez François Maspero, Paris, 1975, réédition Gallimard.
3. Claude WILLARD, *Jules Guesde, l'apôtre et la Loi*, Les Éditions ouvrières/La Part des hommes, 1991.
4. L'inventaire de cet instrument de recherche est également disponible en ligne sur le site des Amis de la Commune de Paris (1871).
5. Jean-Paul BRUNET, *Jacques Doriot. Du communisme au fascisme*, Paris, Balland, 1986.
6. Réfugié politique allemand, Klément exerçait les fonctions de secrétaire administratif et technique de la 4^e Internationale. Il avait été le secrétaire particulier de Léon Trotsky lors du séjour en France (Barbizon) de ce dernier.
7. Gitton, né le 20 avril 1903, entre très tôt en politique. Dès 1919, il participe à la fondation d'un groupe de jeunesse à Versailles. Puis, toujours en 1919, il adhère à la Fédération des jeunesses

socialistes, au sein de laquelle il milite pour une adhésion à l'Internationale communiste des jeunes. Il est adhérent au PCF depuis le congrès de Tours. En novembre 1925, il est désigné comme secrétaire des syndicats du bâtiment de la Région parisienne, Seine-Seine-et-Oise, Seine-et-Marne. Membre du comité central du PC depuis 1928, il devient membre du secrétariat du Comité central aux côtés de Thorez, Marty et Duclos. Élu conseiller général du canton de Pantin le 25 mai 1935, puis député de la 1^{re} circonscription de Saint-Denis le 3 mai 1936, il exerce en outre les fonctions de vice-président de la commission de l'armée à la Chambre des députés. Arrêté le 29 novembre 1939, il déclare alors se désolidariser du PC et prend dès lors une attitude très hostile envers son ancien groupe. Déchu de son mandat de député le 21 janvier 1940, il se rapproche de Jacques Doriot (Parti populaire français).

RÉSUMÉS

Les ressources de la préfecture de Police de Paris sont considérables pour l'histoire du parti communiste, tant dans les fonds du Cabinet du préfet que dans les directions opérationnelles.

INDEX

Mots-clés : histoire de Paris, Internationale socialiste, police judiciaire, préfecture de Police de Paris, Renseignements généraux

AUTEUR

FRANÇOISE GICQUEL

Commissaire divisionnaire, responsable des archives de la Préfecture de Police de Paris

De la minorité de guerre au premier communisme français : construire l'histoire et les archives de la scission de Tours

Romain Ducoulombier

- 1 « La III^e Internationale nous demandait d'être fidèles à nous-mêmes » : c'est ainsi qu'Ernest Labrousse, dans un entretien avec l'historienne Danielle Tartakowsky, décrit l'état d'esprit de la jeunesse française livrée à l'activisme révolutionnaire par la Première Guerre mondiale¹. Cette fidélité à soi, à l'idéal et au vrai parti socialistes forme le cœur de l'entreprise de régénération révolutionnaire du socialisme engagée par une jeune relève militante au sortir d'une guerre inédite par sa violence et son ampleur, avec l'aide morale et matérielle des bolcheviks parvenus depuis octobre 1917 à la tête du premier État révolutionnaire à vocation prolétarienne de l'histoire moderne.
- 2 Cette interprétation nouvelle des origines du communisme en France, que nous avons proposée dans notre thèse² contre les hypothèses de l'« accident » et de la « greffe » avancées par Annie Kriegel en 1963-1964³, s'appuie sur des archives inédites en même temps qu'elle invite à une relecture de sources classiques. La thèse d'Annie Kriegel, il est vrai, a joué un rôle fondamental dans la structuration du champ historiographique du communisme en France. En avançant l'idée d'une naissance accidentelle de la Section française de l'Internationale communiste [SFIC] en 1920, elle dotait l'objet « communisme » de son autonomie universitaire, investi par des historiens qui en devenaient les spécialistes. La rupture avec le socialisme, opérée dans l'ordre politique par la scission du congrès de Tours, se doublait d'une rupture dans l'ordre historiographique, par la revendication de la radicale étrangeté du communisme au socialisme français. Du même coup, la question des origines ou tout au moins des matrices du phénomène communiste passait tout à fait au second plan des préoccupations scientifiques de cette jeune et foisonnante historiographie, sinon sous la forme étriquée d'une histoire de filiations intellectuelles en fait retravaillées sans

cesse par le Parti. Certes, Annie Kriegel avait consacré certains développements très importants à la filiation syndicaliste révolutionnaire, approfondissant d'ailleurs la rupture avec la SFIO, alors que c'est en son sein, et non dans la CGT, que s'est produite la scission majoritaire. Mais on peut dire que, dans le sillage d'Annie Kriegel, la « question des origines », mais aussi du premier communisme français, est restée dans l'ombre.

L'historiographie du premier communisme français

- 3 L'hypothèse de la greffe incitait en effet à chercher le moment où celle-ci avait, ou non, « pris ». Or, sur ce point, Annie Kriegel a hésité et varié tout au long de son œuvre. Élaborée alors que la présence communiste dans la politique française allait de soi, elle devient problématique dès lors que l'influence du Parti se rétracte. Ce n'est pas un hasard si le paradigme de la greffe est très présent dans l'historiographie du marxisme en général et du marxisme-léninisme en particulier, dont les modalités de diffusion transfrontalières posent d'épineux problèmes méthodologiques. La principale conséquence de cette interprétation a consisté à déporter le regard historien après la bolchevisation, aux dépens des premiers communistes français, dont le sort historiographique était réglé par l'étude solide, mais jamais traduite en français, de Robert Wohl en 1966⁴. Essentiellement fondé sur la presse et les archives militantes alors disponibles, en particulier de Jules Humbert-Droz⁵, cet ouvrage élargissait à juste titre la période chronologique envisagée en amont comme en aval de Tours et s'interrogeait, dès ce moment, sur la préhistoire des dissentiments de 1920. La guerre était une rupture dans le destin réformiste du mouvement ouvrier français, mais elle révélait en même temps les tensions qui s'y étaient accumulées. La coupure épistémologique qui sépare le communisme du socialisme se déplaçait en aval, vers la bolchevisation, engagée selon Robert Wohl à partir de mars 1924, lorsque le terme apparaît dans le *Bulletin communiste* sous la plume d'Albert Treint. L'idée selon laquelle le communisme s'est séparé du corps du socialisme français possède autrement dit sa propre histoire, sans jamais pourtant que ni l'un ni l'autre, malgré leurs divergences parfois violentes, n'aient cessé d'aspirer à la société socialiste. Après le moment historiographique des années 1960, c'est la fabrique du communisme français qui accapare les travaux portant sur la première génération communiste, que ce soit par l'histoire des structures de formation des cadres du Parti⁶, ou par le recours biographique⁷, sans pour autant remettre en cause le paradigme accidentaliste. Le premier communisme français est donc un objet isolé et original de l'historiographie du communisme français, dont les frontières de sens sont mouvantes. Mais c'est son étrangeté et son décalage supposés par rapport à la période stalinienne qui dominent encore largement sa représentation.
- 4 Les travaux de Robert Wohl ont eu peu d'influence et sont rarement cités. Ils complètent cependant un certain nombre de critiques émises par Jacques Julliard ou Tony Judt à l'encontre de l'hypothèse kriegélienne de l'accident⁸. L'un et l'autre ont insisté sur l'étude des « plantes rampantes » qui ont alimenté de leur sève le rameau communiste. Mais là encore, leurs critiques sont restées marginales. Toute réflexion à nouveaux frais sur les origines du communisme en France réclamait nécessairement de se confronter à la masse de granit kriegélienne et à la « question des origines » d'une

manière qui ne soit pas essentialiste. Cette confrontation est indissociable des sources sur lesquelles l'hypothèse de la régénération est bâtie.

Le communisme et la longue durée de l'histoire du mouvement ouvrier

- 5 L'accession à de nouvelles archives à Paris, Fontainebleau, Amsterdam et Moscou permet aujourd'hui de rendre à la naissance de la SFIC et singulièrement au congrès de Tours une signification qui est désormais perdue, alors qu'il avait fallu l'amoindrir, quatre décennies plus tôt, pour que l'histoire du communisme puisse se constituer en champ de recherche autonome. La lecture « accidentaliste » de sa naissance avait sans doute comme fonction accessoire de pratiquer une brèche dans l'histoire sainte de l'inéluctabilité de la rupture de 1920, et de dégager ainsi le regard historien du long procès en indignité intenté par les communistes à la social-démocratie européenne. Au sein du champ historien du communisme en constitution, le surgissement d'une interprétation hérétique de la naissance du Parti de Maurice Thorez n'était pas un simple événement scientifique. « Il va sortir sur la création de notre Parti une thèse d'Annie Kriegel, écrit ainsi l'historien Jean Charles à Maurice Thorez le 25 mars 1964. Cette étude a toute chance d'être violemment anticomuniste, étant donnée les orientations actuelles de cette dame. Et dans les milieux universitaires, elle troublera certains. À mon sens, c'est notre devoir de communiste de ne pas laisser aux adversaires le monopole de telles études, c'est notre devoir de nous emparer de tels sujets. Voilà tout, cher camarade Maurice Thorez »⁹.
- 6 Dès lors que l'histoire du communisme s'est close, c'est le sens même de ses origines qui réclame d'être actualisé. Le communisme apparaît désormais comme une bifurcation dans l'histoire longue du socialisme, comme une séquence particulière, dotée de ses caractéristiques propres, de la longue durée du mouvement ouvrier qu'il faut cesser d'envisager depuis l'intérieur des histoires singulières au fil desquelles chacun des partis qui en réclament la direction s'autonomise en s'individualisant. Socialisme et communisme appartiennent au contraire à cet âge du messianisme ouvrier, ouvert dans le premier tiers du XIX^e siècle pour s'achever dans les années 1970 et ancré dans un état spécifique du capitalisme français marqué par une industrialisation tardive, la lenteur de l'avènement d'une société assurancielle et l'homogénéisation relative d'une classe ouvrière dont la « condition » est reconnue tardivement et vécue comme une subordination¹⁰. Dans cette perspective, le congrès de Tours lui-même n'est qu'un épisode de l'histoire de la minorité de guerre, ou plus exactement des luttes, des divisions et des désillusions des diverses tendances qui ont traversé cet étrange objet militant, officiellement constitué entre l'hiver 1914 et le printemps 1915 en réaction à la politique majoritaire de défense nationale. L'histoire de la minorité de guerre ne s'est d'ailleurs pas terminée en 1920, mais quelque part entre 1923 et 1925, quand la plupart de ses *leaders* – Louis-Oscar Frossard, Pierre Monatte, Fernand Lorient, Alfred Rosmer et Boris Souvarine – sont exclus ou démissionnent de la SFIC. Cette expérience militante originale et avortée est un pivot de l'histoire du messianisme ouvrier moderne en France.

Un bolchevisme à la française

- 7 Entre 1919 et 1921, la jeune relève militante du Comité de la III^e Internationale, héritier du Comité pour la reprise des relations internationales [CRRRI], engage avec le soutien de l'Internationale communiste le processus de construction d'un « parti de type nouveau », qui aura finalement raison de l'alliance circonstancielle qu'elle a passée à la veille de Tours avec l'ancienne « Reconstruction », gagnée au principe de l'adhésion après le retour de Frossard et Cachin de Russie à l'été 1920. Le Comité de la III^e Internationale, en tant qu'organisation adhérente du Komintern, est en contact, mais non sous le contrôle étroit de ce dernier : la lutte sourde, en 1920, entre ses émissaires Stepan Minev, *alias* Vanini, et Alexandre Abramovitch est l'objet de vives critiques des militants de toutes tendances, finalement répercutées à Lénine par Clara Zetkin dans une lettre du 25 janvier 1921¹¹. Le principe lui-même de la représentation n'est pas contesté, à l'exception notable de Frossard qui refuse d'assister aux tractations secrètes dans les coulisses du congrès : ce sont plutôt les méthodes d'influence auxquelles recourent ces émissaires dotés de mandats concurrents qui sont dénoncées, puisqu'elles impliquent une distribution discrétionnaire de la manne financière bolchevique¹².
- 8 Le socialisme français, étranger au défaitisme révolutionnaire pendant la guerre, s'est déterminé devant le bolchevisme en fonction de la représentation de ses principes et de ses buts qu'il s'est construite. Les militants acquis à l'adhésion se composent un bolchevisme à partir de ce qu'ils lisent, du matériau traduit de propagande bolchevique qui leur parvient, mais aussi de ce qu'elle entend des militants revenus de l'Est, des rumeurs qui circulent. Insister sur l'écart de ces représentations à la réalité du bolchevisme telle qu'elle se livre après coup au témoin comme à l'historien interdit d'en comprendre l'efficacité. Celle-ci provient en effet de la distance à la norme socialiste française, réévaluée à l'aune de l'expérience de la guerre. Le communisme français est le fruit de ce double décalage – avec la réalité de la révolution russe, avec la réalité du socialisme français. Ce bolchevisme à la française mêle ainsi le vrai et le faux, l'imaginaire révolutionnaire et les préoccupations politiques et syndicales proprement françaises, aux formules et aux pratiques nouvelles promues par l'Internationale communiste, pour façonner un idéal aux dimensions du problème qu'elle veut résoudre : la crise de conscience du socialisme français.
- 9 La plupart des jeunes socialistes de 1919, à l'instar de Boris Souvarine, ont cru sincèrement, jusqu'aux mois qui suivent le congrès de Tours, que les bolcheviks allaient « adapter » à la situation française les conditions qu'ils avaient imposées à l'adhésion à la III^e Internationale, et ce même si ces militants ont alors le sentiment de faire un acte de ralliement inconditionnel à la révolution. Les statuts de ce qui s'appelle encore le « Parti socialiste/SFIC », progressivement subvertis par les exigences de la III^e Internationale, correspondaient plutôt, en 1921, à ceux d'un parti socialiste rénové que d'un parti communiste bolchevisé. Ces statuts sont d'ailleurs fragiles, du fait de la superposition contradictoire de plusieurs textes fondamentaux : tout d'abord, les statuts officiels adoptés à Tours, qui prévoient en particulier, sur le modèle de la SFIO d'avant-guerre, une Commission des conflits indépendante, mais aussi les fameuses « 21 conditions », canonisées par leur inscription sur la carte d'adhérent, mais qui sous cette forme, n'ont jamais été adoptées par un vote militant, et enfin les statuts officiels de l'Internationale communiste, dont l'article 9 autorise sa direction à exclure

directement un membre ou un groupe de membres d'un parti national. Les conflits suscités par les contradictions de ces textes sont décisifs dans l'histoire du premier communisme français : les archives internes de la SFIC permettent de les suivre avec précision jusqu'à la réforme statutaire de 1925 – à mesure que la jurisprudence d'exception de l'Internationale communiste parvient à s'imposer au parti français.

- 10 L'histoire de la naissance de la SFIC est donc une histoire enchâssée : enchâssée dans l'histoire de la guerre, de la gauche avant 1914, de l'Internationale communiste, mais elle ne se réduit à aucune d'elles. C'est cet enchâssement que l'hypothèse de la régénération essaie de recomposer, alors que l'hypothèse accidentaliste y introduisait une série de césures événementielles : 1914, 1918, 1920. La naissance de la SFIC est d'abord et avant tout la conséquence de ces crises en chaîne qui font trembler le socialisme français sur ses bases.

La crise de la conscience du socialisme français, 1914-1918

- 11 Comment documenter cette crise ? Les historiens de la Première Guerre mondiale se sont heurtés à la difficulté d'exhumer des témoignages militants pendant la guerre. Or, il est possible aujourd'hui de broser par l'archive un portrait plus nuancé de l'opinion militante socialiste face à la défense nationale et à l'effort de guerre. Ce renouvellement accompagne le besoin manifesté par certains historiens du Komintern de mettre l'accent sur une « histoire par le bas » de la construction des partis communistes européens¹³. Cette construction n'est pas seulement le fruit de l'imposition du modèle bolchevique par l'Internationale communiste, mais également d'une adaptation stratégique et d'une adoption positive, par une nouvelle génération de cadres, de pratiques inédites ou renouvelées auxquelles le bolchevisme donne un nom. L'histoire de l'Internationale communiste, dans cette perspective, n'est plus seulement une histoire de l'internationalisme, mais une histoire transnationale, en plein renouvellement en ce qui concerne le marxisme et le socialisme avant 1914¹⁴, mais qui se trouve encore confondue avec les problématiques classiques de l'imposition/refus de la domination de la III^e Internationale. Il y a autrement dit une histoire du vocabulaire communiste, des passeurs culturels de ce vocabulaire¹⁵, qui existe en marge de l'histoire des instances de l'Internationale communiste et des institutions des partis-frères. La « question des cadres » et des écoles de formation¹⁶ se trouve du même coup engagée.
- 12 Le communisme français prend son élan initial dans la crise de conscience du socialisme français qui s'ouvre avec le choc de 1914. L'absence d'insurrection contre la guerre et la marginalité des cas d'insoumission idéologique (sur laquelle on ne dispose cependant d'aucune étude d'histoire sociale solide à ce jour) ont masqué l'existence très précoce de cette crise profonde, symbolisée par le silence que s'imposent quelques rares militants à l'été et l'automne 1914. Le renouvellement de l'historiographie du premier conflit mondial n'a pas profité à la minorité de guerre, dont la geste héroïque, élaborée par ses protagonistes, s'est trouvée ensevelie sous le « consentement » à la défense nationale¹⁷. Cette crise est une crise d'identité, et elle se donne à voir dans des sources nouvelles, exclusivement françaises, que révèlent les dépouillements croisés de fonds récemment ouverts ou négligés, en particulier les fonds Marcel Sembat et Albert Thomas des Archives nationales¹⁸ et le fonds méconnu de Charles Dumas, chef de

cabinet de Jules Guesde entre 1914 et 1916 à l'Institut d'histoire sociale¹⁹. Le portrait qui se dégage de cet ensemble extrêmement vaste de correspondances ouvrières et militantes est révélateur du caractère volatil de l'opinion socialiste pendant la guerre, tant elle est susceptible de s'enflammer sous l'effet de la révolte contre les élites vieilles du parti qu'elle recèle²⁰. Certains fonds privés complètent ce riche gisement, tel celui de la famille Dispan de Floran, dont le fils Henry, rédacteur à *L'Humanité* en 1913, est tué au combat en 1918, le père Louis, socialiste proche de Charles Andler avant-guerre, reste à la « vieille Maison » en 1920 et la mère Thérèse, minoritaire pendant le conflit, proche du groupe des *Hommes du jour*, s'engage dans la SFIC après la scission. Cette dernière écrit d'ailleurs dans son journal de guerre, après la mort de son fils puis de son petit-fils, terrassé en 1919 par la grippe espagnole : « Pour moi, je n'ai d'ennemis que ceux qui ont voulu la guerre et l'ont prolongée, d'amis que ceux qui ont tout fait pour l'arrêter, quel que soit leur sexe, leur âge ou la langue qu'il parle »²¹. C'est ce gisement considérable, partiellement exploité, qui permet d'échapper au déterminisme défaitiste de la production archivistique policière des années de guerre, pour descendre au plus près de la masse militante socialiste. Et on reste frappé par la résignation des esprits et par l'appel à la fois permanent et flou à un grand règlement de comptes contre un ennemi indistinct – profiteurs, embusqués, traîtres au socialisme, députés corrompus – caractéristique du langage des dominés. Minorité et majorité, pendant toute la guerre, s'affrontent pour tirer parti de cette puissance mobilisatrice du « mécontentement »²².

La minorité au crible

- 13 Que sait-on de la minorité ? Beaucoup, sans doute – et depuis longtemps, grâce à un intense besoin de publication de la part de ses anciens représentants²³, mais travaux récents et nouvelles archives permettent désormais de réévaluer son rôle, ses personnels et ses effectifs. La constitution de la néo-majorité en 1918 n'achève pas son histoire ; ses effectifs réputés faibles doivent être revus à la hausse²⁴ ; ses personnels, enfin, ne sont pas issus d'une génération homogène mais d'un mélange complexe de milieux et de tendances. Il existe à l'évidence une continuité entre le CRRI, le Comité de la III^e Internationale et la « gauche » de la SFIC jusqu'en 1923-1924. Ces expériences en chaîne participent d'un nouvel activisme militant organisé en une « machine » dont l'efficacité provoque la surprise chez les majoritaires²⁵. Mais la démobilisation de 1919 et l'afflux de militants reconstituteurs ont renouvelé la base du « camp de l'adhésion », même si la Commission exécutive du Comité de la III^e Internationale en 1921 – quelques mois avant sa dissolution par l'Internationale communiste – est encore à moitié composée d'hommes issus du CRRI. L'idée d'une rupture générationnelle a nourri le paradigme accidentaliste, mais la réalité est plus complexe, même s'il est impossible de recomposer avec précision la sociologie des groupes prosélytes minoritaires. Les cadres du Comité de la III^e Internationale se recrutent de manière privilégiée parmi les ouvriers (28 %) et les instituteurs (21 %)²⁶ – décalque caractéristique de la minorité de guerre, les femmes en moins. Mais s'il y a, à l'évidence, un renouvellement juvénile du militantisme ouvrier entre 1919 et 1921, certains « vieux » demeurent – c'est d'ailleurs un conflit structurant de Tours. Ni Monatte, ni Rosmer, ni Cachin, ni un second couteau comme Henri Cartier ne sont des « jeunes » ; à l'inverse, ces derniers, comme Paul Vaillant-Couturier, Treint, Souvarine ou Laporte n'ont pas une expérience combattante homogène. Sur tous ces points, le fonds dit « Panthéon » des Archives nationales, les

archives de Fontainebleau (depuis 2013, sur le site de Pierrefitte-sur-Seine) et les fonds autobiographiques de l'Internationale communiste offrent de nouveaux instruments au service d'une prosopographie de la minorité, véritable « Maitron dans le Maitron », qui mériterait un dictionnaire autonome.

- 14 Pour échapper à l'impasse du fossé générationnel, souvent invoqué pour justifier la césure de la guerre, il nous a semblé utile de recourir au concept de relève²⁷ – soit un groupe de militants, souvent jeunes mais pas nécessairement, dont la position subalterne est commune et nourrit un ressentiment activiste contre une direction perçue comme une oligarchie. Le Comité de la III^e Internationale est tout à fait typique de ce prosélytisme : sur une centaine de cadres connus de ce Comité, trente-sept ont appartenu au mouvement socialiste avant 1914, vingt-sept seulement ont adhéré après 1918 ; mais parmi les premiers, une toute petite minorité a occupé dans la SFIO des positions secondaires, en particulier fédérales, avant le conflit. La minorité de guerre est bien sortie des entrailles du Parti : sur sa presse, sa sociologie, ses pratiques, les archives du Centre des archives contemporaines de Fontainebleau constituent un gisement fondamental²⁸, qui nous renseigne tout autant sur la sortie que sur l'entrée en militantisme²⁹.

Les sources du premier communisme français

- 15 Le dernier bloc d'archives concerne la documentation de plus en plus vaste disponible sur le premier communisme français. Par commodité, on peut y distinguer deux ensembles : tout d'abord, les sources qui nous renseignent sur les coulisses de Tours. On ne sait pas tout de la genèse des « 21 conditions » et de la rédaction des motions d'adhésion. Là-dessus, le fonds Renoult, partiellement exploité par Jacques Girault, n'a pas révélé tout ce qu'il contient³⁰. Le rapport de Clara Zetkin, adressé à Zinoviev après son passage à Tours, est l'autre pièce importante de ce renouvellement. Daté du 1^{er} février 1921, il relate l'intervention de Zetkin lors du congrès et les tractations entre les différentes tendances du camp favorable à l'adhésion³¹. Le congrès, en fait, est un événement plus confus qu'il ne l'est resté dans la mémoire militante et l'historiographie. Le rapport montre en effet qu'à son arrivée, Zetkin ignorait la décision de l'Internationale communiste à propos de la présence ou non de Jean Longuet dans le nouveau parti. Elle s'en tenait donc à la dérogation exceptionnelle accordée par Lénine à Frossard et Cachin dans les « conditions » dont ces derniers avaient pris connaissance à Moscou dans l'été 1920. Certes, Zetkin est, pour sa part, hostile à Longuet, qui s'était selon elle *de facto* exclu de l'Internationale communiste en participant à la conférence internationale de Berne, au début de décembre 1920. Mais lorsqu'elle prend la parole dans son célèbre discours de Tours, au milieu de l'intervention de Frossard, elle ignore le contenu du fameux télégramme de Zinoviev, dont le contenu lui a simplement été décrit comme « très moscoutaire » par Marcel Cachin. C'est d'ailleurs à la demande de ce dernier, et au moment indiqué par lui, que Zetkin monte sur la tribune. L'exclusion de Longuet n'est ni un hasard ni une manœuvre machiavélique : elle est un « événement » au sens fort du terme. Ce qui demeure partiellement énigmatique, ce sont les tractations qui décident les bolcheviks à exclure Longuet, même si leur message est clair : le parti communiste n'est pas le parti de la minorité. Cette dernière devait mettre cinq ans à le comprendre et à en tirer les conséquences.

- 16 Le second bloc d'archives concerne le premier communisme français à proprement parler. Il s'appuie sur les bobines microfilmées du PCF conservées aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis, complétées par la documentation issue de différents fonds du RGASPI, en particulier du fameux « fonds français³² ». Ces documents nous ont permis de décrire en détail certains processus à l'œuvre au sein du nouveau parti communiste, tels que l'élaboration de nouvelles pratiques inquisitoriales ou la subversion par l'Internationale communiste des statuts votés à Tours. Ces processus sont fondamentaux pour comprendre la déconstruction progressive de l'univers militant issu de la minorité et la construction concomitante d'un « parti de type nouveau », doté de son propre référentiel. L'affaire dite de la « 22^e condition » ou les débats autour du « grave précédent » que constitue, selon l'expression du député communiste Renaud Jean³³, la nomination par l'Internationale communiste des membres de la direction de la SFIC avant le congrès de Paris en 1922 sont quelques-uns des chantiers éclairés par ces archives. La lente maturation de la pratique de l'autocritique est exemplaire de cette « histoire par le haut et par le bas » de la construction du parti communiste comme section de l'Internationale communiste qu'il est désormais possible de faire. D'abord perçue et adoptée comme une pratique positive par les militants communistes, elle devient un instrument du centralisme et un dispositif d'exclusion administrative aux mains du centre, face auquel les militants n'ont plus de protection efficace, du fait de l'émasculatation progressive de la Commission des conflits.

Conclusion

- 17 Ce vaste ensemble d'archives permet de restituer dans toute son ampleur le mouvement de régénération des pratiques et des idéaux socialistes engagé par la guerre qui préside à la naissance d'un « type nouveau » de parti. C'est en son sein que la jeune relève militante de 1920 a cru trouver à la fois une réponse à la grande « trahison » de 1914 et aux contradictions du militantisme socialiste d'avant-guerre. L'hypothèse de la régénération ouvre ainsi la possibilité d'une réflexion sur les matrices culturelles et politiques du communisme français, et d'une histoire sur la longue durée des élites politiques du « quatrième État » dans laquelle le communisme français s'inscrit pleinement.

NOTES

1. Danielle TARTAKOWSKY, *Les Premiers communistes français*, Paris, Presses de la FNSP, 1980, p. 37.
2. Romain DUCOULOMBIER, *Régénérer le socialisme. Aux origines du communisme en France (1905-1925)*, thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Marc Lazar, IEP de Paris, 2007.
3. Annie KRIEGLER, *Aux origines du communisme français 1914-1920*, Paris, Mouton, 1964, 2 vol.
4. Robert WOHL, *French Communism in the Making, 1914-1924*, Stanford, Stanford University Press, 1966.

5. Partiellement publiées dans Jules HUMBERT-DROZ, *L'Œil de Moscou à Paris*, Paris, Julliard, 1964.
6. Danielle TARTAKOWSKY, *Les Premiers communistes français*, op. cit.
7. Parmi d'autres travaux, Aurélien DURR, *Albert Treint : itinéraire politique (1914-1939)*, thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Jacques Girault, université Paris XIII, 2006 ; David SAINT-PIERRE, *Maurice Laporte. Une jeunesse révolutionnaire. Du communisme à l'anticommunisme (1916-1945)*, Laval, PU de Laval, 2006.
8. Jacques JULLIARD, « Compte rendu de la thèse d'Annie Kriegel, "Histoire du mouvement ouvrier français, 1914-1920. Aux origines du communisme français" », *Le Mouvement social*, janvier-mars 1965, n° 50, p. 121-127 ; Tony JUDT, *Le Marxisme et la gauche française, 1830-1981*, Paris, Hachette, 1987 (1986), p. 30 : « L'idée que le marxisme a "ruiné" le socialisme en France, ou l'idée contraire, qu'il l'a "sauvé" en greffant le léninisme sur la tige brisée de la plante indigène, trahissent le même manque de discernement. [...] Il est pourtant des plantes rampantes qui indiquent une voie ».
9. Lettre de Jean Charles à Maurice Thorez, Besançon, 25 mars 1964 [Arch. nat., fonds Maurice Thorez, 626 AP/277].
10. Robert CASTEL, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard, Folio, 2007 (Fayard, 1995).
11. Lettre de Clara Zetkin à Lénine, 25 janvier 1921 [*Briefe Deutscher an Lenin, 1917-1923 : Vertreter der deutschen Arbeiterbewegung im Briefwechsel mit Lenin*, Berlin, Dietz Verlag Berlin, 1990, p. 211-213].
12. Rapport de Clara Zetkin à Zinoviev, 1^{er} février 1921 [RGASPI, 528/2/72].
13. Jeremy AGNEW, Kevin MCDERMOTT, *The Comintern. A History of International Communism from Lenin to Stalin*, Londres, McMillan, 1996, p. 15.
14. Patrizia DOGLIANI, « Socialisme et internationalisme », *Cahiers Jaurès*, janvier-mars 2009, n° 191, p. 11-31.
15. L'épineuse question des traductions par le service de presse de l'Internationale communiste est soulevée par l'article de Marie-Cécile Bouju.
16. Danielle TARTAKOWSKY, *Écoles et éditions communistes, 1921-1933. Essai sur la formation des cadres du PCF*, thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Claude Willard, 1977, 2 vol. ; Annie KRIEDEL, *Les Communistes français. 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985, ainsi que les travaux sur l'École léniniste internationale [ELI], aujourd'hui très fournis.
17. Sur ce point, nous nous permettons de renvoyer à Vincent CHAMBARLHAC, Romain DUCOULOMBIER (dir.), *Les Socialistes et la Grande Guerre. Militants, ministres, combattants de la majorité, 1914-1918*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 2008.
18. Arch. nat., fonds Marcel Sembat, 637 AP/49. L'OURS conserve également un riche fonds Marcel Sembat sous les cotes 33 APO et 70 APO. Les archives d'Albert Thomas [Arch. nat., 94 AP], très mal classées, sont difficiles d'utilisation.
19. Institut d'histoire sociale, fonds Charles Dumas.
20. Une révolte déjà documentée par Jean-Louis ROBERT, *Les Ouvriers, la Patrie et la Révolution Paris 1914-1919*, Paris, Les Belles-Lettres, 1995.
21. Sur ce fonds exceptionnel, dont une partie seulement se trouve aux Archives d'histoire contemporaine [AHC] de l'IEP de Paris, nous renvoyons à notre étude à paraître : Romain DUCOULOMBIER, « Entre minorité et majorité : la famille Dispan de Floran » [actes du colloque « Les socialistes et la Grande Guerre. Réseaux, parcours, expériences », organisé par Romain Ducoulombier et le Centre de recherche lorrain d'histoire [CRULH], Université Paul-Verlaine de Metz, 26-27 mai 2009] [N. d. É. : parue à Paris, chez L'Harmattan/Fondation Jean-Jaurès, 2010].
22. Sur tous ces développements, nous nous permettons de renvoyer le lecteur à notre thèse à paraître aux éditions Buchet-Chastel en 2010 [N. d. É. : *Camarades ! La naissance du parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010, 428 p.].

23. Parmi une bibliographie abondante, voir en particulier *Syndicalisme révolutionnaire et communisme, les archives de Pierre Monatte*, par Colette CHAMBELLAND et Jean MAITRON, préface d'Ernest Labrousse, Paris, Maspero, 1968 ; Alfred ROSMER, *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre*, tome 1 : *De l'Union sacrée à Zimmerwald*, Paris, Librairie du Travail, 1936 ; Alfred ROSMER, *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre*, tome 2 : *De Zimmerwald à la Révolution russe*, Paris, Mouton, 1959 ; Boris SOUVARINE, *Autour du Congrès de Tours*, Paris, Éditions Champ libre, 1981 ; *Archives de Jules Humbert-Droz*, tome I : *Origines et débuts des partis communistes des pays latins (1919-1923)*, édition établie par Siegfried Bahne, Dordrecht (Pays-Bas), D. Reidel Publishing Company, 1970 ; Henri GUILBEAUX, *Lénine à Zimmerwald*, éditions G. Mignolet et Storz, 1934.
24. François FERRETTE, *Le Comité de la III^e Internationale et les débuts du PC français (1919-1936)*, mémoire de maîtrise d'histoire, sous la direction de Claude Pannetier, Université Paris I, 2005.
25. Rapport confidentiel de Louis de Brouckère à Marcel Sembat, 16 décembre 1916 [Arch. nat., fonds Marcel Sembat, 637 AP/49].
26. François FERRETTE, *op. cit.*, p. 124.
27. Sur le concept de « relève », voir Olivier DARD, *Le rendez-vous manqué des relèves des années trente*, Paris, PUF, 2002 ; Olivier DARD, Étienne DESCHAMPS (dir.), *Les relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre*, Bruxelles, Berne et Berlin, PIE-Peter Lang, 2005.
28. Depuis cette communication, prononcée le 11 juin 2009, les Archives nationales ont procédé au déménagement d'une partie importante des versements de Fontainebleau vers leur site de Pierrefitt-sur-Seine, ouvert au public en janvier 2013. Se renseigner, sur le site Internet (salle des inventaires virtuelle) pour connaître la localisation actualisée de chaque versement.
29. Être rayé du Carnet B, comme l'anarchiste Roger Cibot en 1922, après avoir été condamné pour provocation de militaire à la désobéissance en 1905 (à 27 ans) et pour fausse monnaie en 1907 [Arch. nat., 19940437/259, dossier 24162], ou y entrer, comme Maurice Thorez, le 4 février 1925 [Arch. dép. Pas-de-Calais, 1405W335] est un critère parmi d'autres de visibilité militante.
30. Jacques GIRAULT, « À propos de la motion d'adhésion à la III^e Internationale (octobre-novembre 1920) », *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, n° 3 (37), 4^e trimestre 1980, p. 31-50.
31. RGASPI, 528/2/72.
32. Conservé sous la cote 517 dans les fonds de l'Internationale communiste. Voir, pour une description raisonnée de ce fonds, Alexandre COURBAN, David FRANÇOIS, Christian OPPETIT, Serge WOLIKOW, *Guide des archives de l'Internationale communiste, 1919-1943*, Dijon, Archives nationales/MSH Dijon, 2009, p. 287-294.
33. Commission française, IV^e Congrès de l'Internationale communiste, 2 décembre 1922 [RGASPI, 491/1/295/1588].

RÉSUMÉS

Reprenant les grandes lignes de sa thèse, Romain Ducoulombier expose comment la thèse « accidentaliste » proposée par Annie Kriegel pour expliquer la naissance du Parti communiste français, présentée par elle comme une « greffe » du communisme bolchevique sur le corps de la SFIO, ne peut valablement rendre compte de la réalité de l'implantation du parti communiste en France ; qu'il faut bien plutôt penser la réalité du premier communisme français dans une conjoncture large, qui commence en 1914 et dure jusqu'au tournant des années 1924-1926, au

moment du tournant de la « bolchevisation », à la fois conséquence et développement de la crise née au moment de la guerre à l'intérieur de la SIO.

L'histoire de la naissance du communisme français s'inscrit dans celle de l'Internationale communiste, dans celle de la guerre de 1914-1918, mais d'abord dans l'histoire de la Gauche et de ses enjeux, en 1914 et pendant la guerre. Elle ne se réduit à aucune de ces problématiques, mais on peut considérer que la dépendance à l'égard de la crise provoquée dans le mouvement socialiste par la guerre de 1914 offre la voie d'accès la plus éclairante pour saisir la réalité de ce premier communisme français. C'est dans ce refus, la révolte de la minorité de guerre du Parti contre la guerre, dans le désir de régénérer le Parti socialiste d'une nouvelle génération de militants, qu'il faut chercher les sources de l'adhésion à la III^e Internationale. Pour saisir la réalité de cette opinion militante qui provoqua l'adhésion à la III^e Internationale, la nécessité d'une « histoire par le bas » s'impose. Elle est nécessaire pour comprendre qu'il s'est agit, en 1920, non pas de l'imposition d'un modèle bolchevique, mais bien plutôt d'une adaptation stratégique, par une nouvelle génération de cadres, à une nouvelle pratique militante pour la constitution d'un parti de type nouveau, dont le parti bolchevique apparut alors comme le modèle.

Afin de documenter cette approche nouvelle, certains fonds d'archives imparfaitement exploités jusqu'à présent (fonds Albert Thomas et fonds Marcel Sembat aux Archives nationales ; fonds Dispan de Florant au centre d'archives de l'ENSP) ont permis à Romain Ducoulombier de vérifier efficacement ses hypothèses de travail. De même, le fonds dit Panthéon (dossiers de la sous-série F7 des Archives nationales) et surtout le fonds dit de Moscou, conservé à Fontainebleau, fournissent-ils un matériau documentaire de premier ordre et constituent-ils une référence documentaire incontournable, recoupant les fonds du RGASPI, pour jeter les bases d'une prosopographie complète des militants socialistes impliqués dans l'histoire de ce premier communisme français.

INDEX

Mots-clés : communisme bolchévique, fonds d'archives dit Panthéon, Sembat (Marcel), Thomas (Albert), mouvement socialiste

AUTEUR

ROMAIN DUCOULOMBIER

Agrégé, docteur en histoire, ATER, université Paul-Verlaine de Metz

Une édition régionale de *L'Humanité* : *L'Humanité du Midi* (décembre 1923-novembre 1925)

Alexandre Courban

- 1 Invité par les organisateurs de cette journée d'étude à exploiter un fonds récemment ouvert à la consultation, mon intention est de vous proposer de revisiter un objet d'histoire – à savoir le quotidien *L'Humanité* – à partir du fonds de Moscou conservé à Fontainebleau, et depuis 2013 sur le site de Pierrefitte-sur-Seine des Archives nationales. Les lecteurs de *L'Humanité* ne lisent pas tous le même quotidien tous les jours. Outre l'édition nationale, il existe, selon les époques et selon la localité d'achat du journal, d'autres éditions méritent toute l'attention. Notre intention est de nous intéresser ici à l'une de ces éditions régionales – l'édition du Midi, des Alpes à l'Océan –, qui paraît pendant près de deux ans, entre le 1^{er} décembre 1923 et le 30 novembre 1925.
- 2 Ce travail s'appuie sur la consultation des différentes éditions dites de Nîmes (différente de l'édition de Paris, consultable en ligne via la bibliothèque numérique de la BNF, Gallica) ; sur les archives du journal déposées aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis ; sur les fonds conservés aux Archives nationales, et en particulier sur un article qui comprend plusieurs centaines de documents relatifs à *L'Humanité du Midi* : quelques exemplaires du journal, de la correspondance, en particulier des lettres du préfet du Gard ou de son homologue des Bouches-du-Rhône adressées au ministre de l'Intérieur ou bien encore des communications des renseignements généraux envoyées aux préfets et au directeur de la Sûreté générale), des circulaires du parti communiste, etc. Il sera montré pourquoi l'administration du journal *L'Humanité* décide de multiplier les éditions du quotidien, avant de présenter le processus de mise en place de l'édition de *L'Humanité du Midi*, l'organisation de la rédaction de Nîmes et le contenu proposé.

Pourquoi une édition régionale de *L'Humanité* ?

- 3 Mettre en place une édition régionale est un investissement dans la perspective de toujours accroître le nombre de lecteurs, et par conséquent l'influence du journal communiste. C'est également une façon de contourner une autre difficulté : celle d'augmenter la pagination.

Augmenter la pagination est un moyen de diversifier le contenu du journal

- 4 L'administration de *L'Humanité* se fixe comme objectif permanent de donner davantage de contenu aux lecteurs pour mieux répondre à leurs attentes réelles ou supposées. L'augmentation de la pagination du quotidien, y compris de façon ponctuelle, est l'un des moyens pour y parvenir.
- 5 Il est souvent décidé d'insérer davantage de pages certains jours plutôt que d'autres afin d'asseoir l'audience du quotidien communiste parmi certaines catégories de lecteurs. Le choix de paraître tel ou tel jour à six pages au lieu de quatre n'est jamais anodin. Il répond à un *a priori* quant à d'éventuelles habitudes ou disponibilités de lecture.
- 6 L'administration du journal tend à privilégier le dimanche pour éditer *L'Humanité* sur un nombre de pages supplémentaires : plus de neuf exemplaires sur dix datés du dimanche paraissent sur six ou huit pages (entre le 1^{er} janvier 1921 et le 31 mars 1934). Ce choix permet d'offrir davantage d'informations, principalement à la clientèle parisienne quasiment, seule à pouvoir disposer du quotidien du dimanche dans la matinée jusqu'en octobre 1935.
- 7 En dehors de la région parisienne, le quotidien n'est disponible dans certaines villes qu'en fin de matinée (par exemple, Nantes, Lille, Nancy, Belfort, Rennes), dans l'après-midi (par exemple, Dunkerque, Limoges, Lyon, Clermont-Ferrand, Bordeaux, Brest), dans la soirée (par exemple, Marseille, Montpellier, Hendaye, Toulouse, Nice), voire le lendemain (par exemple, Perpignan).
- 8 Les difficultés de distribution du quotidien contribuent à expliquer pourquoi l'administration de *L'Humanité* envisage la mise en place d'une édition régionale, ce d'autant plus qu'il est difficile d'augmenter la pagination du journal.

Bref historique de la pagination de *L'Humanité*

- 9 Au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'administration de *L'Humanité* s'emploie à retrouver la pagination sur six pages qui était celle du quotidien avant le déclenchement des hostilités.
- 10 Pendant cinq ans, de janvier 1921 à mars 1926, *L'Humanité* est d'abord un quotidien édité sur quatre pages (73 % des numéros) bien qu'il paraisse aussi sur six pages (27 % des numéros). En effet, l'administration du journal parvient peu à peu à éditer régulièrement le journal sur six pages : d'abord une fois par semaine (de février à juillet 1921, puis d'octobre 1921 à mars 1922), puis deux (avril 1922-janvier 1923) et enfin trois jours par semaine (avril 1925-mars 1926).

- 11 Mettre en place une édition régionale est une façon de satisfaire les lecteurs en leur offrant un contenu différent de celui qui leur est jusqu'alors proposé et de contourner la difficulté d'augmenter la pagination de l'édition nationale. Tel est le point de vue théorique de l'administration du journal.

Projet de l'édition de *L'Humanité du Midi*

Quelques antécédents à la mise en place des éditions du Midi « des Alpes à l'Océan »

- 12 Afin d'élargir l'audience du quotidien communiste, l'administration du journal envisage à plusieurs reprises de doter *L'Humanité* d'éditions régionales (malgré l'échec de la seule tentative du quotidien, alors socialiste, d'une édition pour le département du Nord en 1911, et malgré les critiques formulées par quelques dirigeants communistes). Il s'agit non seulement de répondre aux attentes exprimées régulièrement par les militants communistes dans différentes régions, mais aussi d'augmenter les ventes du journal jugées insuffisantes en province. L'augmentation de la faible part réservée jusqu'alors dans l'édition nationale aux informations locales doit aider tout à la fois au développement du journal et au renforcement du parti.
- 13 Les premières discussions au sein du Conseil d'administration et de direction du journal (entre octobre 1921 et novembre 1922) portent sur la faisabilité d'une seconde édition, destinée à la province. Cette revendication est notamment portée devant le 2^e congrès du parti (Paris, 15-19 octobre 1922) par des délégués de province, qui proposent de supprimer certains journaux dont la charge est supportée par *L'Humanité* pour permettre à l'organe central de se doter d'éditions régionales. Un projet d'une édition de province est discuté par le Conseil d'administration et de direction de la presse communiste peu de temps après le projet avorté d'une édition du Nord de *L'Humanité*.

À l'origine de l'édition de *L'Humanité du Midi* : une initiative du Gard

- 14 En définitive, la première expérience d'une édition régionale de *L'Humanité* ne se situe pas dans le nord de la France mais au sud. L'initiative en revient, non pas à la direction nationale du parti ou bien au Conseil d'administration et de direction du journal, mais à la fédération du Gard, dont les adhérents décident, lors du congrès fédéral (Nîmes, 26 novembre 1921), de faire paraître un *Supplément gratuit de L'Humanité*. D'abord distribué dans le Gard (1^{er} décembre 1921-28 février 1922), puis également en Ardèche (1^{er} mars-31 octobre 1922), le *Supplément* se transforme le 1^{er} novembre 1922, doublant quasiment de format, pour être aussi diffusé dans les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse.
- 15 Le Conseil d'administration de la presse communiste envisage, après une année d'existence du supplément imprimé à Nîmes d'étendre cette initiative à d'autres départements, considérant cette expérience comme un succès difficile à vérifier en l'état actuel de nos recherches.
- 16 À partir du 3 mai 1923, deux éditions sont diffusées : la première, à l'est du Rhône (Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Basses-Alpes, Hautes-Alpes) ; la seconde, à l'ouest (Gard, Hérault, Ardèche, Lozère, Vaucluse). Enfin, à l'automne 1923, fort de deux ans d'expérience, le *Supplément* édité à l'initiative des militants de la fédération du Gard

est abandonné au profit des *Éditions du Midi des Alpes à l'Océan*, de l'organe central du Parti communiste, dont le premier numéro paraît le 1^{er} décembre 1923.

Aperçu des éditions du Midi (1^{er} décembre 1923-30 novembre 1925)

- 17 Il s'agit d'ajouter au quotidien national un contenu régional fort. Chaque jour, les articles politiques, les informations nationales et les nouvelles internationales à paraître dans l'édition parisienne sont télégraphiés pour être publiés dans les éditions du Midi (en première et deuxième pages). Seule la « chronique régionale » est placée sous la responsabilité d'une rédaction installée à Nîmes. Destinée à remplacer les deux suppléments édités jusqu'alors, elle est publiée en troisième page. Le feuillet et la publicité sont par ailleurs publiés en page quatre.
- 18 Afin de desservir un maximum de départements méridionaux, le Conseil d'administration décide de laisser à Nîmes l'imprimerie des éditions du Midi de *L'Humanité*. L'administration de *L'Humanité du Midi* envisage d'abord quatre éditions, soit quatre pages, dont trois différentes. Finalement, *L'Humanité du Midi* paraît en six éditions à partir du 15 décembre 1923 :
 - l'édition de la « région provençale » (Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Basses-Alpes, Hautes-Alpes) ;
 - l'édition de la « région du Sud-Ouest » (Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Tarn, Aude, Pyrénées-Orientales, Ariège), qui devient l'édition de la « région toulousaine » ;
 - l'édition des « régions cévenole et dauphinoise » (Haute-Savoie, Savoie, Isère, Ardèche, Drôme, Vaucluse, Lozère, Haute-Loire, Puy-de-Dôme) ;
 - l'édition de la « région du Languedoc » (Gard, Hérault) ;
 - l'édition de la « région lyonnaise » (Rhône, Loire puis ultérieurement Saône-et-Loire) ;
 - et l'édition de la « région bordelaise » (Gironde, Lot-et-Garonne, Gers, Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées, Landes).

Aperçu du contenu et de la rédaction de *L'Humanité du Midi*

- 19 S'intéresser au contenu du journal implique de rappeler qu'il existe un débat qui divise les militants quant à la formule éditoriale à privilégier. S'agit-il d'éditer un journal communiste d'informations principalement en direction des sympathisants ou bien d'éditer un organe central plutôt destiné aux militants ?

Type de contenu

- 20 Concernant les pages spécifiques à *L'Humanité du Midi*, il s'agit d'abord de publier des informations locales, c'est-à-dire, d'après la définition proposée par le *Supplément quotidien et gratuit de L'Humanité* du 2 novembre 1922, « l'état civil, accidents, foires, marchés, compte rendu des séances du conseil municipal, convocation des sociétés, sports, obsèques, communiqués de la mairie et des administrations publiques, etc. ».
- 21 Mais aussi des « nouvelles locales », c'est-à-dire des « informations publiées par les journaux bourgeois, avec la différence que nos correspondants – des ouvriers et des

paysans comme vous – sauront exprimer vos aspirations et vos souffrances et mener un ardent combat contre les profiteurs qui vivent de votre sueur et de votre sang ».

- 22 Il ne fait aucun doute pour la rédaction de *L'Humanité du Midi* que le quotidien communiste offre également la possibilité de publier des articles politiques (et pas uniquement des annonces relatives à l'état civil ou aux foires) et d'en préciser les règles :

« La polémique doit être faite **contre** [en gras dans le texte original] les adversaires du Parti, elle sera dépersonnalisée autant que possible, mais nos correspondants doivent à l'occasion critiquer les administrateurs locaux et les élus bourgeois en donnant dans leur communication la note communiste. En aucun cas et sous aucun prétexte le Supplément n'insérera des polémiques de tendances entre membres du Parti ni des articles doctrinaux. »

- 23 Le lancement des éditions du Midi répond à une demande politique, formellement exprimée par les militants locaux, comme le souligne l'avis suivant : « À nos lecteurs. À la demande de la fédération de l'Ardèche, le journal *L'Humanité*, propriétaire du "supplément gratuit" a décidé d'ouvrir les colonnes du Supplément à nos camarades de ce département à partir du 1^{er} mars [1922] ».
- 24 Ces différentes éditions comprennent notamment des convocations à des réunions, des comptes rendus de conférences, des comptes rendus de meetings, des comptes rendus de fêtes organisées par les organisations du mouvement ouvrier, des articles politiques sur la situation locale, en particulier à l'occasion des élections. Autrement dit, *L'Humanité du Midi* contient des informations locales, particulièrement intéressantes pour celui qui étudie l'implantation du parti communiste ou la vie politique locale.

La rédaction de *L'Humanité de Nîmes*

- 25 Comme la rédaction nationale de *L'Humanité*, la rédaction de *L'Humanité de Nîmes* comprend plusieurs types de journalistes.
- 26 Elle compte des responsables politiques importants, spécialement détachés pour prendre en charge ce nouveau journal, tel Gabriel Péri, qui « a reçu du Bureau politique l'ordre de se mettre au service de *L'Humanité* jusqu'à fin décembre » de l'année 1923. Elle comprend également les différents secrétaires des fédérations départementales comme César Malbos, responsable du Gard en 1924.
- 27 La rédaction de *L'Humanité de Nîmes* s'appuie également sur des responsables politiques locaux, comme les secrétaires des sections communistes.
- 28 Enfin, elle s'appuie sur des correspondants, des militants qui contribuent bénévolement au journal, à l'image de Flandin et Nicoloni, deux ouvriers révoqués de l'arsenal de Toulon. Tout porte à croire que de nombreux militants locaux contribuent à informer le journal.

Conclusion

- 29 Contrairement aux espérances de la direction du Parti et de l'administration du journal, le succès n'est pas au rendez-vous. En octobre 1924, l'avenir des éditions du Midi paraît incertain. À peine un an après son lancement, l'existence du journal est remise en cause.

- 30 Finalement, les multiples besoins économiques de l'édition parisienne et les difficultés de réorganisation de l'organe central du parti ont raison de l'édition de Nîmes. Les éditions du Midi sont supprimées le 30 novembre 1925, à la suite de la réunion du Comité central des 17 et 18 novembre 1925, et remplacées par des hebdomadaires régionaux comme *La Provence ouvrière et paysanne* (Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard, Ardèche, Drôme, Alpes-Maritimes, Basses-Alpes et Hautes-Alpes). Ultérieurement, d'autres éditions régionales de *L'Humanité* verront le jour, avec plus ou moins de succès.
- 31 Malgré tout, l'expérience de *L'Humanité du Midi* se prolonge indirectement. Quelques anciens de la rédaction de Nîmes rejoignent la rédaction de *L'Humanité* à Paris, tel Pierre Forestier, secrétaire général du quotidien jusqu'en août 1930, ou encore Gabriel Péri, responsable de la rubrique internationale de 1924 à 1939.
-

RÉSUMÉS

Une édition régionale de *L'Humanité*, *L'Humanité du Midi*, fut expérimentée, entre 1921 et 1925, afin de tenter de répondre au besoin, d'une part, d'augmenter la pénétration du journal, d'autre part, de proposer un contenu plus riche aux lecteurs de province, qui ne pouvaient disposer, à la différence de la clientèle parisienne, d'une édition du quotidien plus étoffée, le dimanche dans la matinée, ce à quoi les premiers ne pouvaient prétendre, étant donné les difficultés de la distribution. L'expérience commença par le Gard ; une édition se mit en place à Nîmes, puis d'autres régions suivirent, couvrant toute la partie sud de la France. La question du contenu était au centre des préoccupations des responsables de cette édition du Midi. Les militants ressentaient fortement le besoin d'une expression politique, en réponse à la presse bourgeoise. Il s'agissait donc de combiner à la fois une information relativement généraliste et localiste et une information plus militante, pari en grande partie tenu. Cependant, les difficultés organisationnelles dans les relations avec la direction nationale de *L'Humanité*, ajoutées aux difficultés financières, amenèrent les responsables de *L'Humanité* à arrêter la publication de *L'Humanité du Midi* en novembre 1925. Désormais, et pour une longue période - jusqu'à l'après-guerre -, la presse régionale communiste ne fut plus qu'hebdomadaire.

INDEX

Mots-clés : presse communiste, histoire de la presse, presse politique

AUTEUR

ALEXANDRE COURBAN

Docteur en histoire, université de Bourgogne

Paroles de « défaitistes » : communistes, pacifistes et protestataires durant la « drôle de guerre »

Gilles Morin

- 1 Il arrive aux historiens fréquentant les archives en vue d'un travail précis de ne pas trouver de réponses satisfaisantes à leurs attentes premières ; mais, les papiers maniés se révélant d'une richesse insoupçonnée, de se retrouver avec de nouveaux objets de recherches qui remettent en question leurs certitudes ou leurs présupposés. Cette contribution est une illustration, parmi d'autres, d'une de ces rencontres riches d'enseignements que réservent parfois la fréquentation des sources premières. À l'origine ici, il y avait la recherche des manifestations de la présence du pacifisme au début de la Seconde Guerre mondiale. On sait que ce dernier a largement influencé la société française depuis la Grande Guerre, et plus encore, semble-t-il, la gauche française dans toutes ses composantes : des révolutionnaires aux intellectuels, en passant par les réformistes modérés, comme les amis du secrétaire général du parti socialiste SFIO, Paul Faure. J'avais, sur cette question, quelques connaissances, voire certitudes, qu'il est toujours bon de vérifier. Elles m'ont incité à aller chercher dans les archives des traces concrètes d'un pacifisme influent – tous les historiens s'accordent là-dessus –, mais dont on connaît mal les manifestations réelles en ce temps, en dehors de figures emblématiques pieusement évoquées, comme l'écrivain Jean Giono, le philosophe Michel Alexandre, le journaliste-scénariste Henri Jeanson, l'anarchiste Louis Lecoin, etc. Mon objectif était de repérer à la base l'action de ce pacifisme militant durant la « drôle de guerre », mais aussi de voir dans quelle mesure ce que l'on présente comme une culture ayant profondément irrigué la société française, avait pu s'exprimer et transgresser la nouvelle Union sacrée et transparaître dans la société, au point de devoir subir les foudres des autorités.
- 2 Le pacifisme le plus militant, et pas seulement celui appelé par les historiens « pacifisme intégral », n'a pas été épargné par la répression. Ainsi, les auteurs du tract

Paix immédiate ont-ils été inquiétés (certains comme Déat s'en étant désolidarisés par ailleurs), tout comme un certain nombre d'amis de Marceau Pivert, des anarchistes, tel Louis Lecoin, ou des pacifistes intégraux, comme Henri Jeanson, ces derniers se trouvant incarcérés et lourdement condamnés, parfois dès avant la déclaration de guerre. Ces faits sont connus¹. Pour aller plus loin, voir si s'était manifesté un pacifisme populaire par delà celui des élites connues, j'ai tout d'abord cherché dans les fonds publics classiques, ou nouvellement récupérés ou classés. Ainsi, la consultation des dossiers de police emportés par les Allemands et retrouvés à Moscou, d'une richesse sans pareil dans l'ensemble, s'est révélée décevante pour suivre les évolutions des pacifistes à la veille de la déclaration de guerre et surtout après celle-ci. Riches sur les communistes pourchassés pour trahison, après s'être solidarisés avec le Pacte germano-soviétique et parce qu'ils mènent une propagande défaitiste avérée, et sur ceux qui sont supposés à tort être communistes, ces archives sont pauvres sur les pacifistes. Non que la police ne les néglige, elle surveille les leaders et leurs contacts, pratique déjà des écoutes téléphoniques et surtout dépouille leur courrier² et est à l'affût de toutes dénonciations anonymes, des traces de défaitisme dans la correspondance surveillée par le contrôle postal. Cette maigre moisson d'origine policière est toutefois relativisée par un gros dossier conservé dans les papiers de fonds du ministère de l'Intérieur, qui rassemble plusieurs centaines de notes adressées à la présidence du Conseil sur des affaires qui ont souvent conduit leurs auteurs devant les tribunaux et pour finir en prison³. J'ai donc décidé de suivre la piste judiciaire prometteuse.

- 3 Les dossiers de justice s'appuient sur des faits précis, on peut donc espérer par leur intermédiaire approcher le contenu réel de l'activité, voire de la culture pacifiste ou de son expression dans cette période exceptionnelle : après la déclaration de guerre, mais avant les combats. Le pacifisme était-il emporté par l'Union nationale, ce qui révélerait une fragilité allant à l'encontre de tous les discours connus ? A-t-il trouvé le moyen de s'exprimer et alors de quelle manière ? S'oppose-t-il – comme on l'a souvent supposé –, au discours communiste de l'après pacte germano-soviétique ? Ou se confond-t-il avec lui ? S'en différencie-t-il plus simplement ? Accessoirement, puisque le rapport à l'étrange pacifisme ou défaitisme communiste de l'après pacte est évoqué, la question se pose aussi de savoir si ces poursuites et les dossiers de justice souvent très bien renseignés ne nous éclaireraient pas sur un phénomène très mal connu, celui des compagnons de route du communisme qui se retrouvent en mauvaise posture après le pacte germano-soviétique.
- 4 À l'opposé politiquement, le cas du défaitisme d'extrême-droite pose aussi problème⁴. L'intensité du discours pacifiste des héritiers de l'Action française et des grandes ligues « fascistes » conduit à s'interroger sur la persistance d'un discours pacifiste d'extrême droite durant la drôle de guerre, avant la « divine surprise » de la défaite et de la naissance de Vichy.
- 5 Telles étaient mes interrogations initiales : l'espoir de trouver des informations sur les pacifistes de gauche, éventuellement sur les compagnons de route du communisme et sur le pacifisme d'extrême-droite, favorable au fascisme et à l'Allemagne nazie, et enfin mesurer comment – et surtout voir pourquoi – le monde militant a pu se retrouver frappé par la répression sur cette inculpation.
- 6 Une première surprise, relative toutefois, m'attendait. Dans le classement thématique des dossiers de justice et des correspondances entre la Chancellerie et les procureurs

généraux, consultable aux Archives nationales⁵, le thème du « pacifisme » n'apparaît pas directement, ni indirectement, par un renvoi. Le fait est-il signifiant ? Pas vraiment, dans le sens où le cadre de classement est fixé depuis la fin du XIX^e siècle, ne bougeant qu'à la marge. D'autre part, le pacifisme a probablement trop imprégné la société pour que le condamner – et même ses excès – soit possible. Surtout, le pacifisme peut être une opinion et celles-ci ne peuvent être poursuivies. Ce qui intéresse la Justice, ce sont les actions concrètes contre la Défense nationale, non les opinions. Elle réserve donc ses foudres au « défaitisme », condamnant sous ce vocable de multiples comportements politiques concrets. Plusieurs milliers de dossiers en témoignent. Dans cette masse, les prises de position politiques sont minoritaires, confondues avec les autres affaires qui relèvent elles de comportements non directement politiques.

- 7 L'analyse de ces dossiers, grâce à une base de données construite pour ce faire, montre que, dans plus de 40 % des cas, les personnes poursuivies pour « défaitisme » sont en fait des militants ou sympathisants communistes. Fallait-il les écarter de mon étude ? Cela permet la comparaison entre eux et les autres accusés de « défaitisme », dont les pacifistes. Ensuite et surtout, le communisme de la « drôle de guerre » a fait l'objet de nombreuses études, mais il m'est apparu que, dans ces affaires, s'exprimait une parole réelle que l'on ne trouve pas dans les sources traditionnelles, ou pas sous cette forme adaptée, donc souvent imprécise, et qu'il était particulièrement intéressant de cerner.

Les sources et leur utilisation

- 8 La source principale utilisée ici est la sous-série BB/18 des Archives nationales, bien connue des historiens de la justice. Elle contient des « dossiers banaux éternels », dont l'intérêt est tout d'abord de couvrir l'ensemble du territoire français. Toutes les affaires ou presque s'étant produites dans l'ensemble de la France à un moment donné y figurent sous forme de signalements. De taille modeste généralement – quelques feuillets –, ils comprennent pour l'essentiel des correspondances échangées entre les procureurs généraux (PG) et la Chancellerie (le nom courant des services centraux du ministère de la Justice), des notes de celle-ci. Peuvent être annexés aussi divers rapports de police, plus rarement des enquêtes de police judiciaire fouillées et des documents saisis ou leurs copies, comme des tracts ou des affiches, des lettres de dénonciation, etc. Les résumés de ces affaires étant souvent succincts et imprécis, des compléments d'informations ont été recherchés, notamment sur les parcours personnels, dans des dossiers provenant du fonds de Moscou et dans divers dossiers des Archives nationales, comme des correspondances du ministère de l'Intérieur avec la présidence du Conseil (sous-série F/7) et dans le *Maitron*⁶ bien sûr. Si les différentes sources informations se recoupent le plus souvent, il apparaît dans les sources complémentaires que les dossiers banaux ne rassemblent pas toutes les enquêtes en cours, un léger déficit existe, notamment pour les affaires suivies par la justice militaire. *A contrario*, des poursuites pour propagande communiste concernent parfois les activités défaitistes, voire celles de militants d'extrême-gauche confondus avec les communistes.
- 9 Il serait possible d'élargir cette enquête aux archives militaires, à celles de la Préfecture de police et même d'explorer certains fonds d'archives départementales. Mais cet ensemble cohérent permet une première étude.

- 10 En tout, quelque 2000 dossiers ont été examinés, ne retenant que ceux qui traitent d'affaires ouvertes avant l'invasion de la France, en tout cas avant le 30 mai 1940. Cette coupure s'impose car pacifisme et défaitisme n'ont plus la même nature après la défaite. De plus, après celle-ci, en ces temps d'effondrement et d'exode, l'émotion et les rumeurs déforment les faits outrageusement. Sur les 2000 dossiers consultés, j'en ai retenu un quart environ. Une partie concernait des dossiers d'interdiction de presse ; beaucoup d'autres, des poursuites contre les communistes pour propagande. J'ai écarté ces derniers, sauf si des propos « défaitistes » avaient également été l'objet de poursuites. De la même façon ont été éliminés les dossiers vides, ou très peu fournis, ceux qui ne rendent compte que des condamnations et de leurs motifs, mais sans citer les paroles précises qui motivent les condamnations. Sont encore écartés les dossiers d'aliénés (plusieurs dizaines), de SDF multirécidivistes, des dossiers trop lacunaires ou douteux. De même n'ont pas été retenus une importante part de dossiers d'étrangers ou de coloniaux qui, plus que du défaitisme, pratiquent une critique en règle du colonisateur⁷ ou du pays d'accueil ou de refuge, comme ces Belges qui tentent de défendre l'honneur de leur pays après la capitulation de leur armée ou protestent contre l'accueil qui leur est fait. On y trouve aussi des étrangers, dont de nombreux Italiens⁸ ou Espagnols qui proclament leur déception, voire leur haine de la France et des Français, qu'ils rêvent souvent de voir « dressés », d'Allemands, naturalisés Français ou non, qui défendent leur patrie. Je n'ai pas retenu non plus, pour l'essentiel, les Polonais, communistes ou non, qui approuvent le pacte, l'attaque allemande⁹ ou soviétique, l'invasion de la Finlande ensuite¹⁰ et dénoncent leur pays, dont certains semblent à peine pratiquer la langue française, ni la plupart des communistes italiens ou espagnols inculpés. Leur inclusion aurait affaibli la démonstration, car on peut toujours discuter de leur spécificité et du fait que leurs propos ont pu être déformé par la barrière de la langue. Notons toutefois que leur consultation n'a pas contredit mes conclusions : la masse de leurs dossiers va dans le même sens que celle de leurs camarades français.
- 11 Restent donc à ce jour 446 dossiers. On peut les classer en trois catégories : une expression populaire de personnes dont il n'a pas été établi qu'elles militaient dans une organisation et pour lesquelles leurs préférences idéologique n'apparaissent pas ; ensuite, 60 % de personnes tenant un discours s'apparentant à une profession de foi politique ou qui sont repérées par les autorités comme militantes d'une organisation ; les communistes et communistes, avec 182 cas, représentent un peu plus de 40 % de l'ensemble du corpus, les autres moins de 20 %¹¹. Ici ne seront retenus que les deux grands ensembles, le défaitisme populaire et le défaitisme communiste.
- 12 Les critiques dépassent largement les milieux communistes et ceux de l'extrême-gauche et nous forcent à nous interroger sur la thèse du consentement à la guerre.

La justice, révélateur d'une société populaire troublée : les limites du consentement à la guerre

- 13 L'impression générale tirée de la lecture de propos des dossiers retenus, qui vont de la réflexion politique construite aux éclats et aux « coups de gueule » souvent orduriers, est celle d'une société profondément troublée. Les paroles poursuivies par la Justice s'expriment surtout dans les milieux populaires.

- 14 Le « défaitisme » concerne en effet 43 % d'ouvriers, 17 % d'employés, 12 % de commerçants ou artisans, alors que les agriculteurs (9 %) sont sous-représentés et les catégories supérieures sont assez rares. Notons, *a contrario*, la surreprésentation des enseignants (9 %) Les femmes comptent pour un sixième des cas présents (à peine moins chez les communistes) et ne se distinguent pas socialement.

Tableau 1. Répartition socio-professionnelle des « défaitistes » au moment de la « drôle de guerre »

Ouvriers	43 %
Employés	17 %
Enseignants	9 %
Autres fonctionnaires	2 %
Commerçants et artisans	12 %
Cadres	Moins de 1 %
Agriculteurs	8 %
Professions libérales	2 %
Indépendants	1 %
Autres	5 %

- 15 Si on rentre dans le détail des dossiers, il apparaît que beaucoup de poursuites concernent des laissés pour compte de la société : illettrés, journaliers, orphelins, débiles légers, sans domicile fixe, dont le mode d'expression ou de protestation est souvent celui du « coup de gueule », ce qui ne pardonne pas en ce temps. Nombre des hommes inculpés sont, notons-le encore, réformés pour causes diverses. J'ai évoqué déjà le recours très courant à l'insulte et à un langage grossier (« les cons », « les vaches », « les emmanchés » ...), dans les catégories populaires. Mais, cette expression violente de la haine sociale apparaît aussi dans d'autres milieux plus aisés.
- 16 Citons un exemple pris dans les catégories très modestes : un manœuvre, SDF et illettré de 38 ans, entre dans un café de Seine-et-Marne et s'écrie : « Il faudrait qu'Hitler vienne ici pour dresser les cultivateurs »¹². Emmené par le garde-champêtre et l'adjoint au maire, qui l'a dénoncé, il aggrave son cas en criant : « Vive Hitler, vive Staline ». Cet homme réformé, d'1,55 m selon le bulletin de signalement, porte un tatouage au bras droit, où est inscrit « enfant de malheur » et, sur le bras gauche, un dessin de « nu fatigué ». Déféré à la justice militaire, à la demande de celle-ci, le bougre s'est montré violent en parole mais peu agressif.
- 17 À l'image de ce cas, il est très vite apparu que les dossiers consultés nous en apprennent autant sur la société et son état en 1939 que sur le défaitisme. La méfiance, la peur surtout, l'exaspération et la haine sociale, la xénophobie s'expriment, ainsi que des invariants plus profonds de la société française, au premier rang desquels l'alcoolisme.

- 18 Divers inculpés expriment leur méfiance envers les nouvelles diffusées par les autorités ou par la presse par des exclamations comme celles-ci, qui rappellent la dénonciation du « bourrage de crâne » de la Grande Guerre : « Les communiqués sont faux » ou encore « Comment, vous écoutez les informations, ce n'est pas la peine, tout cela c'est de la blague ». Pour autant, il n'est pas sûr que les inculpés ne subissent pas, consciemment ou non, l'influence de la radio allemande, attestée par plusieurs affaires. La responsabilité britannique, la volonté de compromis de l'Allemagne, la légitimité de ses revendications allemandes à l'Est, sont souvent avancés. Dans quelle mesure ces propos reprennent-ils les thèmes de la radio et de la propagande nazie qui, par la voie des airs ou par l'intermédiaire de la poste, inondait la France de tracts et journaux, voire de disques ? ¹³ Il est impossible de le dire, car ces radios allemande reprennent et diffusent systématiquement des thèmes qui peuvent servir les nazis, mais qui circulent dans la population et notamment dans les milieux pacifistes, puis chez les militants communistes souvent isolés et qui cherchent à s'informer par tous autres canaux que la presse autorisée.
- 19 La peur et la xénophobie font bon ménage et la tension entre Français et étrangers est à son comble. Les étrangers, ou soupçonnés tels, forment un lot non négligeable des cas poursuivis. Je les ai écartés de mon étude, mais me dois de les évoquer ici, car leur place est trop importante pour ne pas au moins les situer. Les gros contingents étrangers sont naturellement les mieux représentés, avec en premier lieu des Italiens, admirateurs du fascisme ou tenants du communisme, et des Polonais, qui ne sont pas tous rétifs à la fascination pour le nazisme¹⁴ et plus encore pour l'Union soviétique ; nombreux sont, à ma grande surprise, les hommes nés en Pologne condamnés pour avoir justifié l'intervention soviétique après le 17 septembre. Le désir de revanche de certains de ces travailleurs exploités et souvent maltraités est discernable¹⁵. Mais d'autres paraissent victimes d'un acharnement et de ne pas avoir su qu'il ne fallait pas répliquer, surtout dans un débit de boisson. Combien de condamnés ont en fait réagi à des accusations ou à des propos racistes, voire des insultes ?
- 20 Cela concerne aussi des Français des frontières, encore regardés avec suspicion. Ainsi, un Mosellan, après avoir été qualifié de « boche », commet l'erreur de s'emporter : « L'armée française est dégueulasse. J'aimerais autant être de l'autre côté qu'ici ». Emporté dans sa fureur, il ajoute : « Je ne tirerai pas sur les Allemands, qui sont mes frères. L'ouvrier allemand est plus heureux que l'ouvrier français. Les frontaliers qui travaillaient en Allemagne ne se lassaient pas de le dire. Je souhaite que les premières bombes tombent sur Reims, sur la gueule des Français ». Ce « boche », s'étant engagé, avait fait cinq années dans l'armée française dans les années 1920.
- 21 D'autres exemples montrent aisément que, pour les étrangers, toute remarque critique, surtout politique, peut valoir des poursuites¹⁶. Les accusations parfois fantaisistes, des poursuites pour des cas marginaux, sont révélatrices des craintes qui animent la population et les autorités. Ainsi, la réalité de la qualification de paroles « séditieuses » apparaît parfois discutable.
- 22 La présence des soldats, la vue des uniformes plus nombreux, ceux des forces de l'ordre, mais aussi de simples soldats, jouent visiblement comme un excitant pour ceux qui « cherchent la bagarre », en tout cas, contribuent au malaise. Les propos défaitistes leurs sont souvent adressés et les permissionnaires apparaissent dans de nombreux conflits, particulièrement dans les cafés. Les relations entre ceux qui logent les soldats et ceux-ci ne sont visiblement pas toujours bonnes et le ton des échanges peut monter

alors. Un paysan des Ardennes, décrit comme patriote incontestable par l'enquête, s'en prend aux soldats présents chez lui qu'il accuse d'un vol d'une centaine de bouteilles : « En 1914, alors que nous étions envahis par les Boches, j'ai éprouvé moins de dégâts que depuis que vous êtes là. J'aimerais mieux voir des Boches dans mes locaux que des soldats français ». « C'est malheureux de voir des s... pareils. Ils pillent tout. En 1914, les Boches faisaient moins de pillages. Je préférerais en revoir dans mes locaux que de vous avoir » s'écrie-t-il encore. Dénoncé par les soldats, il aggrave son cas en refusant de s'expliquer avec les gendarmes venus enquêter, leur disant de « mettre ce qu'ils veulent » dans le procès-verbal. Acquitté du chef d'outrage envers les gendarmes, il est condamné à deux mois de prison. La haine des officiers ne relève pas seulement d'un vieil antimilitarisme, mais autant de la lutte des classes : des officiers sont accusés de ne pas s'occuper de leurs hommes, de les maltraiter, de s'en mettre « plein les poches », voire d'être des « cagouleurs ».

- 23 Se manifestent dès alors des maux que l'on verra triompher durant l'Occupation et à la Libération : la suspicion, entretenue par l'existence de beaucoup de personnes déplacées ou réfugiées, dans un climat de crainte de la « 5^e colonne » qui accentue la méfiance envers des inconnus. L'immense majorité des affaires est révélée par des dénonciations. Il est clair à la lecture de ces dossiers que le « corbeau » n'est pas né durant l'Occupation. Parmi les dénonciations, bien sûr, des lettres anonymes, certaines étant fausses et d'autres fantaisistes¹⁷. Parmi ces anonymes, des « bons Français », des nationalistes, des adversaires du Front populaire sont présents et signalent de nombreux cas, se trouvant ainsi à l'origine d'ouverture d'enquêtes¹⁸. La justice n'est pas toujours dupe, mais instruit systématiquement. Pourtant, toutes les dénonciations ne sont pas anonymes, ni infondées. Beaucoup s'apparentent à un réflexe patriotique : il apparaît que si les dénonciations sont aussi nombreuses, c'est aussi et surtout parce que les propos et attitudes qualifiés de « défaitistes » choquent la population. Et la mobilisation des citoyens résulte de ce choc¹⁹. J'y reviendrai.
- 24 Si les milieux populaires et les étrangers constituent la grande masse des personnes poursuivies, on trouve des personnes inquiétées dans tous les milieux. Notons la prudence des autorités, manifeste lorsqu'elles ont affaire à des notables. Ainsi, on ne poursuit pas un huissier audien du tribunal de Lannion qui, avec son fils, dans un café, a affirmé notamment être « dégoûté de vivre dans une République pourrie » ; d'ailleurs, « si sa femme l'avait écouté, il serait depuis longtemps dans un pays neutre ». Il aurait ajouté « qu'il n'était pas Français, mais anti-Français, qu'enfin si, au cours de la guerre, un de ses fils venait à être tué, il descendrait trois ou quatre députés ». Il subit une simple sanction disciplinaire en étant suspendu de son emploi. Il apparaît toutefois que certains des notables mis en cause sont en fait des personnes peu recommandables. Des enquêtes ouvertes révèlent l'intempérance de notables locaux, qui sont alors révoqués de leurs fonctions (maire, juge de paix, notaire), mais rarement condamnés. D'autres enquêtes, portant initialement sur des propos défaitistes, mettent en lumière des faits délictueux : des cas d'espionnage bien sûr, mais aussi des abus divers²⁰. Le cas le plus extrême rencontré organise la mobilisation générale, insulte les gendarmes, déserte au troisième jour de sa mobilisation et se révèle être une véritable crapule après enquête.
- 25 Surtout, dans un nombre non négligeable d'affaires, les dossiers signalent l'état d'ivresse des inculpés ou l'intempérance régulière de personnes poursuivies. Plusieurs poursuites sont directement déclenchées par les réactions aux restrictions d'alcool :

avec la guerre, ont été institués localement des jours ou des heures de vente interdites, ce qui suscite des crises et des cris, notamment de soldats en permission. Il est remarquable qu'au moins 10 % des individus sont signalés comme ayant trop bu et qu'au moins un quart des incidents se passe dans des cafés ou restaurants²¹.

- 26 Le café est, dans ces années, on le sait, un lieu de sociabilité essentiel et extrêmement populaire. Mais il suscite des types de discussions particulières, avec probablement autant d'affirmations définitives, provocations plus ou moins amicales et disputes ritualisées que de discussions organisées. La mobilisation, qui réduit la clientèle des hommes jeunes, la présence de personnes déplacées, dont des femmes, les recompositions politiques engendrées par le pacte germano-soviétique et la guerre bouleversent cet univers quotidien plutôt convivial en temps ordinaire. D'ici partent désormais de nombreuses dénonciations ou les rumeurs sur les propos tenus, qui finissent par arriver par des voies directes ou détournées aux autorités.
- 27 Enfin, dans les cafés et restaurants, l'écoute de discours publics officiels excite des consommateurs, voire les patrons. Comme il est traditionnel dans les périodes difficiles, le public impute tous les maux aux politiques et aux dirigeants du pays. Daladier suscite sur ce plan des réactions passionnelles, plus que ses successeurs.
- 28 En revanche, n'est-il pas surprenant de trouver peu de traces d'antisémitisme ? Sept occurrences seulement ont été relevées, soit 2 % des propos poursuivis. Deux sont le fait de gens de l'est de la France, réfugiés à l'intérieur ; une, d'un ancien militant SFIO ; une autre, d'un pacifiste tendance Emery ; une, d'un Anglais²². Mais il n'est pas sûr que ce type de propos ait été souvent dénoncé.
- 29 Pour conclure cette partie, les discours politiques défaitistes s'inscrivent dans un monde troublé, marqué par un profond malaise social, dans un climat délétère où s'exprime la peur de l'autre, une exaspération sociale aggravée par les bouleversements induits par la mobilisation, les déplacements de population et les premières restrictions. La haine, sociale ou politique, s'exprime à haute voix par des insultes et des appels au meurtre.
- 30 Qu'en est-il, dans ce contexte, du défaitisme communiste ?

Le défaitisme communiste

- 31 Le refus politique du « consentement » à la guerre dépasse largement les seuls rangs communistes. Il s'exprime plusieurs mois avant celle-ci dans diverses sensibilités : dans des franges pacifistes, chez des anarchistes et l'extrême-gauche, mais aussi dans une partie de la population de l'Est autonomiste et dans une partie de l'extrême-droite, cette dernière étant sensible aux sirènes fascistes et nazies, ou tout simplement ne faisant pas confiance à la République et à ses hommes. La lutte des autorités politiques et judiciaire contre le « défaitisme » politique a débuté pour l'essentiel après Munich, en visant les tenants du pacifisme les plus exposés : anarchistes et militants d'extrême-gauche, militants du PSOP de Marceau Pivert et trotskistes en priorité²³. Puis le gouvernement s'en est pris progressivement à la presse d'extrême-droite, soupçonnée d'être financée par l'étranger ou, pour reprendre le langage juridique, d'avoir des activités « de nature à favoriser les entreprises d'une puissance étrangère »²⁴, punies par le décret-loi du 21 avril 1939 sur les propagandes étrangères. En revanche, le défaitisme communiste apparaît brutalement, à l'issue du pacte germano-soviétique.

Le PCF, du pacte Laval-Staline aux pactes germano-soviétiques

- 32 Après le pacte germano-soviétique (août 1939), mais surtout la déclaration de guerre, les militants communistes qui approuvent le pacte et font acte de « défaitisme » sont, à leur tour, frappés par une répression sévère. Des centaines d'instructions sont ouvertes en neuf mois.
- 33 Avant de considérer ce qu'exprime le petit peuple communiste poursuivi de ce chef d'accusation durant la « drôle de guerre », il faut rappeler ce que fut le tournant d'août-septembre 1939.
- 34 Depuis mai 1935 et le pacte Laval-Staline, qui reconnaissait les nécessités de la défense nationale de la France, rompant avec l'antimilitarisme du parti, le PCF s'était fait le champion de la défense nationale et de l'antifascisme. Depuis Munich, il était clairement dans l'opposition, fustigeant le pacifisme. Le PCF appelait à une répression sévère et dénonçait l'insuffisance des poursuites contre les espions et les agents du fascisme et du nazisme en France²⁵.
- 35 Or, dans les jours qui suivent la signature du pacte germano-soviétique, le 23 août 1939, les communistes approuvent ce dernier, expliquant que Moscou « montre la voie de la paix » puis, après une hésitation de deux semaines, durant lesquelles les députés communistes votent les crédits militaires au gouvernement Daladier le 2 septembre, dénoncent la « guerre impérialiste ». Ils affirment que les seuls auteurs de guerre sont les gouvernements français et anglais. Ils saluent l'effort de paix de l'Union soviétique et font de l'Allemagne nazie un pays menacé par les deux impérialismes alliés²⁶. Ils justifient dans l'automne l'écrasement de la Pologne, à laquelle les soviétiques ont pris part depuis le 17 septembre, conformément aux clauses secrètes du pacte, puis justifient l'agression soviétique contre les États baltes et la Finlande, qualifiée de fasciste. Renouant avec le défaitisme révolutionnaire, la presse communiste clandestine combat la mobilisation française et appelle au sabotage de l'effort de guerre.
- 36 Ces positions communistes conduisent les autorités françaises à interdire le parti et sa presse, à poursuivre les militants actifs, à destituer et parfois emprisonner ou mettre en camp les élus qui défendent le pacte. En revanche, ceux qui le condamnent sont autorisés à conserver leurs fonctions. Le parti, déjà divisé par ce tournant, est désorganisé par la répression et la mobilisation. Mais sa direction stalinienne poursuit le combat dans la clandestinité, autour de ses cadres, réduits à seulement quelques centaines dans la région parisienne, quelques milliers pour la France, selon les spécialistes de l'organisation²⁷.
- 37 Dans ces conditions, si l'histoire des chefs était assez bien connue, celle des militants, des sympathisants et des électeurs isolés restait à faire ? Que devenaient-ils ? Comment ont-ils concilié les événements avec leurs convictions partisans et la culture héritée des années du Front populaire ? L'histoire du refus du pacte reste à écrire pour l'essentiel, mais qu'en était-il des autres, de ceux qui sont restés communistes tout en étant isolés ?
- 38 Les dossiers de justice permettent de répondre en partie à ces interrogations. Par delà l'organisation de la propagande, par l'affiche, le tract ou le journal clandestin, qui suppose des liens directs avec l'appareil, les poursuites contre des militants et des

sympathisants pour propos défaitistes permet de discerner comment a réagi une partie du « petit peuple communiste » qui, lui, n'était probablement pas encadré pour l'essentiel.

- 39 Quels sont les communistes poursuivis pour propos « défaitistes » ? Ce ne sont pas les militants, qui conservent un lien direct avec la direction clandestine du parti, ceux qui distribuent les écrits de propagande prohibés et s'efforcent de reconstituer les structures partisans. Ceux-là évitent les propos publics qui les feraient repérer. Si l'on trouve une poignée d'élus locaux révoqués (trois maires et deux conseillers d'arrondissements) et cinq anciens secrétaires de sections, l'essentiel des inculpés est formé par un petit peuple communiste ou sympathisant, considéré comme tel ou se disant communiste²⁸. Certes, des aveux, complets ou partiels, confirment le plus souvent l'appartenance des personnes poursuivies ou celle d'un membre de la famille au moins au PCF²⁹. Des saisies de documents lors de perquisitions montrent que des liens sont parfois maintenus, mais ces personnes semblent surtout des orphelins de l'organisation communiste, soucieuses de s'affirmer, de réagir avec leur culture propre aux événements, en dénonçant la situation qui leur est faite.

Les thématiques d'un discours défaitiste révolutionnaire

- 40 L'étude des propos tenus par ces communistes ou proches révèle une immense confusion des esprits, qui se traduit par une apparente incohérence et par le fait que la même personne tient des discours qui peuvent paraître contradictoires. Mais des logiques et des thématiques dominantes se dégagent et on y retrouve – ce n'est pas une surprise, mais une confirmation intéressante – la structure générale des publications et tracts communistes clandestins.
- 41 L'approbation du pacte germano-soviétique et la justification de l'intervention en Pologne, en Finlande et dans les pays baltes, sont affirmées, mais prennent une forme plus simplifiée que celle de la propagande communiste écrite. Cette dernière oppose les guerres impérialistes aux « guerres de libération ». Or, les propos tenus par les militants et sympathisants opposent les guerres « injustes » et les guerres « justes ». Ces dernières sont faites pour le bien des peuples, voir la juste punition d'autres peuples qui l'ont bien mérité. Loin de l'internationalisme prolétarien, les propos injurieux ou méprisants tenus souvent sur les peuples polonais et finlandais méritent d'être signalés.
- 42 Mais le thème le plus répandu est que le principal responsable de la guerre est le capitalisme en général et surtout les capitalismes français et anglais. D'ailleurs, le capitalisme français est couramment présenté comme un simple agent, ou mieux « un valet » de ce dernier. La dénonciation de l'Angleterre est présente dans près d'un quart des discours ; la dénonciation croisée du rôle de la France et de son gouvernement et des Anglais, dans la moitié des propos. France et Royaume-Uni sont non seulement responsables de la guerre, mais ce dernier est accusé de tous les maux : « Les Anglais fournissent des canons à l'Allemagne. Chamberlain, Daladier et Bonnet voulaient la guerre » dit, par exemple, un communiste du Var. La haine affirmée envers le Gouvernement français éclate régulièrement, avec une mention spéciale, si j'ose dire, pour Daladier, cité dans 20 % des discours poursuivis. Une dizaine d'entre eux souhaite d'ailleurs l'envoyer « au poteau », le pendre, voire lui « ouvrir la panse », en compagne

de Chamberlain. Ce n'est que dans un deuxième temps – dans une fausse égalité, comme aimaient à dire les communistes, lorsqu'ils dénonçaient l'hypocrisie de la condamnation conjointe du communisme et du nazisme par le Pape – que le capitalisme allemand et Hitler sont aussi désignés comme responsables, mis dans le même sac apparemment. Apparemment seulement, car le slogan « ni la City, ni Berlin », adopté aussi dans certaines publications d'extrême-gauche, n'est pas équilibré. Berlin est neutre, une dénomination seulement géographique. Ici, le langage est parlant : le nazisme n'est jamais cité explicitement. Le fascisme n'est dénoncé que dans sept cas et encore, il concerne avant tout les « fascistes » français. La City, en revanche, n'est pas un terme neutre ; c'est le symbole du capitalisme, de la ploutocratie.

- 43 Plus grave (car relevant de la Cour martiale, ou de la trahison, dans un pays en guerre), ce qui apparaît nettement à la lecture des paroles prononcées, c'est le fait que l'Allemagne nazie n'est pas considérée comme un ennemi au même titre que les autres impérialismes, mais plutôt comme un allié politique ou idéologique dans une part significative de ce *corpus*. Divers éléments le montrent.
- 44 Premièrement, la désignation de l'Allemagne et des Allemands est rarement négative. Elle est nettement différente de ce point de vue de celle des autres « défaitistes ». Communistes et sympathisants utilisent deux fois moins que les autres « défaitistes » le terme « boches ». En revanche, ils utilisent moitié plus le terme « d'Allemand », sans connotation spéciale.
- 45 Deuxièmement, des militants et sympathisants disent attendre la Révolution, faite conjointement, ou successivement, par l'Allemagne et la « Russie » ou « les soviets ». « Les Russes font bien de se mettre avec les Allemands. Il y aura bientôt la Révolution » dit l'un, « après la guerre, il y aura la Révolution (...) ». Hitler et Staline prendront le pouvoir ensemble pour y installer le régime soviétique », dit un autre ; « Staline et Hitler viendront en France pour faire la Révolution », prédit encore un troisième, qui ajoute avoir « une admiration pour Staline et Hitler », auxquels il oppose Daladier et Chamberlain, décrits comme « des capitalistes, des crapules, des bandits ».
- 46 Le nazisme n'est plus perçu comme dangereux, ce qui est clairement exprimé par plusieurs propos sur l'indifférence d'être Allemand ou Français. Un militant explique que « si, nous-mêmes, on laissait les Allemands et les Russes entrer en France, ils ne nous feraient pas de mal ». La Révolution est attendue dans un avenir proche, soit lors de la défaite (« Une grande offensive allemande doit amener la débâcle, puis entraîner la Révolution »), soit lorsque les soldats français fraterniseront avec les soldats allemands, voire à la fin de la guerre plus souvent. En tout cas, « la Russie gouvernera l'Europe ». Une militante d'Uzès (Gard) déclare à plusieurs reprises à son entourage : « Elle était communiste ; elle se languissait que la Révolution arrive pour porter le drapeau rouge et elle avait confiance dans la victoire de l'Allemagne et non à celle de la France ».
- 47 Une cinquantaine de personnes, d'une façon ou d'une autre, annoncent la Révolution ou la supériorité et le triomphe à venir de « la Russie », même si tous n'attribuent pas un rôle à l'Allemagne nazie dans ce processus ; elle ne saurait au pire le contrarier.
- 48 L'antifascisme est-il totalement oublié ou simplement mis entre parenthèse ? Rien ne permet de conclure sur ce point. Mais, pour le moins, cela relativise la profondeur de ce dernier chez de nombreux militants.

- 49 Troisièmement, des communistes et leurs sympathisants cherchent et diffusent des informations allemandes en même temps que les thèses communistes. Certains écoutent Radio-Moscou, sans savoir que c'est en fait un poste allemand qui émet depuis la Prusse orientale. Plus nombreux sont ceux qui reconnaissent écouter aussi Radio-Stuttgart, la citent à l'appui de leur propos, recommandent de l'écouter, voire, dans un cas extrême, la font écouter eux-mêmes à des gens qu'ils invitent chez eux. Les déclarations sont sans ambiguïté sur ce point. Voyons quelques citations : « Il n'y a que Moscou et Stuttgart qui disent la vérité » dit l'un, propos repris presque à l'identique par un autre, qui ajoute que ce poste a « les meilleures informations ». Cette approbation est liée, d'une part, à la méfiance affirmée envers les « bobards » et les radios officielles françaises, mais aussi, d'autre part, au fait que ces militants y retrouvent leur clé de lecture de la situation. L'un reconnaît ainsi « avoir pu approuver des réflexions du *speaker* lorsqu'elles lui paraissaient justes » et un autre précise : « Tous les jours, j'écoute avec beaucoup d'intérêt et de plaisir la TSF allemande. Quand on entend expliquer clairement, avec preuves à l'appui, que notre gouvernement actuel ne manquera pas de profiter de cette guerre pour "gruger" les malheureux, ce sont là des vérités que nul ne saurait plus tard contester. La guerre que nous subissons n'a pas été déclenchée pour défendre la Patrie, mais uniquement pour gonfler encore le porte-monnaie des riches ». Cette écoute n'est pas sans conséquence naturellement. Un militant communiste du Gard, mineur né en Pologne, déclare à ses interlocuteurs « qu'avant, il n'aimait pas Hitler, mais qu'actuellement, il l'aimait plus que tous les autres ».
- 50 Quatrièmement, même si c'est plus surprenant – j'avoue avoir cru au début tomber sur un ou plusieurs fous –, plusieurs militants ou sympathisants ont été arrêtés pour avoir crié « Vive Staline ! Vive Hitler ! » ou diverses variantes équivalentes. En Seine-et-Oise, trois hommes, dont un jeune de 20 ans et deux adultes de 38 et 40 ans, à plusieurs reprises en octobre et en mars, traversent les rues du village de Clayes en chantant l'Internationale et en criant ce slogan double : « Vive Hitler ! Vive la Russie ! ». D'autres sont-ils allés plus loin dans cette voie ? C'est possible, même s'ils semblent être des exceptions. Ainsi, lors d'une perquisition chez un jeune militant communiste avéré, la police trouve un carton servant de pochoir en forme de croix gammée ayant servi. Enfin, plusieurs poussent le défaitisme jusqu'au mot d'ordre d'abattre les officiers. C'est le cas d'un ami de Marcel Cachin – il le recevait souvent en vacances –, qui appelle des chasseurs alpins à tuer leurs chefs.
- 51 Il est notable que l'antisémitisme ne s'exprime pas dans les discours des communistes poursuivis, alors qu'il n'est pas absent des publications clandestines durant la drôle de guerre³⁰. Ajoutons que la dénonciation des « traîtres » réformistes, des « valets de l'impérialisme », Jouhaux, Blum, etc., pourtant tant présente dans la presse clandestine, existe mais est très minoritaire. Ici, il reste probablement quelque chose du Front populaire. En tout cas, cela montre en creux que la propagande communiste clandestine est réinterprétée et que les militants en retiennent ce qu'ils préfèrent ; ici, l'anticapitalisme, l'hostilité à l'Angleterre, le fait que les Allemands ne sont pas les vrais ennemis.
- 52 Cette attitude est dans la logique du défaitisme révolutionnaire *stricto sensu* : la défaite future de la France est assimilée à une défaite de l'impérialisme et interprétée comme la disparition d'un obstacle important sur la route qui mène à la révolution et au socialisme.

Réactions populaires et répression politique

- 53 On ne saurait terminer sans évoquer les réactions du public à ces propos. Si j'ai souligné en introduction que ces dossiers manifestent les limites au consentement à la guerre et au consensus national, il n'empêche que celui-ci est majoritaire, ces cas en témoignent. Ainsi, l'immense majorité des affaires est révélée à la suite de dénonciations. Parmi elles, bien sûr, certaines fausses et d'autres fantaisistes, des anonymes, des « bons Français », des nationalistes, des adversaires du Front populaire, sont présents et signalent leurs ennemis communistes, se trouvant ainsi à l'origine d'ouverture d'enquêtes.
- 54 Mais la majorité des dénonciations semble provenir d'un réflexe patriotique de milieux populaires non politisés, proches des personnes poursuivies : si les dénonciations sont aussi nombreuses, c'est aussi et surtout parce que les propos et attitudes jugés antipatriotiques choquent cette population. La mobilisation citoyenne résulte de ce choc. Les dossiers nous apportent d'ailleurs de multiples réactions spontanées au défaitisme. Si ceux qui hésitent à dénoncer le voisin ou le camarade de travail sont nombreux, le rejet du communisme, ou plutôt du pacte, est parfois violent. Dans un salon de coiffure, le 2 septembre 1939, un instituteur communiste a une altercation avec deux mobilisés qui, après échange de coups, déclarent qu'il les a incités à la désobéissance. Le procureur – qui conclut qu'il n'en est probablement rien – arrête les poursuites quelques mois plus tard, mais observe : « Au reste, leur bonne foi peut être entière. En effet, ils ont interprété les paroles prononcées par ce militant communiste à la lumière des idées diffusées par la III^e Internationale. Ils ont ainsi, tout naturellement grossi les faits ».
- 55 Les communistes sont poursuivis avec constance et fermeté, dès lors qu'ils déploient une activité défaitiste en temps de guerre, mais ce cas est instructif à un autre titre, car il en recoupe beaucoup d'autres. Il montre – contre ceux qui arguent des « origines républicaines de Vichy » et d'une continuité dans la répression – que les autorités républicaines ne cherchent pas à faire condamner à tout prix les militants ou à leur infliger la peine maximale possible, même si des condamnations sont lourdes, voire très lourdes. Mais, les exemples abondent de non-lieu, de condamnations avec sursis, de peines *a minima*, d'interprétation des faits favorables aux accusés. Les condamnations sont inégalement sévères ; elles tiennent compte largement des personnes auxquelles les propos ont été tenus ou s'adressaient (le plus dangereux étant de s'en prendre à des militaires ou des agents publics), mais aussi – autant qu'une logique puisse être décelée au vu de simples résumés de dossiers –, de la personnalité et de la responsabilité des personnes jugées. La répression est souvent modérée pour les soutiens de famille, et surtout pour les mères de famille. Le Parquet lui-même, qui pousse à plus de sévérité dans l'ensemble, ne fait que rarement appel pour eux. Il y a sur ce point un vrai hiatus avec la période vichyste. En dépit de quelques cas indiscutables de volonté de revanche politique³¹, la répression n'abuse pas des pouvoirs donnés. Surtout, il n'y a pas, en règle générale, de désir de traquer les anciens militants inactifs, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne sont pas suspects et que la population et les autorités ne sont pas à l'affût, le « défaitisme » étant perçu comme une trahison en temps de guerre.
- 56 De l'ensemble des dossiers, je dégage deux pistes à explorer.

- 57 Tout d'abord, il faut s'interroger sur l'importance du refus ouvrier – au sens large – de la République, voire de la démocratie, de l'armée et des élites. Certes, il est probablement minoritaire dans la population, mais il se manifeste ici de façon profonde. Le discours courant se situe dans le domaine de l'infra-politique, avec des expressions comme : « Pourquoi cette guerre ? »... « Pour mon compte, j'aimerais autant qu'Adolf ou les Russes viennent ici »... « Pourquoi dépenser tant de millions qui ne serviront à rien ? »... « Ce sera toujours nous les cons, et c'est nous qui paierons. »... « Pour moi, la patrie c'est le pognon. ». On ne s'étonnera pas, du fait de la composition sociale du *corpus* dégagé, de l'importance du discours anticapitaliste, avec son expression populaire traditionnelle : celle des petits contre les gros. Cette opposition à la ploutocratie étant très souvent liée à un rejet de l'alliance anglaise, du capitalisme anglais.
- 58 On sait que ce refus populaire se manifestera peu après, par l'engagement d'ouvriers et de jeunes issus des milieux populaires dans les organisations collaborationnistes et dans la Milice. Les listes dressées par la Justice à la Libération, consultables aux Archives nationales, en sont une frappante illustration. Il est possible de renvoyer aussi aux interventions de Jean Quellien et Jean-Marie Guillon, dans l'ouvrage intitulé *Les Ouvriers en France pendant la seconde guerre mondiale*³², et aux récents travaux d'Anne Simonin sur les épurés³³. Ne faudra-t-il pas interroger de nouveau ce rapport des ouvriers et des communistes à la République, sans se satisfaire d'un débat dépassé sur les tournants du PCF, comme si ceux-ci suffisaient ?
- 59 Ensuite, j'ai noté un nombre étonnant de cas où l'écoute des radios ennemies est rapportée. Ceci relativise l'analyse de Crémieux-Brihac, l'excellent connaisseur des effets de la propagande radiophonique dans la Seconde Guerre mondiale, qui, par réaction au mythe de la 5^e colonne et à celui du rôle du « traître de Stuttgart », sous-estime – me semble-t-il, au vu de ces dossiers – l'influence de Radio-Stuttgart et des autres postes nazis dans *Les Français de l'An 40*. Or, de nombreuses déclarations expriment une méfiance ou une hostilité totale envers les nouvelles diffusées par les autorités françaises ou par la presse. L'héritage de la Grande Guerre et du « bourrage de crâne » s'exprime ici fortement. Il est vrai que les radios allemandes reprennent et diffusent systématiquement des thèmes qui pouvaient servir les nazis, mais qui existaient probablement dans la population et notamment dans les milieux pacifistes, puis chez les militants communistes souvent isolés et qui cherchaient à s'informer par tous autres canaux que la presse autorisée.
- 60 Ainsi, même si les militants communistes actifs sont réduits à quelques centaines dans cette période dans la région parisienne et quelques milliers dans l'hexagone et si le parti est partiellement désorganisé par la répression, une culture communiste s'exprime durant la « drôle de guerre », qui reprend, en les caricaturant encore parfois, les thèmes du parti. Elle exprime un trouble profond, qui n'est pas propre aux communistes, nous l'avons vu, qui est partagé par des milieux populaires. Comme pour ces derniers, il apparaît, au vu des déclarations publiques faites par les personnes poursuivies, que ce « défaitisme » marque une grande défiance vis-à-vis de la République, de ses institutions, de ses responsables, du capitalisme en général incarné notamment par le Royaume-Uni. Dans le milieu communiste s'exprime en plus un attachement profond à l'Union soviétique, un espoir dans la Révolution. Ces sentiments submergent chez beaucoup les souvenirs du combat antifasciste et la crainte du nazisme. Ils peuvent même conduire à une véritable complicité avec l'Allemagne, dont

on espère qu'elle affaiblira - aux côtés de « la Russie » - le système capitaliste honni. Cette haine de la démocratie qui s'exprime permet de mieux comprendre cette relative complaisance à l'égard de l'Allemagne. Comme si le tournant effectué en 1934-1935 en faveur de la démocratie avait été trop bref et qu'on assisterait en quelque sorte à un retour du refoulé.

NOTES

1. Jean DEFASNE, *Le Pacifisme en France*, Paris, PUF, 1994 ; Jean-Pierre BIONDI, *La Mêlée des pacifistes, la grande dérive*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2000, 239 p. ; Maurice VAÏSSE (dir.), *Le Pacifisme en Europe, des années 1920 aux années 1950*, Bruxelles, Bruylant, 1993, 455 p.
2. Sur les interceptions, voir, par exemple, Arch. nat., 19940503/15. Il apparaît, selon les commissions départementales de contrôle, que les militants politiques ont reçu des consignes de prudence, mais que les syndicalistes, dont l'activité reste officielle, sont plus diserts et moins prudents dans leurs propos.
3. Arch. nat., F/7/14822.
4. Nous l'avons personnellement constaté à l'occasion d'un travail récent sur le mouvement royaliste après la dissolution des ligues en 1936.
5. Je remercie madame Françoise Adnès, auteur de l'inventaire de cette partie de la sous-série BB/18 des Archives nationales, pour m'avoir guidé dans cette recherche.
6. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, mouvement social*, paru aux Éditions ouvrières, devenues Éditions de l'Atelier.
7. Nous avons goûté cette saillie d'un ouvrier algérien, qui, lors d'une dispute dans un débit de tabac, disait : « Je voudrais que l'Allemagne vienne civiliser la France ». Il fut condamné à six mois d'emprisonnement [Arch. nat., BB/18/7025, 2 BL 1003].
8. Par exemple, Arch. nat., BB/18/7025, 2 BL 1048.
9. Par exemple, Arch. nat., BB/18/7026, 2 BL 1102. Les paroles d'émigrés polonais semblent avoir été mal interprétées, comme un soutien à l'invasion russe en Pologne. Pourtant, l'un au moins de ces hommes s'était engagé, dès avant, dans l'armée polonaise en formation en France. Notons qu'un autre fut néanmoins placé dans un camp de concentration, par précaution.
10. Par exemple, Arch. nat., BB/18/7025, 2 BL 1025.
11. Parmi ceux-ci, une dizaine de militants d'extrême-gauche, la plupart anarchistes, trois antimilitaristes, une vingtaine de pacifistes auxquels il faut ajouter une poignée de pacifistes religieux, une vingtaine de tenants de l'extrême-droite ou pro-hitlériens déclarés et deux autonomistes alsaciens, cinq militants SFIO, quelques syndicalistes.
12. Arch. nat., BB/18/7015, 2 BL 357.
13. Sur celle-ci, on renverra aux travaux de Jean-Louis Crémieux-Brihac. Citons, parmi d'autres sources, les très riches dossiers sur la propagande nazie en France conservés aux Archives nationales [19890158/1 et 2].
14. Pour ne citer qu'un seul exemple, Arch. nat., BB/18/7029, 2 BL 1441 : « Les Boches ne sont pas encore à Paris ; c'est dommage, je les aurais rejoints ».
15. Par exemple, dans ce discours : « Je suis heureux que l'Allemagne ait déclaré la guerre à la France, car j'espère que l'Italie en profitera pour lui prendre ses colonies. Si l'Italie attaque la France, se sera bien fait, puisque la France nous a volé nos colonies ». Le même Italien aurait

déclaré selon un autre témoin « qu'il aimerait avoir un Français au bout d'un fusil à 800 mètres » [Arch. nat., BB/18/7029, 2 BL 1462].

16. Voir, par exemple, Arch. nat., BB/18/7015, 2 BL 386 et 387, ou BB/18/7029, 2 BL 1450.

17. Par exemple, un professeur d'Allemand, ancien combattant de la Grande Guerre, se voit accuser par pas moins de treize élèves d'avoir tenu des propos défaitistes. La véracité des propos est rapidement mise en cause et l'affaire se termine par un non lieu [Arch. nat., BB/18/7015, 2 BL 382].

18. Malheureusement, les enquêtes de police sur les dénonciateurs sont rares. L'une d'entre elle portant sur un lieu promis à une grande célébrité, le *Café de Flore* à Paris, qui serait le lieu de rencontre d'étrangers soupçonnés de complot ou d'esprit défaitiste, montre surtout que l'accusateur est un vieux médecin habitué du lieux, proche de l'Action française, troublé par la disparition pour cause de mobilisation des personnalités qu'il voyait. Le vieux praticien, considéré comme client « grincheux », mais digne, n'aimant pas la promiscuité de personnes étrangères, se fait remarquer depuis septembre 1939 en « rendant publiquement responsables de la situation les étrangers ». Il serait devenu « absolument insupportable » par ses propos contre les « métèques » ou « la boîte aux ordures » que serait devenu le lieu. Après avoir insulté des britanniques, chassé, il serait passé à l'établissement voisin des *Deux Magots*.

19. Un étudiant russe, disant notamment qu'il faudra vingt ans à la France pour gagner sur les Allemands, est obligé de s'enfuir d'un café de Nice. Quelques jours plus tard, reconnu, il est arrêté par le propriétaire du débit de boisson qui le remet entre les mains de la police [Arch. nat., BB/18/7031, 2 BL 1601].

20. Par exemple, Arch. nat., BB/18/7015, 2 BL 396.

21. Si l'on s'en tient aux lieux connus, un tiers des affaires au moins se déroulent dans ces établissements.

22. Arch. nat., BB/18/7031, 2 BL 1616.

23. Voir notamment les dossiers des cartons Arch. nat., BB/18/7005 à 7011, poursuites contre *Solidarité internationale antifasciste* (affaires Vintrignier et Jeanson ; Louzon, Lecoin), affaire Mariette, René Lefevre, Bartoli Gauien et *La jeune Garde* pour le PSOP, poursuites contre les journaux *La Patrie humaine* et *Le Libertaire*, contre le Centre de liaison contre la guerre, etc.

24. Arch. nat., BB/18/7005 à 7011, poursuites contre Darquier de Pellepoix, Daudet, Clementi, Charles Legrand, du Parti maximaliste français, Valentin, président de la Confédération des comités de salut public, membre de la Ligue internationale anticomuniste, dont le siège est à Genève [articles « Deux poids deux mesures » et « John Bull, l'embusqué n° 1 de la prochaine dernière »].

25. Sur cette question, voir l'affaire Lucien Sampaix, contenant un important dossier de pétitions appelant au « châtimement des traîtres et des espions ! », selon le titre de la pétition, ou « un châtimement rapide et exemplaire de tous ceux qui font en France la besogne des gouvernements étrangers qui menacent notre pays » selon le texte de celle-ci [Arch. nat., BB/18/7009, 2 BL 131].

26. Les dossiers étudiés contiennent de nombreux tracts, journaux et affiches communistes qui développent ces thèmes, notamment, des exemplaires du journal de l'Internationale communiste, *Monde*, publié en français. Un grand nombre de ces documents originaux présents dans ces dossiers est reproduit dans l'ouvrage d'André ROSSI (Angelo TASCA), *Les Communistes français pendant la drôle de guerre (1939-1940)*, Paris, Les Îles d'or, 1951.

27. Stéphane COURTOIS et Marc LAZAR, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 1995, 439 p. (p. 169). Si l'appareil est désorganisé, son isolement et son affaiblissement sont peut-être à réévaluer. En effet, les dossiers de police et de justice montrent que, dans son sillage, une active propagande mobilise des milliers de militants. La répression et l'histoire de ce militantisme devront trouver leur historien.

28. D'autres hommes ou femmes sont désignés comme communistes, sans que la preuve de leur appartenance soit établie. Il peut s'agir de sympathisants, voire de militants de gauche

stigmatisés comme tels par leurs adversaires. Par exemple, à Bordeaux ou dans la Drôme [Arch. nat., BB/18/7019/571].

29. Notons que, contrairement à une légende trop tenace, les militants arrêtés parlent souvent, donnent des noms et des adresses des camarades. Par exemple, Arch. nat., BB/18/7019/563 ou BB/18/7023, 2 BL 876 et 877.

30. La brochure de Maurice THOREZ, *Léon Blum tel qu'il est*, est bien connue, mais une très longue « lettre ouverte d'André Marty à Monsieur Léon Blum, directeur du *Populaire* », publiée dans le journal de l'Internationale communiste, *Monde*, n° 4, mériterait d'être reproduite elle aussi. Citons ce passage de sa péroration finale : « Celui qui a fait du vieux rêve socialiste une réalité (il s'agit de Staline), vous le haïssez Blum, politicaillon de couloirs parlementaires, vous Blum, intime des plus grands financiers cosmopolites – décorés pour leurs pillages – ou pour les leurs vols, comme Oustric, votre ami ».

31. Elle ne concerne pas les seuls communistes, mais frappe aussi des militants d'extrême-gauche ou même des socialistes, comme Maurice Deixonne, particulièrement visé par le procureur de Riom depuis 1934.

32. Denis PESCHANSKI et Jean-Louis ROBERT, *Les Ouvriers en France pendant la Seconde Guerre mondiale* [actes du colloque tenu à Paris, CNRS, 22-24 octobre 1992], Paris, Institut d'histoire du temps présent/Centre de recherche d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme, 1992, 510 p.

33. Anne SIMONIN, *Le Déshonneur dans la République : une histoire de l'indignité*, Paris, Grasset, 2008.

RÉSUMÉS

En partant des sources d'archives du fonds de la division criminelle et des grâces du ministère de la Justice, il est possible de mieux pénétrer la nature du défaitisme communiste en 1939-1940. Ayant isolé un *corpus* de 437 dossiers de communistes ou sympathisants communistes poursuivis pour leurs propos défaitistes, il a constitué une typologie des motifs d'inculpation, qui a fait ressortir plus fortement qu'on pouvait peut-être l'imaginer, dans les propos condamnés, le mépris, voire la haine des « ploutocrates anglo-saxons », la condamnation sans appel de la City de Londres, ainsi bien sûr que du capitalisme français, comme étant responsables de la guerre. L'Allemagne nazie, au contraire, semblait étrangement épargnée. Mieux, elle était parfois associée à l'URSS, comme étant susceptible de promouvoir une révolution destinée à balayer les ploutocrates. Dans ces conditions, comment, selon Gilles Morin, ne pas s'interroger sur la prégnance réelle de l'antifascisme chez les militants communistes ?

INDEX

Mots-clés : mouvement protestataire, archives judiciaires, défaitisme communiste

AUTEUR

GILLES MORIN

Chercheur associé au CHS, université de Paris I-Panthéon-Sorbonne

Les éditions du Komintern, 1919-1943

Une Babel éditoriale

Marie-Cécile Bouju

- ¹ L'histoire des éditions de l'Internationale est liée par nature à celle du Komintern, organisation politique, technique et administrative complexe, et véritable Babel linguistique et culturelle. Diffuser le plus loin et massivement possible les textes sur la théorie et la stratégie politique fait partie tout naturellement de l'*agit-prop* (agitation et propagande), action essentielle d'une organisation politique se revendiquant du bolchevisme¹. Le livre fut un instrument parmi d'autres de cette pratique et service d'éditions² de l'Internationale communiste, l'organisme qui l'utilisa.

Les éditions du Komintern au service d'une culture politique unique, 1919-1934

- ² Les éditions du Komintern naissent dès 1919, intégrées dans les services d'*agit-prop*. Le but de ce service d'éditions, organisé en zones linguistiques, est de préparer la publication de livres et de revues à destination des étrangers présents en Russie et du reste du monde, l'Europe de l'Ouest notamment. En 1919-1920, ces éditions sont appelées « éditions Smolny », leurs bureaux se trouvant alors à l'Institut Smolny à Petrograd³.
- ³ Ce service aurait édité en français 28 livres en 1919 et 46 l'année suivante. Ces textes exposent, informent, expliquent ce qu'est et ce que veut le Komintern et ce que sont ses références doctrinales et historiques, en lien avec la stratégie du moment, la révolution en Europe. Ces imprimés sont destinés à être diffusés, par des canaux clandestins, pour être reproduits sur place, sous forme de brochure ou dans la presse. Boris Souvarine a eu un rôle essentiel en France entre 1919 et 1920 en la matière, reproduisant ces brochures sous différentes raisons sociales, dont la Bibliothèque communiste⁴.
- ⁴ Les années 1924-1926 constituent un tournant essentiel pour les éditions de l'Internationale communiste. D'une part, les services d'*agit-prop*, auxquels les éditions

sont rattachées, voient leur taille augmenter. D'autre part, en 1926, les éditions sont coiffées par un nouveau responsable, Mikhaïl Kreps, et ce jusqu'à son arrestation en 1937⁵. Ces onze années de direction, après une période d'instabilité, ont sans doute aidé à leur développement. Enfin et surtout, la bolchévisation constitue un facteur de développement essentiel, puisque qu'elle place au cœur de l'activité des sections nationales la nécessité de former politiquement les cadres et les militants et de mener d'intenses campagnes d'agitation auprès des populations, par la presse et le livre en particulier.

- 5 En mars 1926, le Komintern est réorganisé en secrétariats régionaux, mais l'impact sur le service d'éditions est quasi nul, puisqu'il était, depuis l'origine, structuré en zone géographiques ou linguistiques. Pourtant, au début des années 1930, le Service est organisé en quatre « sections » : la section dite « léniniste », en charge de l'édition des œuvres complètes de Lénine ; la section internationale, qui traite du Komintern et sa politique ; le service de « l'Instruction politique et de la propagande du marxisme léninisme parmi les masses » ; la section de la « popularisation de l'URSS ». Cette organisation correspond aux grands programmes éditoriaux internationaux, comme l'édition des *Œuvres complètes* de Lénine, communs – en principe – à l'ensemble des partis communistes. Mais, dans les faits, l'organisation en zones linguistiques semble survivre, pour des raisons pratiques évidentes.
- 6 Le surnom russe du service, « *Redizdat* », peut être traduit par « Service Rédaction-Édition ». En effet, les acteurs essentiels de ce service sont des traducteurs et des relecteurs. Nous ignorons leurs noms et leurs nombres. Mais il est probable, à l'instar d'autres organisations intellectuelles et culturelles, que ce service a été un passage pour des intellectuels en délicatesse avec le régime, voire l'antichambre de la déportation ou de la mort. Bon nombre de publications françaises traduites du russe sont d'ailleurs muettes sur l'identité des traducteurs.
- 7 Toutefois, malgré ce surnom, le service d'éditions de l'Internationale communiste n'est pas le véritable lieu d'élaboration des textes : il est le lieu de leur fabrication dans le sens le plus prosaïque du terme et de leur reproduction à l'échelle internationale. Le service d'éditions, organisation logistique, doit « mettre en papier » la parole et l'idéologie bolchéviques, qui relèvent, elles, d'autres lieux de pouvoirs, kominterniens ou soviétiques, comme le Comité exécutif de l'Internationale communiste, l'Institut Marx-Engels, l'Institut Lénine et les associations littéraires.
- 8 En revanche, il a clairement une fonction de contrôle. Les archives comportent moult dossiers de suivi statistique, un des outils de contrôle politique. La production éditoriale kominternienne, tant au niveau local que mondial, est ainsi mesurée en nombre de titres, d'exemplaires et de feuilles d'impression. Le rôle de censeur est réel, mais d'une efficacité sans doute relative, en raison de la distance qui sépare le service des sections étrangères. Il y a une nette volonté d'appliquer une politique éditoriale de *manière uniforme*, sur tous les territoires, mais les différences d'un point de vue quantitatif entre pays montrent des réalisations imparfaites⁶.
- 9 En 1927, le Komintern se vante d'être présent dans quarante pays et de publier en quarante-sept langues. Toutefois, en 1929, il n'existe de structures éditoriales permanentes que dans seize pays, essentiellement en Europe de l'Ouest. Le Parti communiste allemand, présenté comme un modèle, a deux maisons d'édition en 1927 : *Verlag Literatur und Politik*, pour les publications théoriques, et *Neue Deutsche Verlag*, liée au monde syndical. Le Parti communiste anglais travaille avec deux maisons d'édition,

Martin Lawrence et *Modern Books*, et les communistes américains, avec *International Publishers*, à New-York depuis 1924. En Amérique latine, les principaux centres d'édition se trouvent au Mexique (*El Machete*) et en Argentine (*La Internacional*). Quant à la France, le Bureau d'édition, de diffusion et de publicité [BEDP] et les Éditions sociales internationales [ESI] ont remplacé la Librairie de l'humanité en 1925-1927, réduite à un rôle de diffuseur⁷.

- 10 D'après le plan d'éditions établi pour les années 1929-1930, les publications les plus importantes sont écrites en allemand (17 % des titres), puis en anglais et en français (10 %), sur un total de 800 titres environ.

Le *Redizdat*, de l'ouverture à la disparition, 1934-1943

- 11 En 1934, la croissance de son activité est manifeste. Le Service d'éditions couvre presque 500 pays et 34 zones linguistiques différentes. Cette année-là, le Komintern a validé l'édition de 2047 ouvrages. La production a donc triplé en cinq ans. Mais, signe de la montée des périls, les textes traduits en anglais sont désormais plus nombreux (22 %) que ceux en allemand (20 %) et en français (12 %).
- 12 La crise que traverse le Komintern en 1933-1935 oblige à revoir aussi la stratégie en matière éditoriale. Le 29 avril 1934, le service d'éditions de l'Internationale communiste commet un rapport pour la préparation du VII^e congrès, qui doit avoir lieu l'année suivante. Le rapport préconise de changer radicalement de stratégie⁸.
- 13 D'après son auteur (anonyme), il faut désormais compter avec l'existence, passée sous silence jusqu'alors, des spécificités des cultures politiques nationales et donner une plus large place à la littérature d'agitation, c'est-à-dire la vulgarisation politique. Mais le cœur du pouvoir politique demeure : le rapport insiste en particulier sur la « popularisation de l'URSS », même s'il faut recourir à la plume de « camarades étrangers, écrivains de gauche et amis de l'URSS ». De même, il est rappelé que le cœur idéologique appartient à la direction du Komintern, en particulier pour les manuels de formation politique. Ce rapport, y compris dans ses limites, a été suivi, du moins en France.
- 14 Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, le Service d'éditions semble survivre sans grande difficulté à la réorganisation du Komintern. La suppression du département d'*Agit-prop* en 1933 et son remplacement par deux commissions⁹ semblent avoir des répercussions formelles. Dans le schéma d'organisation de 1935, le « Secteur des éditions » est toujours organisé en zones linguistiques.
- 15 Les procès et purges de la fin des années 1930 touchent le Service des éditions comme le reste du Komintern. En 1937, M. E. Krebs est arrêté, après plus de dix années à la tête de ce service, et son adjoint, Julmann, est renvoyé. En 1938, la Section des éditions est dirigée par Rodolf Appelt, Allemand des Sudètes, membre du Parti communiste tchèque.
- 16 Pendant les années 1939-1941, le point central, le nœud entre Moscou et les organisations communistes d'Europe de l'Ouest, se situe en Europe du Nord, grâce aux éditions Pegasus à Amsterdam, aux éditions Aurora à Anvers et à *Arbetarkultur* à Stockholm, au Centre de diffusion du livre et aux éditions Germinal en Belgique. Le Hollandais Daan Goulooze est chargé de la coordination de l'ensemble. Cette Babel éditoriale permet à la propagande de l'Internationale de demeurer active¹⁰.

- 17 À partir de 1940-1941, le *Redizdat* semble perdre de son importance et avoir été concurrencé voire remplacé par une autre structure : les Éditions en langues étrangères, rattachées au CEIC. Elles sont dirigées par Parichev, jusqu'en 1941 puis par K. M. Kasradze-Panasian, ancien directeur du OGIZ, les anciennes éditions d'État soviétiques¹¹. Cette dernière nomination est, à elle seule, le symbole de la fin des éditions du Komintern. Répétant l'expérience des années 1919-1920, cette structure doit imprimer – avec un succès incertain – des livres et brochures pour les pays alliés (Amérique du Nord et du Sud), pour les prisonniers de guerre et l'armée allemande. Tandis que le *Redizdat* disparaît avec le Komintern, les Éditions en langues étrangères sont transférées au Commissariat du Peuple aux affaires étrangères en juin 1943¹².

Une structure méconnue : la Bibliothèque

- 18 Les archives du Service d'éditions de l'Internationale communiste relèvent du fonds 495 (archives du Komintern), inventaire 78. Elles rassemblent ce qui concerne l'activité du service d'éditions du Komintern et de ses services équivalents dans les sections nationales, de 1924 à 1935. Cette série comporte 192 dossiers, composés de pièces de correspondance, de statistiques et rapports et de « recensions », c'est-à-dire de critiques de textes, éditées par les sections nationales ou par les éditions bourgeoises.
- 19 Ces archives illustrent la fonction transversale des éditions, entre l'activité des sections nationales et l'organisation de campagnes d'*agit-prop* internationales. Ils sont donc une métaphore du rêve bolchévique, qui visait la constitution d'une culture politique unique et uniforme. La preuve de la scission entre la fonction technique du service d'éditions de l'Internationale communiste et la fonction politique se retrouve dans la nature des archives conservées au RGASPI : les pièces de correspondance sur les programmes éditoriaux (« plans d'édition ») et les questions purement éditoriales se retrouvent ainsi également dans les archives du Comité exécutif de l'Internationale communiste et celles du Secrétariat des pays latins (1926-1935).
- 20 Je n'ai pas pu exploiter une autre ressource du RGASPI, la bibliothèque. Le Komintern avait un service de bibliographie qui recensait tous les livres : livres édités par l'Internationale communiste ou les sections ; livres des éditions ou organisations sympathisantes ; livres édités sur l'URSS, quelle que soit l'opinion politique ; livres sur le PC. Chaque livre devait faire l'objet d'une fiche bibliographique, dont l'ensemble devait composer un catalogue. Cette collecte n'avait pas seulement vocation à être un amas de fiches. C'était aussi un service de dépôt légal, et donc de contrôle : il était demandé aux déposants des renseignements sur les tirages, en deux exemplaires, une pour le directeur et une autre pour enregistrement « dans notre statistique et notre catalogue bibliographique »¹³.
- 21 Cette bibliothèque était alimentée également par des achats de livres d'auteurs et d'éditeurs « bourgeois », ainsi que le laisse entendre la lettre d'un bibliothécaire du Komintern, de Moscou, envoyé au BEDP le 12 janvier 1928. Il commande au camarade français 34 livres publiés en France, édités par Fayard, les PUF, Giard, Pichon, Bossard, la Librairie du Travail, Payot, Montaigne ... Ces livres portent sur l'URSS, l'histoire de différents pays et des relations internationales¹⁴. À la fin des années 1930, cette bibliothèque bénéficiera de sa fusion avec celle du Profintern¹⁵.

- 22 En mai 1943, il est décidé de fusionner la bibliothèque du Komintern avec celle de l'Institut Marx-Engels-Lénine¹⁶. Elle s'enrichit donc d'une bibliothèque composée de revues, livres et manuscrits, constituée par Riazanov, pour l'Institut Marx-Engels né en 1921. L'Institut avait fusionné avec l'Institut Lénine en 1931, devenant l'Institut Marx-Engels-Lénine¹⁷.
- 23 Devenue aujourd'hui la Bibliothèque d'État de sociopolitique, elle est riche de 2 millions de volumes, dont les plus anciens datent du XVI^e siècle.
- 24 Des recherches sur cette bibliothèque permettraient de nourrir une ambition chère à Henri-Jean Martin (1924-2007), fondateur de la discipline de l'histoire du livre, celle d'une histoire comparée des cultures politiques¹⁸.
- 25 Les archives du Komintern m'ont permis non seulement de comprendre le fonctionnement des éditions françaises, mais de les replacer dans la stratégie du Komintern au regard d'autres productions nationales. Elles permettent surtout de mieux saisir l'importance d'une culture bolchévique internationale, face aux cultures politiques nationales, et de mesurer les tensions constantes, y compris après 1935, entre ces deux univers.

NOTES

1. Sur l'*agit-prop* dans l'idéologie léniniste, lire Dominique COLAS, *Lénine et le léninisme*, Paris, PUF, 1987, p. 17-20.
2. Service d'éditions s'écrit toujours au pluriel dans les organisations communistes.
3. Victor SERGE, *Mémoire d'un révolutionnaire et autres écrits politiques, 1908-1947*, Paris, Robert Laffont, 2001, p. 565.
4. Marie-Cécile BOUJU, *Les Maisons d'éditions du Parti communiste français, 1920-1956*, thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Marc Lazar, Institut d'études politiques de Paris, 2005, p. 60-77.
5. Pierre BROUÉ, *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997, p. 1030.
6. Marie-Cécile BOUJU, « Le livre comme arme de propagande. Le cas des relations entre le Service d'édition de l'Internationale communiste et la France (1919-1939) », *Communisme*, n° 97/98, 2009, p. 8-23.
7. Marie-Cécile BOUJU, « Les maisons d'édition du PCF, 1920-1956 », *Nouvelles Fondations*, n° 7-8, décembre 2007, p. 260-265.
8. Résolution sur le rapport des éditions au secrétariat politique (29 avril 1934) (adoptée par la commission politique le 15 octobre 1934) [RGASPI, Confidentiel, 5 f. 495/78/119].
9. La Commission pour la lutte contre la guerre, le fascisme et la social-démocratie et la Commission pour la popularisation de la construction socialiste en Union soviétique.
10. Moscou-Paris-Berlin : télégrammes chiffrés du Komintern, 1939-1941, Tallandier, 2003 ; José GOTOVITCH, *Du rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944 : un aspect de l'histoire de la résistance en Belgique*, Bruxelles, Labor, 1992.
11. Georgi DIMITROV, *Journal, 1933-1949*, Paris, Belin, 2005, p. 433 ; Gregory P. M. WALKER, « Soviet publishing since October Revolution », *Books in Russia and Soviet Union : Past and present*,

Wiesbaden, Otto Harrassowitz, 1991, p. 59-91. Le OGIZ a été créé en 1930 pour remplacer les anciennes éditions d'État, le Gosizdat.

12. Georgi DIMITROV, *Journal, 1933-1949*, Paris, Belin, 2005, p. 825.

13. RGASPI, fonds 495, inv. 30, dossier 601, lettre du 21 mars 1929, 1 f.

14. RGASPI, fonds 495, inv. 30, dossier 501.

15. Olivia GOMOLINSKI, « Le Profintern, organisation internationale et administration soviétique. Première approche », *Communisme*, n° 70/71, 2002, p. 131-158.

16. Georgi DIMITROV, *Journal, 1933-1949*, Paris, Belin, 2005, p. 817.

17. Jonathan BEECHER et Valerii N. FOMICHEV, « French Socialism in Lenin's and Stalin's Moscow : David Riazanov and the French Archive of the Marx-Engels Institute », *The Journal of Modern History*, mars 2006, n° 78, p. 119-143 ; Colum LECKEY, « David Riazanov and Russian marxism », *Russian History*, 1995, vol. 22, n° 2, p. 127-153.

18. Henri-Jean MARTIN, « Pour une histoire comparative du livre : quelques points de vue », *Histoires du livre : nouvelles orientations*, Paris, MSH/IMEC, 1995, p. 417-432.

RÉSUMÉS

Les éditions du Komintern apparurent dès 1919 ; elles furent intégrées au service de l'*agit-prop*. Elles étaient organisées en zones linguistiques avec pour mission de publier des livres et des brochures à destination du monde extérieur, l'Europe occidentale en premier lieu. Il s'agissait de promouvoir la cause de la Révolution, en franchissant le « bouclier sanitaire » mis en place autour de la jeune Union soviétique. En France, l'action de Boris Souvarine fut décisive, notamment par la création de la « Bibliothèque communiste », en 1921. Le flou relatif du fonctionnement des éditions du Komintern, à ses débuts, fit place à partir du « tournant de la bolchevisation », en 1925-1926, à une stabilisation, sous la direction de Mikhaël Krebs. Cependant, la réorganisation des éditions du Komintern en quatre sections (léniniste, internationale, instruction politique, popularisation de l'URSS) ne changea pas, dans les faits, son fonctionnement par zone linguistique.

L'activité du service des éditions du Komintern se développa dans seize pays. En France, à travers l'action de deux maisons d'édition, le Bureau d'édition, de diffusion et de publicité (BEDP) et les Éditions internationales (ESI), qui remplacèrent la Librairie de l'Humanité. La langue la plus employée par les maisons d'édition se rattachant au Komintern était l'allemand, l'anglais puis le français. À partir des années 1930 se développa une certaine autonomie des sections nationales, sur la recommandation du Centre, en même temps que les nécessités de la lutte politique amenèrent à une prise en charge des sections affaiblies dans leurs pays respectifs par un affrontement inégal avec leurs adversaires politiques, par les sections d'autres pays. C'est ainsi que l'appareil du Parti communiste français vint en aide aux sections italiennes, espagnoles, polonaises et de langue yiddish.

INDEX

Mots-clés : Bibliothèque communiste, Éditions sociales internationales, Librairie de l'Humanité

AUTEUR

MARIE-CÉCILE BOUJU

Conservateur à la Bibliothèque interuniversitaire des universités de Paris, chercheur associé
au CRHQ (CNRS-Université de Caen)

Communisme et antifascisme (1922-1935) : l'apport d'archives croisées

Gilles Vergnon

- ¹ Jusqu'à récemment, l'antifascisme, à la différence d'autres modes de « mobilisation négative », tels l'anticléricalisme, l'anticommunisme, l'anticolonialisme, mais aussi l'antigaullisme, n'avait pas fait l'objet d'une étude synthétique¹. Il est pourtant, spécialement dans les années 1934-1938, un constituant majeur de l'identité politique des gauches communiste et socialiste et le demeure après 1945, sur un mode à la fois mineur et intermittent (mobilisations contre le RPF gaulliste, contre le poujadisme, contre l'OAS et les « ultras » de l'Algérie française, enfin, bien sûr, contre le Front national). La relation entre communisme et antifascisme, quand le PCF était la « section française de l'Internationale communiste » (1921-1943), a cependant fait l'objet de nombreuses publications, qui abordent généralement cette question sous deux angles. On peut l'aborder « par en haut », à la suite d'Annie Kriegel qui, dans un célèbre article publié en 1990 dans la revue *Commentaire*, faisait de l'antifascisme le « mythe stalinien par excellence » et, du coup, de l'Internationale communiste et de ses partis, en particulier le PCF à partir de 1934-1935, la force motrice de l'antifascisme². Pour elle, l'antifascisme communiste était, à la fois, un concept « à géométrie variable », rangeant dans le camp adverse des forces plus ou moins larges, un « concept fusionnel », subsumant sous la dénomination de « fascistes » les fascistes italiens et les nazis allemands, mais aussi l'ensemble des Ligues françaises et même des droites autoritaires en Europe, de Horthy à Salazar et, enfin, un « concept à éclipses », abandonné d'un tour de main après le pacte germano-soviétique d'août 1939, avant d'être remobilisé après juin 1941. Dans cette optique, la recherche va, s'appuyant sur l'ouverture des fonds d'archive russes, s'attacher aux processus décisionnels dans les sommets dirigeants de l'URSS, de l'Internationale communiste [IC] et du Parti communiste français [PCF], que ce soit pour s'inscrire dans la problématique posée par Annie Kriegel ou, à l'inverse, pour la nuancer sérieusement³.

- 2 Dans une autre approche, par « en bas », qui n'est bien sûr pas antithétique à la précédente, on s'intéressera davantage à la généalogie de l'antifascisme, à l'éventail des forces politiques qui le portent et entendent parler en son nom, à ses énoncés politiques et ses formes de mobilisation, à sa capacité à « faire société ». Ce détour par « en bas », qui s'intéresse plus aux pratiques politiques, aux registres de discours qu'aux processus de décision, permet d'ailleurs de reposer d'une autre manière, avec la prise en compte des autres forces politiques et une base documentaire plus large, la question de la relation entre antifascisme et communisme. Cette démarche, que nous avons tenté de mettre en œuvre, a mobilisé des ressources documentaires issues de plusieurs fonds d'archives, de nature et d'origine diverses. Mentionnons en premier lieu, dans les fonds rapatriés de Moscou à Paris, le fonds de la Ligue des droits de l'homme [LDH], conservé à la BDIC de Nanterre⁴. Ces dossiers, au moins pour une partie d'entre eux, intéressent non seulement l'étude de la LDH comme telle, mais comme poste d'observation sur l'ensemble des gauches et comme ferment unitaire au sein de celles-ci⁵. Il s'agit en particulier des cartons 38 et 39, qui rassemblent une importante documentation sur le Rassemblement populaire, en particulier la correspondance du Comité national du Rassemblement avec les comités locaux, des cartons 40 à 44, qui regroupent 76 dossiers sur les réunions publiques tenues de 1934 à 1939 par la LDH et/ou ses partenaires (lettres d'invitation, tracts, plan de parcours des défilés) et des cartons 67 à 70 (associations antifascistes, pacifistes et politiques). Gilles Morin, que nous tenons à remercier ici, nous a communiqué des documents issus de ses recherches dans les fonds de la Sûreté nationale conservés aux Archives nationales, en particulier l'enquête sur les Ligues politiques, diligentée en juin 1935 par le ministère de l'Intérieur⁶.
- 3 Par ailleurs, on ne peut négliger des sources plus classiques, mais incontournables pour toute recherche en histoire contemporaine : les fonds d'archives de la préfecture de Police [APP] et des Archives nationales (fonds du ministère de l'Intérieur, sous-série F/7), la presse éditée par les partis et groupements de gauche, non seulement nationale (*L'Humanité*, *Le Populaire*, les *Cahiers des droits de l'homme*, *Esprit*, *Europe*, etc), mais aussi départementale, voire locale (en particulier les hebdomadaires publiés par différentes fédérations de la SFIO - *Le Droit du peuple* à Grenoble, *La Volonté socialiste* à Valence, *L'Avenir socialiste* à Lyon - ou les régions du PCF, *Le Travailleur alpin*), les archives départementales dont nous avons exploré les fonds (série M pour les rapports de police), au moins pour le sud-est de la France (Ardèche, Ain, Drôme, Isère, Rhône, Vaucluse), sans oublier les fonds de l'ex-Institut de recherche marxiste [IRM], consultés avant leur transfert aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis (procès-verbaux des organismes de direction du PCF) et de l'Office universitaire de recherche socialiste [OURS].
- 4 C'est en s'appuyant sur ces sources croisées que nous allons nous attacher à mettre en lumière le rôle bien différencié des communistes, d'abord dans une protohistoire de l'antifascisme au cours des années 1920, puis, à partir de février 1934, quand l'antifascisme est un élément déterminant du rapprochement, puis de l'unité des gauches dans le Front populaire.

1922-1926, le rôle majeur des communistes dans l'acculturation de l'antifascisme en France

- 5 Le mot « antifascisme » comme le substantif « antifasciste » sont couramment utilisés à partir de 1921-1922 par la presse française, tous courants confondus, pour désigner les activités des opposants italiens à Mussolini, en Italie comme en France, quand ils y séjournent ou s'y sont réfugiés. *L'Humanité* dénonce ainsi, en novembre 1922, quelques jours après la « marche sur Rome », la police française qui traque à Nice les « antifascistes » pour « les livrer aux partisans de Mussolini »⁷. Mais, si cet usage banalement descriptif n'a rien d'exclusif, l'Internationale communiste se distingue en faisant, dès 1922, de l'« antifascisme » un registre de mobilisation à part entière, en concomitance avec l'institution dans son *corpus* d'analyses d'un « fascisme » défini comme une catégorie à la fois générique et transnationale, rassemblant pêle-mêle l'Action française (le « fascio du Roy » selon Albert Treint⁸), le président de la République Alexandre Millerand, dont on fustige le « mussolinisme millerandesque »⁹, les nazis naissants (Hitler est le « Mussolini allemand »¹⁰) ou les anciens combattants de l'*American Legion* aux États-Unis. Cet usage extensif du « fascisme » est loin d'être l'apanage des communistes, puisqu'on le retrouve alors tant dans la presse « modérée » que chez les socialistes, qui parlent de « fascisme hongrois » ou espagnol, à propos des régimes de l'amiral Horthy ou du général Primo de Rivera¹¹. Ce qui est propre aux communistes, c'est de dresser, en face de ce « fascisme », un registre de discours et de mobilisation autour de l'antifascisme.
- 6 L'antifascisme, c'est d'abord l'usage d'un vocabulaire (se proclamer *antifasciste*, lutter au nom de l'*antifascisme*), que les communistes sont alors les seuls à manier à cette échelle. À compter de l'été 1924, dans le contexte d'un durcissement de l'opposition des droites au gouvernement du Cartel des gauches, *L'Humanité* multiplie les appels à lutter contre le « fascisme international », le « fascisme français » ou le « fascisme » tout court, convoque à de « grandes manifestations antifascistes », comme celle du 22 juin 1924¹². L'antifascisme, c'est aussi une pratique politique spécifique, qui autorise, face à un tel adversaire, la constitution de formations paramilitaires, à l'image du *Rotfrontkämpferbund* créé par le KPD. Les groupes de défense antifasciste [GDA] et les Jeunes gardes antifascistes [JGA] sont mis sur pied en janvier 1926, à partir de l'ARAC et des Jeunesses communistes. Organisés en « brigades » (d'une centaine d'hommes chacune), en « trentaines » (composées chacune de 26 hommes, d'un chef, d'un adjoint et de 2 agents de liaison), en « groupes » (comptant chacune 12 hommes et un chef) et en « équipes » (riches de 6 hommes, dont un chef), portant veste et culotte kaki, bérêts basques, cannes et insignes, GDA et JGA doivent mener la « lutte directe contre la bourgeoisie » et organiser l'« autodéfense prolétarienne »¹³.
- 7 Enfin, l'antifascisme communiste se décline dans des dispositifs d'alliance « fermés » ou « ouverts », selon les variations de l'orientation de l'Internationale communiste. En 1924-1925, suivant l'orientation définie au V^e congrès de l'IC (juin-juillet 1924), le PCF pratique ainsi un antifascisme « fermé », qui restreint à l'extrême le champ des alliances et, à l'inverse, ouvre à l'extrême la définition de l'adversaire : c'est le temps du fascisme « herrieroïde » (*sic*), des chefs cartellistes « alliés du fascisme »¹⁴ et de squelettiques « comités antifascistes d'unité prolétarienne »¹⁵. À l'inverse, en 1926-1927, dans le cadre d'une inflexion de l'orientation internationale, qui coïncide en France avec la création par Georges Valois du Faisceau (11 novembre 1925), et d'un

usage accru de la rue par la Fédération nationale catholique [FNC] du général de Castelnau, qui mobilise contre la politique laïque du Cartel, le PCF pratique un antifascisme plus ouvert et rassembleur, dont les proclamations dessinent par anticipation le profil d'un « Front populaire » avant l'heure. Ainsi, l'ordre du jour adopté à l'issue d'un meeting à Vienne (Isère) en avril 1926, rassemblant communistes, socialistes et radicaux, ne déparerait pas, sans mention de sa date, les « Heures ensoleillées du Front populaire » :

« Les Viennois de toutes nuances politiques de gauche, réunis au théâtre municipal à l'appel des Anciens Combattants républicains, saluent les nobles victimes de la réaction à travers le monde en France, en Hongrie, dans les Balkans, en Italie, et s'inclinent respectueusement devant la mémoire de Matteotti et Amandola (*sic*), affirment très hautement leur désir de défendre par tous les moyens les conquêtes matérielles et morales de la démocratie et la liberté humaine dont le fascisme est actuellement le plus dangereux adversaire »¹⁶.

- 8 Mais, si l'on veut porter un regard d'ensemble sur cette période, l'antifascisme communiste, rejoint dans un second temps par des discours antifascistes concurrents (sans que la terminologie ne soit réellement employée), proposés par les socialistes, voire les radicaux, spécialement par la Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste [LAURS]¹⁷ dans la jeunesse étudiante, ne trouve guère d'écho et ne provoque pas de cristallisation politique pérenne. Cela tient bien sûr au contexte politique des années 1920. La première flambée antifasciste coïncide avec l'apparition d'un premier « fascisme d'importation », avec le Faisceau de Georges Valois, et l'opposition aux gouvernements du Cartel de droites, qui découvrent ou redécouvrent l'arène de la rue. Mais le Faisceau est dissout en 1928 par son fondateur et la FNC entre en relatif sommeil après le retour de Raymond Poincaré aux affaires à l'été 1926. Plus largement, il n'y a pas en France d'« effet Mussolini » comparable à ce que sera l'« effet Hitler » à compter de 1932-1933. Enfin, dans un pays victorieux où la démobilisation des esprits se fait par palier successif¹⁸, la mise en avant, par un parti tout de même issu de la tradition des gauches, d'éléments paramilitaires ou « soldatiques »¹⁹, qui plus est importés d'outre-Rhin, ne peut guère rencontrer d'écho durable, même parmi les militants. Une note de police rendant compte, le 4 juin 1926, d'une réunion du service d'ordre de l'ARAC, quelques jours après leur « montée » au mur des Fédérés « au pas cadencé », signale ainsi l'expression de militants qui « n'aiment pas » le port de l'uniforme ou considèrent que le port de la chemise bleue (qui remplace le kaki, faute de toile adéquate, selon les responsables) est « mal choisi », car il les confond avec leurs ennemis du Faisceau ou des Jeunesses patriotes²⁰. Pour autant, si l'offre politique antifasciste émise par les communistes ne rencontre pas de vraie demande sociale, elle permet la diffusion, même à une échelle restreinte, d'un vocabulaire et d'un registre de discours et de pratiques.

Quand l'antifascisme fait société : quelle place pour les communistes ?

- 9 La cristallisation à une échelle de masse de l'antifascisme en France date, on le sait, des « journées républicaines » du 7 au 12 février 1934, celles-ci révélant à la fois le poids d'une culture républicaine fortement enracinée sur le long terme et l'impact conjugué sur le court terme de l'émeute ligueuse du 6 février et de la peur du III^e Reich instauré un an auparavant. Mais l'étude des ordres du jour adoptés par acclamation, comme

c'est alors l'usage, par les manifestants montre la domination écrasante de textes de contenu « jaurésien », qui entendent lier défense du principe républicain et perspective de la République sociale, au détriment de textes « républicains » *stricto sensu* portés par les radicaux, qui mettent l'accent sur la stricte défense des institutions républicaines et la protestation contre la démission du cabinet Daladier, et de textes Kominterniens ou purement « classistes » portés par les communistes²¹.

- 10 L'idéal-type de ce qui est voté et acclamé dans ces journées est bien représenté par le texte adopté à Marseille :

« Le peuple marseillais épris de liberté, répondant en masse à l'appel des organisations ouvrières, déclare que plus que quiconque la classe ouvrière exige que soient poursuivis sans répit et impitoyablement frappés les bandits de l'épargne et du crédit public, mais il ne saurait admettre que les récents scandales soient exploités par les bandes fascistes pour justifier une agression contre la République... Le peuple marseillais entend dire au gouvernement quel qu'il soit que Paris n'est pas la France entière ; il approuve la grève générale décrétée par la CGT et considère ce mouvement comme le dernier avertissement aux tenants de la dictature. Il se déclare prêt à défendre par tous les moyens les conquêtes du prolétariat et à opposer aux tentatives d'instauration du fascisme la volonté inébranlable d'une classe ouvrière éprise de liberté ».

- 11 À l'inverse, on ne trouve que peu d'exemples de ce type de texte, adopté à Montluçon (Allier) le 12 février 1934, dont se prévaut Adrien Langumier pour affirmer que « la manifestation... fut entièrement sous notre direction » :

« Les travailleurs de Montluçon, réunis le 12 février, acclament le front unique de lutte qui a permis de réaliser la grève générale à 100 % dans la localité. En saluant ce résultat magnifique, ils s'engagent à conserver l'unité d'action, soudée dans la bataille contre le fascisme sanglant, pour arracher demain leurs multiples revendications.

À cette manifestation d'aujourd'hui, ils donnent comme objectifs :

- la dissolution des ligues fascistes ;
 - le départ immédiat du gouvernement anti-ouvrier d'union nationale ;
 - l'arrestation de Chiappe et la dissolution du corps de la police parisienne dévouée au fascisme.
- Ils se séparent aux cris de "À bas la dictature sanglante du capital" ,"Vive le gouvernement ouvrier et paysan " ," Vive l'action commune révolutionnaire des ouvriers"»²².

- 12 L'antifascisme, du moins quand il parvient à « faire société », naît au point de rencontre entre une « Grande Peur » des républicains²³ et une offre politique structurée par une culture républicaine et socialiste. Il n'est donc, à sa seconde et véritable naissance de 1934, ni une invention communiste, ni ne relève de la politique communiste du moment. Des cadres régionaux du PCF le reconnaissent, relevant, comme Charles Doucet, secrétaire de la région Drôme-Ardèche, la « disparition complète de la région communiste dans les événements qui se sont déroulés entre le 5 et le 12 février » ou avouant, comme le responsable de la région de Clermont-Ferrand que le rassemblement du 11 dans la capitale auvergnate fut « avant tout l'œuvre de la CGT »²⁴ D'autres responsables s'expriment dans le même sens au comité central du 14 mars 1934, regrettant comme François Billoux qu'à Port-Saint-Louis, dans l'agglomération marseillaise, un tract affirme vouloir défendre les « institutions républicaines », alors que la CGTU est majoritaire chez les ouvriers du port ou, comme Paul Weigel, responsable du rayon communiste de Mulhouse, que, dans sa ville, le rayon ait refusé d'afficher un placard de la CGTU, dénonçant la « trahison » des socialistes²⁵.

- 13 Nettement marginalisé en février 1934, au sein d'un antifascisme qui se cristallise autour de contenus « jaurésiens », le PCF parvient néanmoins à inverser partiellement la tendance au printemps, dès avant le pacte d'unité d'action du 27 juillet avec la SFIO. La fin de l'hiver et le printemps 1934 sont en effet marqués par l'éclosion, un peu partout dans le pays, d'une nébuleuse de comités qui, sous des vocables divers (comités de « vigilance », d'unité antifasciste, de « défense républicaine », etc), mobilisent un tissu militant important²⁶. Dans les petites communes, ces comités intègrent en général toutes les gauches, des radicaux aux communistes, qui s'intègrent ainsi dans la grande famille des gauches françaises, où ils occupent la place de l'extrême-gauche. Dans les communes plus importantes se concurrencent souvent « comités antifascistes », impulsés par les communistes, et comités de « Front commun » ou de « vigilance », où se retrouvent socialistes, radicaux et CGT. Dans la concurrence avec les socialistes, qui détiennent l'avantage initial d'occuper une posture politique homogène au contenu de l'antifascisme apparu en février, le PCF dispose, avec le mouvement Amsterdam-Pleyel, apparemment indépendant du PCF, d'un cadre national de centralisation. Celui-ci fait défaut aux socialistes, à la LDH ou à la CGT, le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes [CVIA] ayant par nature des ambitions plus restreintes tant dans son recrutement (les « intellectuels ») que par sa vocation affirmée de se mettre « à la disposition des organisations ouvrières ». La SFIO paye aussi le prix de sa propre hétérogénéité, son aile gauche, la « Bataille socialiste », très active dans l'antifascisme, se divisant à son tour, Marceau Pivert se polarisant sur les questions de l'organisation de l'autodéfense au détriment de l'ouverture d'une perspective politique. Le « grand rassemblement national antifasciste » des 20-21 mai 1934, appelé par Amsterdam-Pleyel, est plutôt un succès, de nombreux comités locaux, y compris peu influencés par le PCF, y envoyant des délégués. Les tensions internes qui traversent le PCF jusqu'au tournant de la conférence d'Ivry (23-26 juin 1934) amènent nombre de militants à fortement s'investir dans le courant antifasciste et valorisent paradoxalement la position locale des communistes, en même temps qu'elles l'affaiblissent momentanément comme parti national. La captation partisane qui, à compter de l'été 1934, redonne la main aux formations politiques, ne ralentit que temporairement la dynamique du mouvement des comités, revitalisé au printemps suivant à l'approche du rassemblement du 14 juillet 1935. L'enquête commandée en juin 1935 par le ministère de l'Intérieur montre que les situations locales au sein d'un même département restent variées²⁷, mais que la mouvance antifasciste mobilise encore fortement avec des taux d'adhésion aux comités et de participation aux réunions qui restent impressionnants dans les petites ou moyennes communes, beaucoup plus que dans les grandes agglomérations : 80 adhérents dénombrés pour la Ligue antifasciste de Tournon (Ardèche), 60 à Aubenas (Ardèche) pour le Comité contre la guerre et le fascisme, 200 à Bellegarde (Ain), 150 pour le Comité de lutte contre la guerre et le fascisme de Voiron (Isère), 300 à celui de Vienne contre seulement 100 pour celui de Grenoble²⁸. Elle montre aussi que le PCF a considérablement amélioré sa position en un an, ce qui se traduit dans l'intitulé même des comités où la formule « contre la guerre et le fascisme », issue d'Amsterdam-Pleyel, l'emporte maintenant sur toutes les autres. Là où existent encore des comités rivaux, comme dans la Loire, où cohabitent un « comité de vigilance », dominé par les socialistes, et un « comité antifasciste », impulsé par les communistes, le second, bien que regroupant des effectifs moins nombreux, l'emporte nettement sur le premier en terme de dynamisme et d'initiative : selon les termes mêmes du préfet, il est le « promoteur du comité de coordination des forces

antifascistes » du département et se trouve « à la tête de toutes les démonstrations antifascistes »²⁹.

- ¹⁴ Ces rappels incitent plutôt à des conclusions nuancées sur un sujet controversé. Si les communistes français jouent un rôle majeur dans la définition d'une offre politique antifasciste dans les années 1920, celle-ci ne rencontre guère d'échos, pour les raisons évoquées plus haut. Dans le second cycle antifasciste qui s'ouvre en février 1934, ils sont d'abord nettement marginalisés et ne peuvent « inventer » un antifascisme largement fabriqué en-dehors d'eux, sur des bases qui ne sont pas les leurs. Mais ils font preuve d'une indéniable capacité à ordonner sur un même plan les nouvelles pratiques militantes qui se généralisent entre 1934 et 1935 (rites politiques visuels et « corporels », héroïsation des chefs³⁰), la défense de la République et la révolution. Le contenu du film de Jean Renoir, *La Vie est à nous*, propose une parfaite synthèse de la thématique communiste : si le fascisme est l'instrument à la fois de l'étranger et des « 200 familles », il est donc simultanément anti-ouvrier, anti-républicain, voire antinational et anti-paix, à l'inverse de l'antifasciste qui, par contrecoup, incarne les avantages cumulés de la défense de la République, du peuple ouvrier, de la Nation et de la Paix. À l'inverse, ceux des socialistes qui, tels les « pivertistes », sont les plus dynamiques dans le renouvellement des pratiques militantes les mettent souvent mal en rapport avec une défense républicaine et une affirmation nationale qui leur inspire méfiance³¹.
- ¹⁵ La réussite communiste est indéniable³², mais elle ne fait d'eux ni les démiurges de l'antifascisme ni les maîtres d'un jeu qu'ils contrôlèrent alors de bout en bout. Ce sera davantage le cas après 1945, dans le rejet d'un antifascisme de « basse intensité », dirigé successivement contre le RPF, les poujadistes, puis à nouveau contre Charles de Gaulle en 1958-1962.

NOTES

1. Voir notre ouvrage *L'Antifascisme en France (1922-2002). De Mussolini à Jean-Marie Le Pen*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

2. Annie KRIEGLER, « Sur l'antifascisme », *Commentaire*, n° 50, été 1990, p. 299-302.

3. Voir Annie KRIEGLER et Stéphane COURTOIS, *Eugen Fried. Le grand secret du PCF*, Paris, Le Seuil, coll. « Archives du communisme », 1997, et, dans une autre optique, les travaux de Serge WOLIKOW, dont *Le Front populaire en France*, Bruxelles, Complexe, 1999, et son introduction à l'ouvrage *Komintern : l'histoire et les hommes. Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste*, dir. José Gotovitch et Mikhail Narinski, Paris, Éditions de l'Atelier, 2001, p. 15-92.

4. BDIC Nanterre, fonds de la Ligue des droits de l'homme [ALDH], F delta rés. 798.

5. Sur la LDH, voir Emmanuel Naquet, *La Ligue des Droits de l'Homme : une association en politique (1898-1940)*, thèse, Fondation nationale des sciences politiques, 2005, consultable en ligne : http://ecoledoctorale.sciences-po.fr/theses/theses_enligne/naquet_hist_2005/naquet_hist_2005.pdf

6. Arch. nat., versement 20010216.

7. « Un scandale à Nice », *L'Humanité*, 6 novembre 1922.

8. *L'Humanité*, 18 janvier 1923.
9. *L'Humanité*, 16 novembre 1924.
10. *L'Humanité*, 19 décembre 1922.
11. Émile Kahn établit ainsi une typologie des fascismes européens, distinguant le « fascisme hongrois, militariste et faux-monnayeur », polonais « militariste et clérical », bulgare, « militariste et revanchard », etc : « Traitons le fascisme comme il le mérite », *Le Populaire*, 27 janvier 1927.
12. « Grande manifestation antifasciste », *L'Humanité*, 19 juin 1924.
13. APP BA 1910, copie de documents et de résolutions des GDA/JGA, notes de police, 20 avril et 7 mai 1927.
14. *L'Humanité*, 26 octobre et 11 décembre 1924.
15. *L'Humanité*, 15 et 22 décembre 1924.
16. Arch. dép. Isère, 55 M 4, rapport au sous-préfet de l'Isère, 26 avril 1926. Le rapport est complété par la reproduction des tracts distribués, dont celui d'un Groupement d'action contre le fascisme, qui appelle « citoyens » et « républicains » à opposer à la « livrée grotesque des chefs factieux des Chemises bleues » le « glorieux bonnet phrygien de tes aïeux de 1793 ».
17. Sur la LAURS, voir Emmanuel NAQUET, *Un mouvement typique de la France d'entre-deux-guerres : la LAURS*, maîtrise, Université Paris X, 1987.
18. Sur la « démobilisation » de la société française, voir « Démobilisations culturelles après la Grande Guerre », *14-18 Aujourd'hui-Heute-Today*, 5, 2002.
19. Voir notre article : « Le poing levé. Du rite soldatique au rite de masse. Jalons pour l'histoire d'un rite politique », *Le Mouvement social*, n° 212, juillet-septembre 2005, p. 77-91.
20. Arch. nat., F/7/13179, note de police, 5 juin 1926.
21. Voir notre article : « Quel antifascisme ? Ordres du jour et mots d'ordre des manifestations républicaines de février 1934 », *Cahiers Léon Blum*, n° 34, automne 2003, p. 99-111.
22. Archives de l'ex-Institut de recherches marxistes [IRM], bobine 708, « Délégation dans la 27^e Union régionale CGTU. Grève générale du 12 février 1934 », rapport d'Adrien Langumier.
23. Selon l'expression du secrétaire général du SNI, André Delmas.
24. IRM, bobine 708, lettre de C. Doucet à Thomas et Thibon, du Teil (copie à Benoît Frachon et Jacques Duclos), 15 février 1934 ; bobine 705, lettre de « Nallier » au secrétariat du PCF, 5 mars 1934.
25. IRM, bobine 684, interventions au Comité central du 14 mars 1934. Une partie de ces documents avait été publiée par Danielle Tartakowsky dans « Archives communistes. Février-juin 1934 », *Cahiers d'histoire de l'IRM*, n° 18, 1984, p. 25-83.
26. Pour une synthèse, voir notre contribution : « Processus de politisation et mobilisations politiques », dans Xavier VIGNA, Jean VIGREUX et Serge WOLIKOW, *Le Pain, la Paix, la Liberté. Expériences et territoires du Front populaire*, Paris, Éditions sociales, 2006, p. 29-42.
27. Arch. nat., 20010216/114 : ainsi en Isère, où le préfet signale une « baisse d'activité » à Grenoble, mais une « activité soutenue » à Vienne et à Voiron.
28. Arch. nat., 20010216/114, rapports préfectoraux (Ardèche, Ain, Isère).
29. Arch. nat., 20010216/114, rapport du préfet de la Loire, juillet 1935. Selon ses chiffres, le comité de vigilance rassemble 150 adhérents à Saint-Étienne, 200 à Firminy, 150 à Rive-de-Gier, alors que le comité Amsterdam-Pleyel a seulement 150 adhérents à Saint-Étienne et 30 au Chambon-Feugerolles, ce qui n'empêche pas le premier de « suivre les mots d'ordre » du second.
30. Voir Éric NADAUD, « Le renouvellement des pratiques militantes de la SFIO au début du Front populaire », *Le Mouvement social*, n° 153, octobre-décembre 1990, p. 9-32 ; notre propre article : « Le poing levé », art. cité ; et l'étude récente de Vincent CHAMBARLHAC, « L'héroïsation. Représenter, nécessité du Front populaire », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 103, 2008, p. 55-71.
31. Voir Thierry HOHL, *À gauche ! La gauche socialiste 1921-1947*, Dijon, EUD, 2004.

32. Marcel Cachin se réjouit, le 1^{er} juin 1935, du fait que les communistes ont réussi à « créer une mystique antifasciste », *Carnets*, tome IV : 1935-1947, Paris, CNRS Éditions, 1997, p. 231.

RÉSUMÉS

L'auteur de *L'antifascisme en France, de la marche sur Rome aux manifestations anti-Le Pen du 1^{er} mai 2002* s'interroge ici sur ce qui constitue une des composantes majeures de l'identité des gauches françaises. Le parti choisi a été d'étudier l'antifascisme par le bas et d'évaluer sa capacité à rassembler, d'en étudier le contenu et la généalogie. Cette étude s'est appuyée principalement sur la consultation du fonds 517-1 de l'Internationale, des fonds des Archives départementales, du fonds de la Ligue des droits de l'Homme conservés à la BDIC. Pour l'entre-deux-guerres et la relation entre le mouvement communiste et l'antifascisme, deux moments sont distingués : le premier antifascisme, de 1921 à 1926, proto-histoire de l'antifascisme ; le second antifascisme, à partir de février 1934, dans lequel le parti communiste développa une stratégie originale, qui le mit progressivement en position de force dans le mouvement antifasciste. En effet, à ses débuts, en février 1934, ses mots d'ordre « fermés », sectaires, l'isolaient. Mais, très rapidement, avant même le pacte d'unité d'action de juin 1934, il rééquilibra le rapport de force en sa faveur.

Ce résultat s'explique par le rôle central du comité Amsterdam-Pleyel, lié au parti communiste, mais qui acquit une liberté d'action importante et qui, ainsi, fournit un langage, un cadre d'action dans lequel se reconnaissaient les composantes du mouvement antifasciste, initialement éloignées du parti communiste. Il s'agit, avant tout, des innombrables comités qui se multiplièrent après le 12 février 1934 et dont les mots d'ordre reflétaient l'inspiration à la fois républicaine et de défense du mouvement ouvrier (« rouges-bleus », pour reprendre la terminologie de Gilles Vergnon). Ainsi, le Parti communiste, par sa plasticité, sa capacité à mettre sur le même plan les nouvelles pratiques militantes, le républicanisme, la perspective révolutionnaire joua désormais les premiers rôles dans le mouvement antifasciste, sans cependant l'instrumentaliser entièrement.

INDEX

Mots-clés : comité Amsterdam-Pleyel, mouvement communiste, mouvement ouvrier

AUTEUR

GILLES VERGNON

Maître de conférences, GREPH-Université de Lyon-Sciences Po Lyon